



Programme opérationnel FEDER Lorraine

Objectif Compétitivité Régionale et Emploi 2007-2013

Rapport final d'exécution

Préfecture de la Région Alsace Champagne-Ardenne Lorraine
Secrétariat Général pour les Affaires Régionales et Européennes
Site de Metz
9 Place de la Préfecture
57000 Metz

Sommaire

SOMMAIRE.....	2
PARTIE 1 : IDENTIFICATION / INTRODUCTION.....	4
PARTIE 2 : VUE D'ENSEMBLE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME OPERATIONNEL.....	6
1/ <i>REALISATION ET ANALYSE DES PROGRES ACCOMPLIS</i>	<i>6</i>
A/ Informations sur l'avancement physique du Programme Opérationnel.....	6
B/ Informations financières.....	14
C/ Informations sur la ventilation de l'utilisation des fonds par catégorie.....	15
D/ Participation allouée par groupes cibles.....	19
E/ Participation remboursée ou réutilisée	42
F/ Analyse qualitative	42
2/ <i>INFORMATION SUR LA CONFORMITE AU DROIT COMMUNAUTAIRE.....</i>	<i>43</i>
A/ Mesures prises pour assurer le respect des règles de concurrence.....	43
B/ Mesures prises pour assurer le respect des règles de passation des marchés publics	44
C/ Mesures prises pour assurer le respect de la cohésion sociale et de l'emploi.....	44
D/ Mesures prises pour assurer le respect de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes	45
E/ Mesures prises pour assurer le respect du développement durable	45
3/ <i>PROBLEMES IMPORTANTS RENCONTRES ET MESURES PRISES POUR Y FAIRE FACE</i>	<i>47</i>
4/ <i>CHANGEMENT DU CONTEXTE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME OPERATIONNEL</i>	<i>48</i>
A/ Un contexte socio-économique difficile	48
B/ Les politiques régionales	50
5/ <i>MODIFICATION IMPORTANTES AU SENS DE L'ARTICLE 57 DU REGLEMENT (CE) N°1083/2006</i>	<i>53</i>
6/ <i>COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INSTRUMENTS ET PARTENARIAT</i>	<i>53</i>
A/ Complémentarité.....	53
B/ Partenariat.....	54
PARTIE 3 : MISE EN ŒUVRE PAR AXE PRIORITAIRE.....	56
1/ <i>REALISATION DES OBJECTIFS ET ANALYSE DES PROGRES ACCOMPLIS</i>	<i>56</i>
A/ Axe A : Développer l'innovation, la recherche, la compétitivité et les technologies de l'information et de la communication.....	56
B / Axe B : Promouvoir le développement durable et la lutte contre l'effet de serre.	65
C/ Axe C : Soutenir la politique de la ville	69
D/ Axe D : Soutenir des enjeux majeurs pour le développement de la Lorraine.	72
E/ Axe E : Programme interrégional Massif des Vosges.....	75
F/ Axe F : Assistance technique.....	78
2/ <i>PROBLEMES IMPORTANTS RENCONTRES ET MESURES PRISES POUR Y FAIRE FACE.</i>	<i>80</i>
PARTIE 4 : DISPOSITIONS PRISES PAR L'AUTORITE DE GESTION ET LE COMITE DE SUIVI POUR ASSURER LA QUALITE ET L'EFFICACITE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME.....	81
1/ <i>INITIATIVES PRISES PAR L'AUTORITE DE GESTION ET SUJETS ABORDES PAR LES COMITES.....</i>	<i>81</i>
A/ Les initiatives prises par l'Autorité de gestion.....	81

B/ Les comités de suivi	81
C/ Les comités de programmation	82
2/ ACTION DE SUIVI ET D'EVALUATION.....	82
A/ Les principes de bonne gestion	82
B/ Les actions de contrôle (ANNEXE 1).....	83
C/ Les actions d'évaluation	84
 PARTIE 5 : GRANDS PROJETS.....	85
 PARTIE 6 LISTE DES PROJETS NON OPERATIONNELS	89
 PARTIE 7 : SUBVENTION GLOBALE	89
 PARTIE 8 : ASSISTANCE TECHNIQUE	91
 PARTIE 9 : EVALUATION DES ACTIONS DE COMMUNICATION ET DE PUBLICITE	93
 PARTIE 10 : INSTRUMENTS D'INGENIERIE FINANCIERE.....	104
 ANNEXES.....	112

Partie 1 : Identification / Introduction

Programme Opérationnel	Objectif concerné	Compétitivité Régionale et Emploi
	Zone éligible concernée	Lorraine
	Période de programmation	2007 - 2013
	Référence du programme	2007FR162PO015
	Intitulé du programme	Programme Opérationnel FEDER compétitivité régionale et emploi Lorraine
Rapport de Clôture	Période de référence	2007-2013
	Date d'approbation du rapport	

Ce rapport final d'exécution a été rédigé conformément aux dispositions de l'article 67 du règlement CE n° 1083/2006 et de l'annexe XVIII du règlement 1828/2006 de la Commission du 8 décembre 2006 établissant les modalités d'exécution du règlement (CE) n° 1083/2006. .

Le présent rapport a pour objet de présenter une vue d'ensemble de la mise en œuvre et des réalisations du programme FEDER 2007-2013 « Compétitivité régionale et emploi » de la Lorraine.

Au jour de la dernière demande de paiement intermédiaire, 296 M€ FEDER étaient programmés, soit 89,86 % de la maquette financière.

Ce taux de programmation final doit être apprécié à l'aune des événements auxquels a été confronté le programme, au cours de la période 2007-2015, parmi lesquels on peut citer en premier lieu la crise économique et financière de 2008.

Cette crise a eu des répercussions importantes sur le tissu économique et industriel lorrain et a fragilisé les opérateurs, d'où l'abandon de certains projets en cours d'instruction voire déjà programmés.

Par ailleurs, les diverses réformes institutionnelles nationales (REATE, décentralisation, transfert de l'autorité de gestion des fonds européens) ont également eu un impact sur les porteurs publics ainsi que sur les services en charge de l'instruction des demandes de subvention.

Enfin, l'audit de la CICC réalisé en 2011 a entraîné une reprise intégrale de l'assistance technique du programme et ralenti de fait le processus d'instruction des demandes.

Malgré ces difficultés, il convient de souligner que la programmation a été continue tout au long de l'exercice, et ce jusqu'à la date ultime autorisée (fin 2015), permettant ainsi de contribuer à la réalisation de projets structurants pour la Lorraine.

Il ressort de l'observation des données financières du programme, et notamment du taux d'intervention du FEDER, bien inférieur au taux moyen de l'axe, que l'effet levier du FEDER a pleinement joué son rôle. Le nombre d'opérations soutenues témoigne de l'implication de l'ensemble des partenaires dans l'atteinte des objectifs du programme.

Depuis 2015, l'Autorité de gestion concentre essentiellement ses efforts sur les travaux liés à la clôture du programme, de façon à permettre le versement du solde aux bénéficiaires, dans les meilleurs délais.

PARTIE 2 : Vue d'ensemble de la mise en œuvre du programme opérationnel

1/ Réalisation et analyse des progrès accomplis

A/ Informations sur l'avancement physique du Programme Opérationnel

Les résultats des indicateurs quantifiables figurant dans le programme opérationnel (cf. P.O. § 3.4 Système de suivi par les indicateurs – Tableau des indicateurs d'axes) sont présentés dans le tableau ci dessous. Les chiffres ajoutés dans ce rapport final sont ceux cumulés de 2007 à 2016.

Rapport final d'exécution – PO Lorraine

Axe A : Développer l'innovation, la recherche, la compétitivité et les technologies de l'information et de la communication

[illegible]

Rapport final d'exécution – PO Lorraine

Intitulé	Type		2 008	2 009	2010	2011	2012	2013	2014	2015-2016
Investissements matériels et immatériels : Nombre de PMI - PME soutenues	Résultat	Réalisations	0	72	130	172	200	287	298	286
		Objectifs	700 - 800	700 - 800	700 - 800	700 - 800	700 - 800	700 - 800	700 - 800	700 - 800
		Référence	356	356	356	356	356	356	356	356
Nombre de créations d'entreprises soutenues	Résultat	Réalisations	1	56	72	71	72	7045	7045	7045
		Objectifs	2 800 – 3 500	2 800 – 3 500	2 800 – 3 500	2 800 – 3 500	2 800 – 3 500	2800 – 3500	2800 – 3500	2800 - 3500
		Référence	1 051	1 051	1 051	1 051	1 051	1051	1051	1051
Nombre de transmissions d'entreprises soutenues	Résultat	Réalisations	0	2	17	17	17	17	16	16
		Objectifs	300 - 400	300 - 400	300 - 400	300 - 400	300 - 400	300 – 400	300 – 400	300 - 400
		Référence	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Nombre de reprises d'entreprises soutenues	Résultat	Réalisations	0	26	58	64	76	95	96	95
		Objectifs	300 - 400	300 - 400	300 - 400	300 - 400	300 - 400	300 – 400	300 – 400	300 - 400
		Référence	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Nombre total d'emplois créés ou sauvegardés	Impact	Réalisations	548	930	2 537	2871	3255	4111	4389	4309
		Objectifs	6 890 - 8 612	6 890 - 8 612	6 890 - 8 612	6 890 – 8 612	6 890 – 8 612	6 890 – 8 612	6 890 – 8 612	6890 - 8612
		Référence	14 627	14 627	14 627	14 627	14 627	14 627	14 627	14 627
Nombre d'aides accordées pour le recrutement d'emplois salariés de haute compétence	Réalisation	Réalisations	0	0	8	24	24	58	61	60
		Objectifs	250 - 400	250 - 400	250 - 400	250 - 400	250 - 400	250 – 400	250 – 400	250 - 400
		Référence	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Utilisation des TIC par les PME PMI : Nombre d'entreprises aidées	Résultat	Réalisations	0	0	0	550	550	550	550	550
		Objectifs	60 - 100	60 - 100	60 - 100	60 - 100	60 - 100	60 – 100	60 – 100	60 - 100
		Référence	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Nombre de plates formes créées ou soutenues	Réalisation	Réalisations	0	0	0	0	0	0	0	0
		Objectifs	5	5	5	5	5	5	5	5
		Référence	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Nombre de zones d'activités raccordées au Haut débit	Résultat	Réalisations	17	28	31	43	57	58	58	58
		Objectifs	25 - 50	25 - 50	25 - 50	25 - 50	25 - 50	25 – 50	25 – 50	25 -50
		Référence	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Taux de pénétration du Haut débit en Lorraine	Résultat	Réalisations	supprimé	supprimé	supprimé	supprimé	supprimé	supprimé	supprimé	supprimé
		Objectifs	100	100	100	100	100	100	100	100
		Référence	95	95	95	95	95	95	95	95

Rapport final d'exécution – PO Lorraine

Intitulé	Type		2 008	2 009	2010	2011	2012	2013	2014	2015-2016
Nombre d'e-formations nouvelles	Résultat	Réalisations	1	1	1	1	1	1	1	11
		Objectifs	208	208	208	208	208	208	208	208
		Référence	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Nombre de diplômes ou certificats délivrés	Impact	Réalisations	0	0	0	0	0	0	0	0
		Objectifs	2 050	2 050	2 050	2050	2050	2050	2050	2050
		Référence	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND

Axe B : Promouvoir le développement durable et la lutte contre l'effet de serre

Intitulé	Type		2 008	2 009	2010	2011	2012	2013	2014	2015-2016
Nombre de plans climats territoriaux	Réalisation	Réalisations	1	2	3	9	11	16	16	16
		Objectifs	15 - 20	15 - 20	15 - 20	15 – 20	15 – 20	15 – 20	15 – 20	15 - 20
		Référence	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Nombre d'opérations en matière d'énergies renouvelables	Réalisation	Réalisations	17	39	41	55	95	102	101	101
		Objectifs	100-150	100-150	100-150	100-150	100-150	100 – 150	100 – 150	100 - 150
		Référence	22	22	22	22	22	22	22	22
Nombre d'opérations concernant l'efficacité énergétique dans les bâtiments	Réalisation	Réalisations	4	13	18	31	68	112	113	112
		Objectifs	10 – 15	10 – 15	10 – 15	10 – 15	10 – 15	10 – 15	10 – 15	10 – 15
		Référence	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Quantité de CO2 évitée (en K Tonnes)	Impact	Réalisations			NECATER	NECATER	NECATER	ND	ND	ND
		Objectifs	80	80	80	80	80	80	80	80
		Référence	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Nombre de projets ZNIEFF de 2 ^{ème} génération validés	Résultat	Réalisations	0	178	253	256	777	777	777	777
		Objectifs	700	700	700	700	700	700	700	700
		Référence	80	80	80	80	80	80	80	80
Nombre de projets s'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre d'un PPRI	Réalisation	Réalisations	0	0	0	ND	0	0	0	0
		Objectifs	20 - 30	20 - 30	20 - 30	20 - 30	20 - 30	20 – 30	20 – 30	20 - 30
		Référence	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Nombre de communes couvertes par un PPRI	Résultat	Réalisations	0	0	0	ND	304	315	403	403
		Objectifs	400	400	400	400	400	400	400	400
		Référence	270	270	270	270	270	270	270	270
Sites pollués : surface foncière réhabilitée (Ha)	Résultat	Réalisations	0	0	2,73	ND	ND	ND	ND	ND
		Objectifs	120	120	120	120	120	120	120	120
		Référence	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Développer le fret fluvial : linéaire de fibre optique pour le projet « Moselle intelligente » (Km)	Réalisation	Réalisations	0	0	150	150	150	191	191	57
		Objectifs	154	154	154	154	154	154	154	154
		Référence	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND

Rapport final d'exécution – PO Lorraine

Axe C : Soutenir la politique de la ville

Intitulé	Type		2 008	2 009	2010	2011	2012	2013	2014	2015-2016
Nombre de projets d'aménagement réalisés (économique, urbain ou services à la population)	Réalisation	Réalisations	0	11	11	15	19	24	12	11
		Objectifs	42	42	42	42	42	42	42	42
		Référence	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Nombre d'équipements publics créés	Résultat	Réalisations	0	4	11	14	21	23	39	40
		Objectifs	7	7	7	7	7	7	7	7
		Référence	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Nombre de projets de traitement des friches urbaines	Réalisation	Réalisations	0	0	0	0	0	0	0	0
		Objectifs	7	7	7	7	7	7	7	7
		Référence	15	15	15	15	15	15	15	15
Surface foncière affectée à un nouvel usage (Ha)	Résultat	Réalisations	0	0	0	0	0	0	0	0
		Objectifs	20	20	20	20	20	20	20	20
		Référence	9,26	9,26	9,26	9,26	9,26	9,26	9,26	9,26

Rapport final d'exécution – PO Lorraine

Axe D : Soutenir les enjeux majeurs pour le développement de la Lorraine

Intitulé	Type		2 008	2 009	2010	2011	2012	2013	2014	2015-2016
Linéaire total de cours d'eau restauré	Résultat	Réalisations	15	15	15	17	17	17	9	9
		Objectifs	450	450	450	450	450	450	450	450
		Référence	210	210	210	210	210	210	210	210
Nombre de cours d'eau restaurés	Résultat	Réalisations	2	2	2	3	3	9	10	10
		Objectifs	15	15	15	15	15	15	15	15
		Référence	6	6	6	6	6	6	6	6
Surface de friches industrielles traitées (Ha)	Résultat	Réalisations	0	0	34,5	ND	ND	ND	ND	ND
		Objectifs	300	300	300	300	300	300	300	300
		Référence	284	284	284	284	284	284	284	284
Nombre de pôles d'échanges aménagés autour des gares	Résultat	Réalisations	0	0	3	10	10	11	11	11
		Objectifs	10	10	10	10	10	10	10	10
		Référence	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Nombre d'équipements publics créés	Résultat	Réalisations	4	17	23	29	35	46	46	45
		Objectifs	05 – 10	05 – 10	05 – 10	05 – 10	05 – 10	05 – 10	05 – 10	05 – 10
		Référence	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Existence d'une équipe d'animation	Réalisation	Réalisations	1	1	1	1	1	1	1	1
		Objectifs	1	1	1	1	1	1	1	1
		Référence	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND

Axe E : Programme interrégional Massif des Vosges

Intitulé	Type		2 008	2 009	2010	2011	2012	2013	2014	2015-2016
Évolution du nombre de nuitées (hôtels = H / Plein air = PL)	Résultat	Réalisations	H : 3,58/ PL : - 0,32	H : 8,08 / PL : 2,13	H : 6,22 / PL : 1,66	ND	ND	ND	ND	ND
		Objectifs	+ 1 à 5 % / an	+ 1 à 5 % / an	+ 1 à 5 % / an	+ 1 à 5 % / an	+ 1 à 5 % / an	+ 1 à 5 % / an	+ 1 à 5 % / an	+ 1 à 5 % / an
		Référence	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND

Rapport final d'exécution – PO Lorraine

Axe F : Assistance technique

Intitulé	Type		2 008	2 009	2010	2011	2012	2013	2014	2015-2016
Nombre de réunions d'information	Réalisation	Réalisations	58	128	217	281	299	314	314	314
		Objectifs	50	50	50	50	50	50	50	50
		Référence	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Nombre d'agents formés / nombre d'agents concernés par les formations	Résultat	Réalisations	50	80	80	80%	90%	100%	100%	100%
		Objectifs	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
		Référence	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Nombre de campagnes de communication	Réalisation	Réalisations	58	116	117	122	124	124	124	124
		Objectifs	7	7	7	7	7	7	7	7
		Référence	6	6	6	6	6	6	6	6
Nombre d'appels à projets organisés	Résultat	Réalisations	1	3	4	4	5	5	5	5
		Objectifs	02 – 10	02 – 10	02 – 10	02 – 10	02 – 10	02 – 10	02 – 10	02 – 10
		Référence	6	6	6	6	6	6	6	6

B/ Informations financières

Pour la Lorraine, la dotation FEDER s'élève à 329 406 415,00 € et s'inscrit dans une maquette financière dont le coût total se monte à 885 471 429,00 € (FEDER + contreparties publiques nationales + fonds privés).

Ces chiffres correspondent à la dernière maquette en vigueur, issue de la révision à mi-parcours de 2010, et validée le 7 juillet 2011 par la Commission européenne.

Au 4 avril 2016, date de la dernière demande de paiement intermédiaire, 1720 opérations étaient programmées pour un montant de 296.008.650,16 € de FEDER, soit 89,86 % de la dotation initiale. A cette même date, les dépenses payées par l'organisme responsable des paiements aux bénéficiaires étaient de 261.835.775,92 € soit 88,46 % du montant FEDER programmé.

	Dépenses payées par les bénéficiaires recensées dans les demandes de paiement adressées à l'autorité de gestion*	Participation publique correspondante	Dépenses payées par l'organisme responsable de l'exécution des paiements aux bénéficiaires	Paiements totaux reçus de la Commission**
Axe A	670 689 360,81	414 090 534,83	125 707 235,02	156 750 000,00
Axe B	357 843 815,12	316 460 696,99	56 074 396,61	70 100 000,00
Axe C	60 841 914,27	56,172 074,01	17 705 705,30	24 000 000,00
Axe D	224 159 516,96	218 519 064,53	48 285 594,33	55 996 415,00
Axe E	64 465 812,97	40 680 967,12	9 283 880,33	10 870 000,00
Axe F	13 925 658,15	13 925 568,15	4 778 964,33	6 962 829,08

*Ces montants ne tiennent pas compte des différentes corrections forfaitaires appliquées au programme. Le cas échéant ; dépenses écartées, dossier par dossier, au coût total programmé

** Montants théoriques, obtenus après calcul suivant pour chaque axe : [(dépenses payées par les bénéficiaires dans les demandes de paiement adressées à l'autorité de gestion) x (taux maquette de l'axe)], écartés, le cas échéant, à l'enveloppe FEDER de l'axe.

C/ Informations sur la ventilation de l'utilisation des fonds par catégorie

Ce tableau a été réalisé selon le modèle figurant dans les dispositions des parties A et C de l'annexe II du règlement 1828/2006 du 8 décembre 2006.

**CATEGORISATION DES INTERVENTIONS DES FONDS POUR LA PERIODE
2007-2013**

Codes	Thèmes prioritaires	Montant FEDER programmé
	<i>Recherche et développement technologique (RDT), innovation et esprit d'entreprise</i>	
01	Activités de RDT dans les centres de recherche	22 301 246,08
02	Infrastructures de RDT (<i>y compris équipement, instrumentation et réseaux informatiques de grande vitesse entre les centres de recherche</i>) et centres de compétence de technologie spécifique	51 528 262,38
03	Transfert de technologies et amélioration des réseaux de coopération entre les PME, les entreprises et avec les Universités, les établissements d'enseignement post-secondaires de toute sorte, les autorités régionales, les centres de recherche et les pôles scientifiques et technologiques (<i>parcs scientifiques et technologiques, technopoles etc...</i>)	10 526 596,60
04	Aide à la RDT notamment dans les PME (<i>y compris l'accès aux services de RDT dans les centres de recherche</i>)	3 023 804,86
05	Services d'appui avancé aux entreprises et groupes d'entreprises	13 375 033,45
06	Aide aux PME pour la promotion de schémas de production durables (<i>introduction de systèmes de gestion environnementale efficaces, adoption et utilisation de technologies de prévention de la pollution, intégration de technologies propres dans les entreprises</i>)	283 394,00
07	Investissements dans les entreprises directement liés à la recherche et à l'innovation (<i>technologies innovantes, création de nouvelles entreprises par les Universités, centres de RDT et entreprises existantes,...</i>)	3 462 898,80
08	Autres investissements dans les entreprises	14 019 726,04
09	D'autres actions visant la stimulation de la recherche, de l'innovation et de l'esprit d'entreprise dans les PME	798 288,77
	<i>Société de l'information</i>	
10	Infrastructures téléphoniques (<i>y compris réseaux à large bande</i>)	0,00
11	Technologies de l'information et de la communication (<i>accès, sécurité, interopérabilité, prévention des risques, recherche, innovation, e-content,...</i>)	7 099 121,99
12	Technologies de l'information et de la communication (TEN-TIC)	12 312 760,09
13	Services et applications pour le citoyen (<i>e-health, e-gouvernement, e-learning, e-inclusion,...</i>)	5 163 036,77

14	Services et applications pour les PME (<i>commerce électronique, éducation/formation, mise en réseau,...</i>)	75 590,00
15	D'autres actions visant l'accès aux TIC par les PME et leur utilisation efficace	1 414 455,22
Transports		
16	Rail	1 141 003,92
17	Rail (TEN-T)	0,00
18	Actifs ferroviaires mobiles	0,00
19	Actifs ferroviaires mobiles (TEN-T)	0,00
20	Autoroutes	0,00
21	Autoroutes (TEN-T)	0,00
22	Routes nationales	0,00
23	Routes régionales/locales	8 000 000,00
24	Pistes cyclables	0,00
25	Transports urbains	5 819 338,60
26	Transports multi-modaux	15 058 404,89
27	Transports multi-modaux (TEN-T)	0,00
28	Systèmes de transport intelligents	0,00
29	Aéroports	0,00
30	Ports	0,00
31	Voies navigables intérieures (<i>régionales et locales</i>)	0,00
32	Voies navigables intérieures (TEN-T)	0,00
Energie		
33	Electricité	0,00
34	Electricité (TEN-T)	0,00
35	Gaz naturel	0,00
36	Gaz naturel (TEN-T)	0,00
37	Produits pétroliers	0,00
38	Produits pétroliers (TEN-T)	0,00
39	Energies renouvelables : éolienne	0,00
40	Energies renouvelables : solaire	62 513,34
41	Energies renouvelables : biomasse	8 058 963,48
42	Energies renouvelables : hydroélectrique, géothermie, et autres	195 440,40
43	Efficacité énergétique, co-génération, maîtrise de l'énergie	24 815 644,92
Environnement et prévention des risques		
44	Gestion des déchets ménagers et industriels	0,00
45	Gestion et distribution de l'eau (<i>eau potable</i>)	1 515 209,09
46	Traitement des eaux (<i>eaux usées</i>)	0,00
47	Qualité de l'air	0,00
48	Prévention et contrôle intégré de la pollution	0,00
49	Adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets	54 139,29
50	Réhabilitation des sites industriels et terrains contaminés	2 291 003,42
51	Promotion de la biodiversité et protection de la nature (<i>y compris Nature 2000</i>)	2 808 736,71
52	Promotion des transports publics urbains propres	7 679 437,17

53	Prévention des risques (<i>y compris l'élaboration et mise en œuvre de plans d'actions pour prévenir et gérer les risques naturels et technologiques</i>)	2 415 052,62
54	D'autres actions visant la préservation de l'environnement et la prévention des risques	1 960 740,94
Tourisme		
55	Promotion des actifs naturels	0,00
56	Protection et valorisation du patrimoine naturel	14 466 864,28
57	Aides à l'amélioration des services touristiques	13 658,00
Culture		
58	Protection et préservation du patrimoine naturel	0,00
59	Développement d'infrastructure culturelle	0,00
60	Aides à l'amélioration des services culturels	0,00
Réhabilitation urbaine/rurale		
61	Projets intégrés pour la réhabilitation urbaine/rurale	27 871 384,26
Augmentation de la capacité d'adaptation des travailleurs et des entreprises		
62	Développement de systèmes et de stratégies d'apprentissage tout au long de la vie dans les entreprises; formation et services pour les travailleurs pour augmenter leur adaptabilité au changement ; promotion de l'esprit d'entreprise et de l'innovation	17 760,00
63	Conception et diffusion de formes d'organisation du travail novatrices et plus productives	0,00
64	Développement de services spécifiques d'emploi, de formation et de soutien dans le contexte de restructuration sectorielles et d'entreprise, et développement de systèmes pour l'anticipation des changements économiques et les exigences futures en matière d'emploi et de compétences	0,00
Amélioration de l'accès à l'emploi et la durabilité		
65	Modernisation et renforcement des institutions du marché du travail	0,00
66	Mise en œuvre de mesures actives et préventives dans le marché du travail	0,00
67	Mesures pour l'encouragement du vieillissement actif et le prolongement de la vie active	0,00
68	Soutien au travail indépendant et à la création d'entreprise	0,00
69	Mesures visant l'amélioration de l'accès à l'emploi et l'accroissement de la participation et le progrès durable des femmes dans l'emploi afin de réduire la ségrégation fondée sur le sexe sur le marché du travail, et réconcilier le travail et la vie privée, telle que la facilitation de l'accès à la garde d'enfants et aux soins pour les personnes dépendantes	0,00
70	Actions spécifiques pour accroître la participation à l'emploi des migrants et ainsi renforcer leur intégration sociale	0,00
Renforcement de l'inclusion sociale des personnes défavorisées		
71	Parcours d'insertion et de réintégration dans l'emploi pour les personnes défavorisées ; lutte contre la discrimination dans l'accès et la progression dans le marché du travail et promotion de la diversité sur le lieu de travail	0,00

Amélioration du capital humain		
72	Conception, introduction et mise en œuvre de réformes des systèmes d'éducation et de formation en vue de développer l'aptitude à l'emploi, d'améliorer la pertinence de l'éducation initiale et la formation professionnelle dans le marché du travail, d'actualiser les compétences des enseignants en vue d'une économie fondée sur la connaissance et l'innovation	0,00
73	Mesures visant à augmenter la participation à l'éducation et à la formation tout au long de la vie, y compris par des actions visant à réduire l'abandon scolaire précoce et la ségrégation fondée sur le sexe ainsi que l'amélioration de l'accès et la qualité de l'enseignement professionnel initial et l'enseignement tertiaire	0,00
74	Développement du potentiel humain dans le domaine de la recherche et de l'innovation, en particulier au moyen des études postuniversitaires et de la formation des chercheurs, ainsi que des activités en réseau entre les Universités, les centres de recherche et les entreprises	0,00
Investissements en infrastructures sociales		
75	Infrastructures pour l'éducation	0,00
76	Infrastructures pour la santé	0,00
77	Infrastructures pour la garde d'enfants	7 209 493,40
78	Infrastructures pour le logement	0,00
79	Autres infrastructures sociales	14 158 660,36
Mobilisation pour les réformes en matière d'emploi et d'inclusion sociale		
80	Promotion de partenariats, de pactes et d'initiatives au moyen de la mise en réseau des acteurs concernés aux niveaux national, régional et local	0,00
Renforcement de la capacité institutionnelle au niveau national, régional et local		
81	Mécanismes pour améliorer la bonne conception, suivi et évaluation des politiques et programmes aux niveaux national, régional et local et le renforcement des capacités dans la livraison des politiques et des programmes	0,00
Assistance technique		
85	Préparation, mise en œuvre, suivi et contrôle	4 856 285,61
86	Evaluation, études, conférences, publicité	154 700,31
	TOTAL	296 008 650,16

D/ Participation allouée par groupes cibles

- **Politique de la ville**

L'article 8 du Règlement CE n° 1080/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 prévoit l'intervention du FEDER dans les zones urbaines ; cette intervention doit être ciblée sur le développement de stratégies participatives durables et intégrées pour faire face à la forte concentration des problèmes économiques, environnementaux et sociaux dans les zones urbaines en difficulté.

L'objectif n'était pas de financer des opérations lourdes de réhabilitation urbaine, par ailleurs déjà largement couvertes par des politiques nationales, mais de favoriser la réintégration dans la ville et l'inclusion sociale des habitants des quartiers en difficulté.

Le PO FEDER 2007-2013 a retenu le développement durable des quartiers sensibles comme thématique prioritaire d'intervention européenne dans son axe C doté de 24 millions € de FEDER.

Un groupe de bénéficiaires cible a été identifié : il s'agit des agglomérations engagées dans un Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS), au nombre de 22 en Lorraine.

Pour répondre aux exigences de sélectivité et de concentration dans l'attribution du FEDER alloué à cet axe, un appel à projets régional a été lancé le 18 octobre 2007. Chaque agglomération signataire d'un CUCS (contrat urbain de cohésion sociale) a été destinataire du cahier des charges.

Le comité de sélection final a eu lieu le 20 juin 2008 et a retenu les candidatures des deux plus grandes agglomérations lorraines : la Communauté d'agglomération Metz-Métropole (CA2M) et la Communauté Urbaine du Grand Nancy (CUGN).

Les candidats retenus avaient jusqu'à fin septembre 2011 pour déposer l'ensemble des dossiers de demande de subvention FEDER relatifs à chaque opération sélectionnée. Tous les dossiers, à l'exception d'un dossier de la CUGN programmé au comité du 17 juin 2014, ont été programmés au 31 décembre 2013.

AVANCEMENT DU PROJET DE LA COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY

Située au cœur du Grand Est, la Communauté urbaine du Grand Nancy profite de sa «situation eurostratégique» pour se positionner comme un important axe d'échange économique et humain. Territoire de projet à taille humaine, tant en terme géo-administratif (20 communes) qu'en terme démographique (257 296 habitants), il rassemble à la fois richesses culturelles et dynamiques économiques. Avec 127 000 emplois pour 16 100 établissements - notamment à la pointe dans le secteur des services à la population – le tissu économique de l'agglomération nancéienne ne cesse d'offrir de sérieuses opportunités d'installation aux grandes comme aux petites entreprises françaises ou étrangères. Parallèlement à cette «énergie positive» - majoritairement émise par la ville-centre -, force est de constater que certains quartiers périphériques font preuve d'une apathie économique, vectrice des maux sociaux et sociétaux habituels. Dès lors, le Grand Nancy a souhaité porter, grâce au volet urbain des fonds FEDER, une attention particulière supplémentaire aux territoires prioritaires de la politique de la Ville... Parmi ceux-là huit quartiers situés sur six communes de l'agglomération sont sujets plus que les autres aux phénomènes d'isolement et de délaissement. (Source : mission Europe urbain)



Le quartier du Haut-du-Lièvre à Nancy – avec sa « plus longue barre d'immeuble d'Europe »

Maître d'ouvrage	Opération	Montant FEDER retenu lors du comité de sélection	Programmé le	Montant programmé
Meurthe-Et-Moselle Habitat	Pôle Médical	76 545,00	27/02/2009	72 111,00
C.U.G.N.	Parc des carrières	283 114,26	27/02/2009	472 462,47
C.U.G.N.	Parc des sports	161 711,00	27/02/2009	145 662,33
C.U.G.N.	Aménagement des espaces publics périphériques- placettes	6 533,85	27/02/2009	6 072,20
C.U.G.N.	Aménagement des espaces publics centraux- études	50 616,00	27/02/2009	13 536,80
Laxou	Développement du multimédia à la médiathèque	14 788,00	16/12/2009	12 688,73
Vandœuvre-lès-Nancy	structure sociale "la Pagode"	360 000,00	24/09/2009	306 317,31
Essey-lès-Nancy	Réaménagement de l'espace jeunes et de son terrain multi sports	124 794,00	03/04/2010	124 794,00
C.U.G.N.	Création d'un nouveau pôle commerçant	1 112 156,87	12/02/2013	783 867,00

Maître d'ouvrage	Opération	Montant FEDER retenu lors du comité de sélection	Programmé le	Montant programmé
C.U.G.N.	ZAC Plateau	664 745,81	10/12/2013	376 793,81
C.U.G.N.	Parc Linéaire	394 176,00	02/10/2012	394 176,00
C.U.G.N.	Jardins familiaux	928 780,00	17/06/2014	661 978,09
C.U.G.N.	Equipement éducatif public HQE Phase 2008/2010	125 402,00	09/12/2010	123 743,03
Nancy	Equipement éducatif public HQE Phase 2010/2012	193 733,00	26/06/2012	190 283,90
Jarville-la-Malgrange	Jardins familiaux et pédagogiques	84 432,76	02/10/2012	90 039,95
Tomblaine	Réhabilitation du groupe scolaire Langevin Paix/Bâtiment HQE	70 000,00	26/06/2012	70 000,00
C.U.G.N.	Aménagement des espaces publics Vand'Est	208 869,80	02/10/2012	193 471,83
C.U.G.N.	Aménagement des espaces publics centraux - Travaux	173 742,42	16/04/2013	86 752,05
C.U.G.N.	Pôle culturel: réaménagement de l'espace Jean Jaurès et aménagement de la place publique	326 231,00	02/10/2012	211 368,59
Tomblaine			24/04/2012	150 000,00
SIVU pour le développement du quartier St Michel - Jéricho	Nouvel équipement (Centre social et crèche parentale)	1 282 500,00	26/06/2012	1 337 838,81
TOTAL		4 392 390,26		3 297 633,68

Focus - Opérations « Politique de la Ville" pilotées par le Grand Nancy

1. Quartier Californie à Jarville-la-Malgrange

Un des éléments forts du Projet de Rénovation Urbaine a été l'aménagement d'un axe de vie paysager qui court tout au long du site et qui s'accompagne d'une simplification fonctionnelle du quartier pour une meilleure sécurité.

Cet axe prend une plus grande importance au cœur du quartier avec **la création d'une nouvelle place centrale sécurisée, dédiée aux piétons et regroupant des commerces, des services et des équipements.**

Cet espace a été réalisé via un groupement de commandes entre la Ville de Jarville (jeux et espaces verts), Meurthe & Moselle HABITAT (espaces privatifs en pieds d'immeubles) et le Grand Nancy (place et voiries).

Son aménagement a été défini en étroite concertation avec les habitants du quartier avec l'Atelier Cadre de Ville. Cet Atelier s'est réuni régulièrement de novembre 2007 à avril 2008. Il était animé par le cabinet Techné-Cité. Les thèmes abordés avec les habitants ont été les espaces de rencontres, la sécurisation des déplacements, le stationnement, les bords de canal, les jardins familiaux et le logement.

L'objectif était d'offrir des espaces de vie pour chaque tranche d'âge et en même temps de faciliter les échanges entre leurs représentants. Ainsi, ont été installés un terrain de pétanque, des jeux pour des petits et des adolescents mais aussi des bancs permettant aux habitants de se regrouper et de discuter.

De nombreux services se situent à proximité de cet espace comme l'agence de Meurthe & Moselle HABITAT, des services sociaux du Conseil Départemental, une antenne de la maison de l'emploi et la mission locale, un cabinet d'infirmiers et une pharmacie, les services politique de la ville de la commune dans l'Espace La Fontaine.

2. Quartier Mouzimpré à Essey-lès-Nancy



La rénovation du quartier a été achevée en mai 2010. Ce projet a permis :

- De requalifier les espaces périphériques pour une meilleure fonctionnalité et sécurité des usagers. Une esplanade à l'entrée du site a été créée. La voirie a été modifiée de manière à mettre en place une circulation réduite et de réorganiser le stationnement. Une placette a été aménagée au pied de la passerelle Des droits de l'Enfant permettant aux jeunes d'accéder aux écoles. Une autre placette se situe à proximité de l'Espace Pierre de Lune et de son terrain multisports réhabilités par la ville. Enfin, les pieds d'immeubles ont été valorisés et des chemins piétons sécurisent les déplacements des habitants.
- De rendre le cœur d'îlot plus verdoyant, avec l'aménagement d'un mail piétonnier ombragé et la création d'espaces privatifs avec des aires de jeux pour enfants.

3. Cœur de ville de Tomblaine

A l'issue de la démolition de deux immeubles par Meurthe & Moselle HABITAT, situés entre les deux équipements communaux restructurés, à savoir l'Espace socio-culturel Jean Jaurès et le groupe scolaire Elisabeth et Robert BADINTER, une nouvelle place publique a vu le jour. Elle a été inaugurée en septembre 2015.

Imaginée par l'urbaniste en chef du quartier Albert AMAR puis étudiée par le groupement de maîtrise d'œuvre Atelier d'études et de conception paysagère (Eliane HOUILLON) / Egis France / SARL ACERE / LIEUX-DITS, elle a été réalisée par le Grand Nancy et la ville de Tomblaine, via un groupement de commandes identifiant la Communauté urbaine comme coordonnateur.

Lieu d'échanges et de détente, étroitement lié à l'avenue de la Paix traitée avec une zone de rencontres (plateau de 20 km/h), la place des Arts permet de relier le quartier au reste de la ville. Lors de manifestations, elle peut être utilisée pour des animations.

Sur cette esplanade, une placette a été réalisée avec d'anciens pavés de la Place Stanislas. Un Ginkgo biloba, arbre introduit au XVIIIème en Europe, a été planté à cet endroit.

En 2015, avec le concours de la Fondation du Patrimoine, des œuvres de Philippe HIQUILY et de Véronique DIDIERLAURENT ont été installées aux abords du groupe scolaire et sur le parvis des artistes de l'Espace Jean Jaurès.

4. Vand'est aux Nations à Vandœuvre-lès-Nancy

Le projet de création d'un mail piétonnier à Vand'Est a été mené à bien avec succès. Avec le recul, les attendus en matière de cohésion sociale sont pleinement remplis, voire dépassés. En effet, aujourd'hui, ce mail est devenu le lieu de rencontres et de jeux (enfants à vélos, jeux de ballons) le plus fréquenté du quartier.

5. Plateau de Haye

Depuis plus de 10 ans, le projet de rénovation urbaine du Plateau de Haye a, d'une part, concerné la transformation des secteurs déjà urbanisés et, d'autre part, connu une extension urbaine sur les anciennes carrières Solvay.

Le Bureau des paysages Alexandre CHEMETOFF a conduit cette rénovation à travers le concept de "la ville de la forêt" puisque ce quartier intercommunal est adossé au massif forestier de Haye.

Ainsi, un réseau de parcs et de cheminements a été aménagé d'Est en Ouest, en s'appuyant sur les coteaux qui bordent le territoire :

- **le parc linéaire** a été créé à l'emplacement d'une voirie et permet aux familles de se promener dans un espace paysager et sécurisé, le long d'un ouvrage permettant de limiter les nuisances sonores de l'autoroute située en contrebas. Par ailleurs, il permet d'améliorer la desserte du secteur du Champ-le-Bœuf.



Parc linéaire, Laxou / Maxéville

- **le jardin botanique forestier** (ex "Parc des Carrières"). Cet espace végétalisé de 15 hectares est composé de milieux naturels à protéger, d'un parcours de santé, de jardins partagés, d'aires de jeux en plein-air pour petits et grands, d'œuvres artistiques, d'équipements sportifs ou encore d'écuries. Sa spécificité est sa localisation en milieu urbain. Il est au cœur du projet de territoire du Plateau de Haye avec la volonté de faire entrer la forêt (la forêt de Haye) dans la ville. Il est à l'interface entre le domaine forestier et les coteaux situés à l'Est du territoire. De par sa composition végétale et son entretien, ce jardin forestier doit devenir la vitrine du mode de gestion de la forêt de Haye : un lieu pédagogique mais aussi un lieu de rencontres et de loisirs, fréquenté par les habitants du quartier et plus largement par ceux de l'agglomération du Grand Nancy.

Par ailleurs, sur le secteur historique du Haut-du-Lièvre, à l'emplacement de la déconstruction partielle de l'immeuble Cèdre bleu, un nouveau cœur de quartier vient d'être aménagé. Il s'agit d'un lieu de culture du vivre et du faire ensemble, allié à l'impératif de santé fondée sur une meilleure nutrition des ménages aux revenus modestes. La 1^{ère} entrée du bâtiment a été conservée pour devenir la Tour des énergies. Celle-ci prend place au cœur de 59 parcelles de jardins partagés (d'une surface de 20 à 45 m²) mises à disposition de l'association coopérative des jardins partagés par la ville de Nancy. L'attribution des jardins aux habitants est terminée. 12 parcelles sont conservées par l'association pour des projets collectifs qui alimenteront l'épicerie solidaire du Plateau de Haye. Des cheminements piétons, des aires de jeux pour enfants, des vergers et une "salle à manger" ouverte complètent l'offre à destination des habitants pour créer un véritable lieu de vie et d'échanges. La Tour des énergies accueillera prochainement l'association des jardiniers, un rucher - école ou encore la Maison des projets du N.P.N.R.U. (nouveau projet national de renouvellement urbain) puisque l'A.N.R.U. a retenu ce site pour poursuivre sa rénovation de 2015 à 2025.

Pour rénover l'offre du Plateau de Haye, un nouvel espace commercial a été construit le long de l'avenue Pinchard. Inauguré en septembre 2014, il remplace l'ancien centre commercial des Tamaris et offre 14 boutiques aujourd'hui occupées. Il est complété par la présence d'une agence postale implantée dans des locaux de l'OPH de Nancy.

Enfin, en matière de développement économique, une Zone Franche Urbaine - Territoire entrepreneurs a été créée en janvier 2004 sur le Plateau de Haye. Des aménagements ont été réalisés sur la ZAC pour permettre son développement. Sur l'ensemble du territoire, en janvier 2015, 610 établissements sont présents contre 393 au 1^{er} janvier 2004. Par ailleurs, 1 714 personnes travaillaient sur le Plateau de Haye en 2004 contre 2 308 personnes au 1^{er} janvier 2015.

AVANCEMENT DU PROJET DE METZ METROPOLE

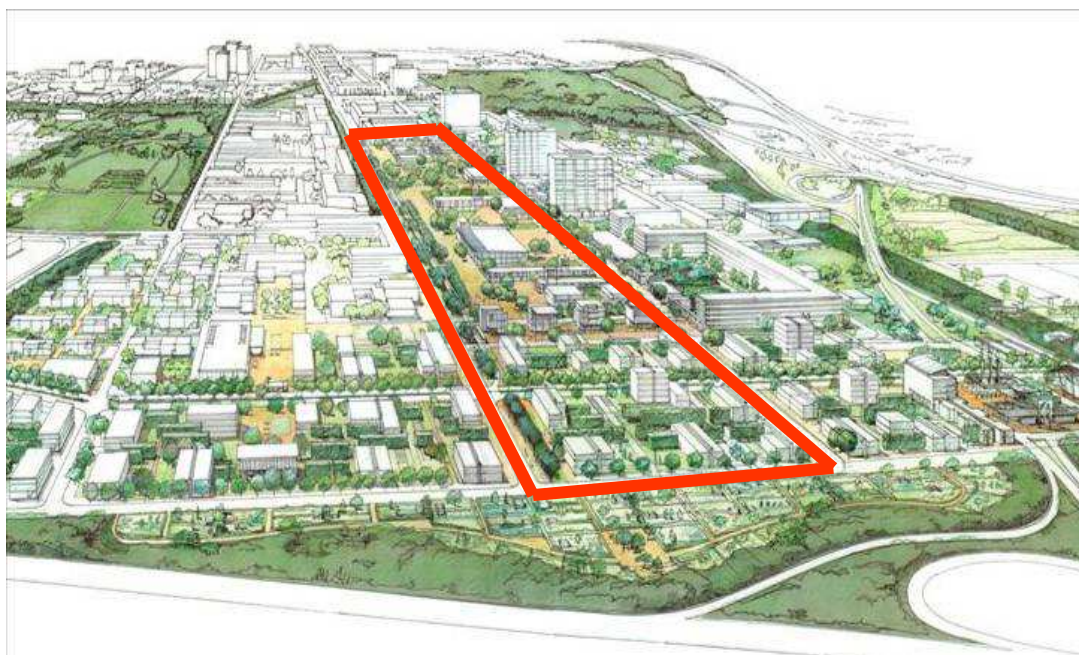
LE CONTEXTE DU PROJET

Si la Communauté d'agglomération de Metz Métropole (226 221 habitants répartis sur quarante communes) observe une tendance démographique en légère décroissance (la ville de Metz a par exemple perdu près de 2% de sa population entre 1999 et 2008), l'intercommunalité reste animée par un dynamisme économique indéniable. Depuis 2002, le niveau de création d'entreprises place Metz Métropole au-dessus de la moyenne nationale. Une dynamique entrepreneuriale qui s'explique en partie par les ressources humaines que recèle le territoire : la présence de nombreux établissements de formation supérieure offre à l'agglomération les avantages d'une main d'œuvre qualifiée. Revers de la médaille, cette qualification est souvent dévolue aux seuls secteurs de pointe, pénalisant de la sorte le secteur industriel classique. Dès lors certains territoires sont privés de cette dynamique. Les quartiers en Zones urbaines sensibles (ZUS) de Metz et Woippy, qui constituaient le territoire d'intervention limité du Projet urbain intégré (PUI), présentaient notamment des taux de pauvreté et de précarité importants.

Le quartier Metz - Borny symbole... de l'ouverture

Malgré une situation stratégique au sein de l'agglomération, le Grand ensemble de Metz - Borny illustre à lui seul le phénomène d'enfermement urbain et social de ce type de territoire. Avec ses 18 000 habitants, ce grand ensemble, dessiné par l'architecte de renom Jean Dubuisson, supporte difficilement la comparaison avec un centre-ville qui s'est spectaculairement embelli au cours des années quatre-vingt-dix.

Cerné de voies rapides et adossé à un pôle technologique, le quartier est longtemps resté au ban de la métropole mosellane. Bénéficiaire des dispositifs successifs de la politique de la ville – depuis le programme Habitat et Vie Sociale dans les années soixante-dix jusqu'au Contrat urbain de cohésion sociale (CUCS) de deuxième génération – Borny ne cesse d'essayer de rattraper ses retards avec des résultats plus ou moins probants. Le Grand Projet de Ville initié au début des années 2000, conforté par un projet de l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) en 2005 débouche sur un projet de restructuration dont les décideurs et surtout les habitants attendent beaucoup. Le PUI participe à la finalisation de ce projet d'envergure.



Relier le centre de Borny au centre-ville de Metz pour en finir avec l'enclavement, tel est le rôle du « Grand Domaine », un parc urbain qui combinera commerces, cultures de la terre, et espaces de distraction pour la jeunesse.

LE PROJET URBAIN INTÉGRÉ EN BREF

Le Projet Urbain Intégré de l'agglomération messine a eu pour vocation d'apporter une réponse concrète aux difficultés des territoires identifiés comme prioritaires tout en assurant une cohérence globale avec les autres politiques menées au niveau de l'agglomération. Cette démarche globale et ambitieuse a misé sur la participation des acteurs de terrain (notamment les associations) et celle des habitants. Elle s'est appuyée sur les leviers du Fonds européen de développement régional (FEDER) et du Fonds social européen (FSE) autour de six axes d'intervention prioritaires.

SES PRINCIPAUX AXES D'INTERVENTION

Axe 1 Redynamiser l'économie et renforcer l'implantation d'activités économiques dans les quartiers. Cette priorité répond à un enjeu majeur lié au manque d'activité économique dans les quartiers et à une certaine difficulté à maintenir ou diversifier un commerce de proximité. Les principales actions ont été :

- l'aménagement d'une plateforme socio-économique, qui a par ailleurs bénéficié en 2014 de l'implantation d'une salle de musiques actuelles "la Boite à Musiques", qui permet de toucher un public nombreux et extérieur au quartier, l'ensemble concourant à la diversification des fonctions du site et plus largement du quartier.
- la prise en charge du déficit d'opération d'investissement dans un village de bureaux et la création d'un pôle de centralité sur la ville de Woippy (quartier Charcot).

Axe 2 Soutenir les démarches de maîtrise énergétique et de développement durable.

De manière très concrète, des capteurs solaires ont été installés sur la piscine de Borny - Belletanche et l'efficacité énergétique du système d'éclairage public sur Metz a été renforcé. Sur Borny, le type d'éclairage installé constitue un véritable mobilier urbain installé dans un cadre végétal, qui contribue à l'amélioration du cadre de vie des habitants et permet de prendre en considération l'aspect environnemental tout en atteignant près de 50% de gain énergétique.

Axe 3 Agir en faveur d'un développement solidaire et équilibré du territoire en proposant une offre supplémentaire de services à la population.

La mise en œuvre de nouveaux services de proximité aux populations était une priorité dans la mesure où celles-ci connaissent souvent des difficultés liées à leur « immobilité ». Les besoins sont importants dans les domaines de l'éducation au développement durable, de l'accompagnement social et dans les domaines culturels et sportifs. La carence en services à la population, prégnante dans les quartiers prioritaires du CUCS, a fait l'objet d'une attention particulière. Un rayonnement des nouveaux équipements est attendu au-delà des quartiers, en lien avec l'amélioration de l'image de ceux-ci, tels que :

- la réhabilitation du Pôle des Lauriers et l'extension de la médiathèque à Borny, qui a renforcé la proximité de services municipaux avec la population du quartier. L'accueil du public est désormais adapté à tous, y compris aux Personnes à Mobilité Réduite, pour : recherche d'emploi, ateliers informatiques, ateliers d'insertion, accès aux droits, rencontres avec les associations ;
- la création du Centre Pédagogique de découverte de la Nature à Woippy ;
- la création d'une zone de loisirs nautiques et la restructuration d'une petite salle de sports à Woippy.

Axe 4 Reconquérir les espaces urbains et naturels en développant leur attractivité.

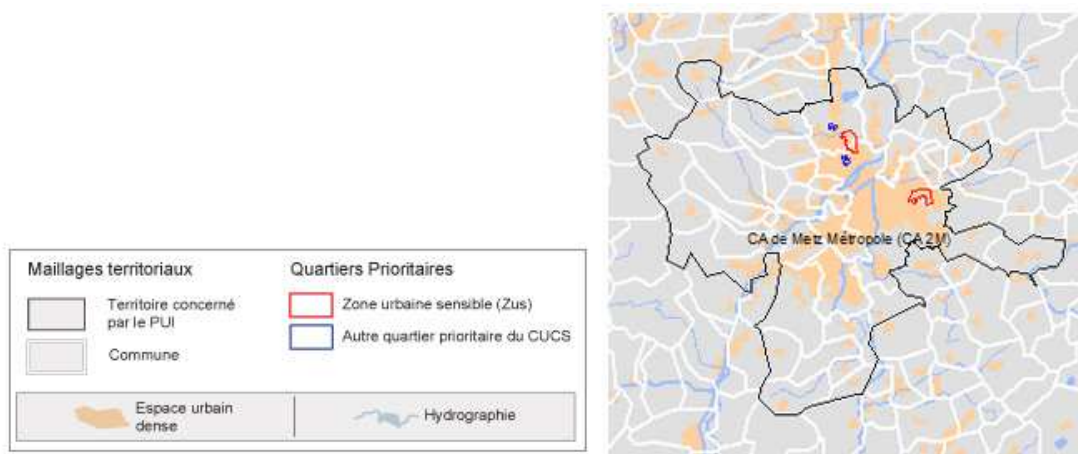
Cette priorité constituait une opportunité intéressante pour prolonger les autres politiques menées au sein de ces zones - en particulier liées au CUCS et aux opérations ANRU. Cela concernait l'aménagement des cours d'Anjou, du Maine et de Normandie à Metz, situées en parallèle du "Grand Domaine", contribuant à améliorer le cadre de vie. Les habitants se sont facilement appropriés ces espaces grâce à une intégration urbaine de qualité : diminution de la place de la voiture, aménagements de cheminements piétons, sécurisation des aires de jeux, valorisation des espaces paysagers permettant un usage social avec des animations organisées par les associations,...

Axe 5 Favoriser la mobilité des populations et le désenclavement des territoires prioritaires. Cet objectif demande une approche globale, impliquant l'installation d'équipements de proximité ainsi que le développement de réseaux de transport en communs performants. Cet axe repose sur deux actions essentielles :

- l'amélioration des liaisons inter-quartiers grâce à la construction d'une passerelle à Woippy,
- la mise en place d'un parc relais en bout de ligne A de METTIS sur la ville de Woippy.

Axe 6 Les actions initiées dans le cadre du FEDER sont complétées et articulées avec des dispositifs relevant du champ du FSE. Elles interviennent autour de deux priorités :

- la **lutte contre les discriminations et la promotion de la diversité** – lesquelles se matérialisent par le financement d'actions de formation des partenaires des interventions « emploi »,
- **l'amélioration de l'accès à l'emploi des publics en difficulté** qui a pris la forme d'aides adressées aux équipes « emploi-insertion » à Metz Borny et Metz Nord, d'actions de pré-qualification aux métiers du bâtiment (avec l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes AFPA de Metz) et le suivi de la clause d'insertion sociale à Woippy.



Carte du Projet Urbain Intégré

Maître d'ouvrage	Opération	Montant FEDER retenu lors du comité de sélection	Programmé le	Montant programmé
SCI Urban Buro	Déficit opération d'investissement village de bureaux	263 039,85	24/09/2009	224 585,49
Ville de Metz	Extension de la médiathèque Metz-Borny	175 585,00	22/04/2009	154 311,77
Ville de Metz	Aménagement du cour Normandie	1 083 393,00	17/06/2009	1 073 935,13
Ville de Metz	Aménagement des cours du Maine et d'Anjou	1 824 239,95	24/04/2009	1 607 602,45
Ville de Metz	Pôle des Lauriers accueil et signalétique	119 828,98	27/09/2011	106 024,78
Ville de Metz	eau chaude solaire Belletanche	59 465,00	09/12/2010	41 594,80
Ville de Metz	Efficacité énergétique de l'espace public	449 710,00	09/12/2010	281 517,45
Ville de Metz	Aménagement de la plate-forme socio-économique	1 835 599,45	17/06/2010	1 835 599,45
Ville de Woippy	Réalisation d'un centre pédagogique de découverte de la nature	268 000,00	24/09/2009	268 000,00
Ville de Woippy	aménagement des espaces des roses, pré- trompettes et jaslon	282 830,00	17/06/2010	282 830,00
Ville de Woippy	Pôle de centralité du Charcot	723 177,00	24/04/2012	723 177,00
Ville de Woippy	Centre socioculturel et socio-éducatif Quartier du Roi	1 363 500,00	24/04/2012	1 363 500,00
Ville de Woippy	Création d'une zone de loisirs nautiques et aménagement du ruisseau et de son chemin	346 208,00	27/09/2011	339 125,63

Rapport final d'exécution – PO Lorraine

Ville de Woippy	Restructuration d'une petite salle de sports du Quartier du Roi	90 900,00	19/04/2011	90 900,00
Ville de Woippy	Liaisons inter- quartiers par la passerelle	167 927,60	21/06/2011	144 192,76
Metz Métropole	Parc relais de Woippy	702 336,65	06/12/2011	702 336,65
Total		5 012 508,08		6 557 695,78

FOCUS SUR UNE ACTION : Création d'un centre pédagogique de découverte de la nature à Woippy



Le centre pédagogique de découverte de la nature est composé d'un bâtiment de haute qualité environnementale (HQE) disposant d'une pompe à chaleur et de deux panneaux solaires.

Situé à la jonction des quartiers Saint-Eloy et Pré-Génie à Woippy, le centre de découverte de la nature constitue un levier fort pour réunir les deux quartiers, valoriser leur image et celle de la ville.

Ce nouvel équipement, composé d'une mini-ferme et de jardins pédagogiques, représente un véritable espace dédié à la connaissance de l'écologie en milieu urbain, ayant vocation à transmettre un sentiment d'éco-citoyenneté aux générations futures.

Si le centre pédagogique s'adresse à l'ensemble des enfants des établissements scolaires de Woippy, il concerne prioritairement le public des quartiers de Saint-Eloy et de Boileau-Pré-Génie, bénéficiaires des actions du CUCS. Les usagers des centres socioculturels de ces quartiers ont notamment accès au Centre Social « Foyer Saint-Eloy » et au Centre Social « MJC Boileau-Pré-Génie ». Des visites sont régulièrement organisées dans le cadre des animations estivales. Un lien particulier s'est également créé avec le Comité Mosellan de Sauvegarde des Enfants et des Adolescents (CMSEA), au titre du Programme de Réussite Educative (PRE), permettant aux jeunes de bénéficier d'activités au centre.

Maître d'ouvrage : Ville de WOIPPY

Montant FEDER : 268 000 euros

Coût total du projet : 1 830 268 €

Montant ANRU : 708 000 €

Montant Région : 440 000 €

Un second appel à projets a été officiellement lancé le 13 août 2012 afin d'attribuer les crédits restants sur l'axe C.

Chaque agglomération signataire d'un CUCS a été rendue destinataire du cahier des charges, complété pour cette occasion par un volet relatif au logement des communautés marginalisées (voir partie spécifique ci-dessous). Le retour des candidatures était attendu pour le 30 novembre 2012.

Le comité de sélection, réuni le 17 septembre 2013, a retenu les candidatures des collectivités suivantes :

- Communauté Urbaine du Grand Nancy,
- Commune de Sarrebourg,
- Commune de Sarreguemines,
- Commune de Thionville,
- Commune d'Uckange,
- Commune de Yutz,
- Commune d'Epinal,
- Commune de Remiremont.

LISTE DES PROJETS SELECTIONNES DANS LE CADRE DU 2nd APPEL A PROJETS

Chef de file	Maître d'ouvrage	Projet	Coût total retenu	Subvention FEDER
Ville de Yutz	Présence Habitat/ AMLI	Construction d'une résidence sociale de 30 logements et d'une pension de famille de 20 logements et services collectifs	3 748 455,96	800 000,00
Ville de Sarrebourg	Ville de Sarrebourg	Réalisation de terrains familiaux pour l'accueil de gens du voyage sur la zone du Cap Ouest	660 124,70	271 983,76
Ville de Remiremont	Ville de Remiremont	Restructuration de l'ancienne école élémentaire du quartier du Rhumont	1 278 924,00	564 381,00
Ville de Thionville	Ville de Thionville	Rénovation et extension de l'Unité de Vie Transitoire	1 641 389,12	737 948,00
	Ville de Thionville	Rénovation du centre de loisirs de la Côte des Roses	2 538 200,00	944 280,00
	Ville de Thionville	Aménagement du square Fénélon	644 408,63	214 588,07
	Centre « Le Lierre »	Thi'Services Emploi	9 740,00	4 167,10
Ville d'Uckange	Ville d'Uckange	Rénovation urbaine du Quartier Ouest et liaison avec le centre ville	188 902,70	85 006,21
	Ville d'Uckange	Etudes paysagères – Quartier Ouest	37 000,00	16 650,00

Ville d'Epinal	Ville d'Epinal	Re-découvrir la ville par les sentiers pédestres urbains en favorisant les échanges inter-quartiers	284 543,08	94 383,42
	Ville d'Epinal	L'éco-mobilité sur la route du développement durable et du déplacement dans la ville	35 205,00	15 842,25
	Ville d'Epinal	Favoriser la mobilité et l'accès par une signalétique efficiente	64 545,55	29 032,59
	Scènes Vosges	Musiques actuelles et intégration dans la ville	743 377,30	31 102,76
	Communauté d'Agglomération d'Epinal-Golbey	Pour une approche musicale et théâtrale, vecteur d'inclusion	39 586,60	17 813,97
	Syndicat Câblimages	Très haut débit et aménagement du territoire, lutter contre la fracture numérique	840 394,58	310 945,99
	Ville d'Epinal	Permettre l'accès aux nouvelles technologies en renforçant les politiques en matière de réussite éducative	9902,39	4456,08
	Ville d'Epinal/ SOLOREM	Quartier du Plateau de la Justice – requalification de la place Avrinsart et de la rue Sellier	529 102,25	133 677,95
	Ville d'Epinal	Quartier de la Vierge – Requalification des espaces publics au centre du quartier	437 822,30	107 311,15
	Ville d'Epinal	Requalification des espaces paysagers – quartier de Bitola	238 557,34	107 350,80

	Syndicat intercommunal du secteur scolaire	Favoriser la mixité sociale en implantant des équipements attractifs en cœur de quartier	241 612,23	108 725,50
	Ville d'Epinal	Quartier de la Vierge – Restructuration du premier étage du centre social pour l'accueil de la petite enfance	434 024,69	74 320,63
	Office Public de l'Habitat de l'Agglomération d'Epinal	Quartier de la Vierge – Création d'un espace multi-activités au centre du quartier	748 386,06	320 149,35
Communauté Urbaine du Grand Nancy	Jarville-la-Malgrange	Réaménagement du terrain de sport « Fleming » et ses abords	114 674,43	51 603,49
	Ville de Maxéville	Pôle insertion par l'économique sur le site des brasseries de Maxéville	1 301 943,55	585 874,60
	Ville de Vandœuvre-lès-Nancy	Réhabilitation et extension du bâtiment Jean Rostand	680 733,52	176 586,81
	Ville de Nancy	Les jardins partagés de l'éco-quartier du Plateau de Haye	680 733,52	25 290,96
	Ville de Saint-Max	Espace enfance et petite enfance à Pierre et Marie Curie	266 099,21	94 945,69
	Ville de Laxou	Favoriser la mixité et les liens sociaux par l'aménagement du site Pasteur en maison de la vie associative et du temps libre	594 022,37	267 310,07
	Communauté Urbaine du Grand Nancy	Associations caritatives : réhabilitation d'un bâtiment	1468 057,23	660 625,75
Ville de Sarreguemines	OPH Sarreguemines	Maison relais	1 368 990,00	360 000,00

	OPH Sarreguemines	Construction d'un CHRS	1874 009,36	606 991,63
	Ville de Sarreguemines	Terrains familiaux	660 124,70	271 983,76
	Ville de Sarreguemines	Jardin de partage	129 489,02	58 270,06
	Ville de Sarreguemines	Jardins familiaux	92 018,40	36 004,27
TOTAL			16 323 639,65	3 663 072,44

L'ensemble des projets sélectionnés ont fait l'objet d'un dépôt de dossier complet au 31 mars 2014 et d'une programmation en comité technique de programmation au cours de l'année 2014.

- **Logement en faveur des communautés marginalisées**

Le règlement (UE) n°437/2010 du 19 mai 2010 a donné aux Autorités de gestion la possibilité de financer des logements à destination des communautés marginalisées.

Une circulaire de la DATAR du 16 mars 2011 est venue préciser les modalités de mise en œuvre de cette possibilité en France, notamment en donnant une définition de la notion de « communautés marginalisées ».

Suite à cette circulaire, le Préfet de région a procédé au recensement des projets répondant aux critères de la circulaire sur le territoire auprès des services compétents (préfectures de département et DREAL) pour établir ensuite les modalités éventuelles d'attribution du FEDER.

Ce recensement n'a fait apparaître qu'un nombre très faible de projets susceptibles d'émerger à cette mesure en Lorraine.

Il a donc été décidé d'inclure les opérations relatives au logement des communautés marginalisées au sein de l'axe consacré à la politique de la ville, cet axe devant être mis en œuvre de manière intégrée lui aussi. Il n'y a pas eu de création de fiche action ad hoc dans le PO.

Le second appel à projets « politique de la ville » lancé en 2012 comportait dans son cahier des charges un volet relatif au logement en faveur des communautés marginalisées.

Les agglomérations candidates se sont bien emparées de cette thématique et la quasi-totalité des candidatures retenues lors du Comité de sélection du 17 septembre 2013 comporte au moins un projet intégré d'amélioration des conditions de logement et de vie pour les communautés marginalisées.

Liste des projets d'amélioration des conditions de logement et de vie pour les communautés marginalisées retenus dans le cadre du 2nd Appel à Projets « Politique de la Ville »

Chef de file	Maître d'ouvrage	Projet	Coût total retenu	Subvention FEDER
Ville de Yutz	Présence Habitat/ AMLI	Construction d'une résidence sociale de 30 logements et d'une pension de famille de 20 logements et services collectifs	3 748 455,96	800 000,00
Ville de Sarrebourg	Ville de Sarrebourg	Réalisation de terrains familiaux pour l'accueil de gens du voyage sur la zone du Cap Ouest	660 124,70	271 983,76
Ville de Thionville	Ville de Thionville	Rénovation et extension de l'Unité de Vie Transitoire	1 641 389,12	737 948,00
Ville de Sarreguemines	OPH Sarreguemines	Maison relais	1 368 990,00	360 000,00

Rapport final d'exécution – PO Lorraine

	OPH Sarreguemines	Construction d'un CHRS	1 874 009,63	606 991,63
TOTAL			6 758 835,08	1 897 948,00

- **Efficacité énergétique**

Le règlement (CE) n°397-2009 du Parlement européen et du Conseil du 06 mai 2009 est venu modifier le règlement (CE) n°1080-2006, afin de permettre le financement des opérations de performance énergétique dans les logements.

Ces nouvelles dispositions, en cohérence avec le cadre national du Grenelle Environnement et plus spécifiquement du volet bâtiment au sein de la politique de lutte contre le changement climatique, doivent permettre de conforter les actions du Plan Bâtiment Grenelle.

Une circulaire du Ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire du 22 juin 2009 est venue préciser le contour de cette nouvelle possibilité.

L'enveloppe FEDER disponible en Lorraine était de 13,1 millions d'euros, soit 4% de la dotation FEDER du PO Lorraine.

La modification du PO FEDER permettant le financement de l'amélioration des performances énergétiques des logements sociaux a été approuvée le 11 juin 2009 en Comité de suivi .

Un appel à projet a été lancé le 24 août 2009 afin de faire émerger les opérations susceptibles de bénéficier d'un cofinancement européen.

Le cahier des charges de cet appel à projets a été rédigé sur les bases de la circulaire du 22 juin 1999 qui préconise les critères techniques utilisés pour l'octroi des éco-prêts des parcs publics et privés. Cet appel à projets a été envoyé à tous les bailleurs sociaux lorrains.

Le comité de sélection de cet appel à projets a eu lieu le 17 mars 2010.

Les bénéficiaires potentiels retenus à l'issue du comité ont été invités à déposer un dossier de demande de subvention FEDER, après entretien individuel avec la Direction des Affaires Européennes du SGAR et les services techniques compétents. Ces entretiens avaient pour objectif d'expliquer concrètement à chacun des candidats retenus les pièces à fournir et les dépenses éligibles.

Les dossiers reçus ont également été adressés pour avis aux services techniques de l'Etat compétents au regard de la réglementation applicable en matière d'efficacité énergétique.

Une nouvelle réunion du Comité de sélection a arrêté la liste définitive des projets qui ont ensuite été présentés en Comité Technique Régional de Programmation des Fonds Européens.

L'intégralité de cette dotation spécifique a été programmée.

Il convient de noter que les opérations liées à l'efficacité énergétique ont fait l'objet en 2015 d'une procédure de vérification de l'absence de surcompensation du service d'intérêt économique général, conformément aux directives du Commissariat général à l'égalité des territoires, du Secrétariat général du ministère de l'intérieur et de la Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages.

**DOSSIERS RETENUS AU TITRE DE L'APPEL A PROJETS EFFICACITE
ENERGETIQUE :**

Maître d'ouvrage	Opération	Programmé le	Montant FEDER programmé
Batigère NO	Réhabilitation énergétique de 84 logements collectifs sociaux à Pulnoy	17/06/2010	110 075,08
OPH Sarreguemines	Amélioration de l'efficacité énergétique des immeubles Mésanges II et Rossignols III à SARREGUEMINES	17/06/2010	440 032,75
Meurthe-et-Moselle Habitat	Amélioration énergétique de 9 sites	09/12/2010	995 884,97
OPH Lunéville	Réhabilitation thermique des quartiers Champs de Mars et Niederbronn-Emile Zola	29/09/2010	1 213 492,00
Batigère SAREL	Réhabilitation thermique de 155 logements à Thionville Côte des Roses	17/06/2010	357 751,00
Présence Habitat	Réhabilitation thermique de logements sociaux à FLORANGE - 12, rue des Ecoles	17/06/2010	138 053,95
Batigère SAREL	réhabilitation thermique de 100 logements à Thionville quartier Basses Terres	17/06/2010	248 969,92
Batigère SAREL	Réhabilitation thermique de 142 logements à Uckange	17/06/2010	374 744,30
MOSELIS	Réhabilitation thermique de 135 logements à MORHANGE, FAULQUEMONT et SARREBOURG	17/06/2010	320 848,25

Maître d'ouvrage	Opération	Programmé le	Montant FEDER programmé
SAS Sainte Barbe	Isolation thermique de bâtiments représentant 1353 logements des cités minières de Hombourg-Haut, Behren-les-Forbach, Farébersviller et Freyming-Merlebach	17/06/2010	2 321 538,22
LOGIEST	Réhabilitation thermique de logements sociaux	17/06/2010	1 342 233,07
Toul Habitat	Amélioration thermique de 346 logements	27/09/2011	909 319,50
Toit Vosgien	Rénovation Energétique du Parc Social portant sur 166 logements	17/06/2010	263 459,03
OPH Vosges	Rénovation Energétique du Parc Social répartis sur 13 sites	29/09/2010	942 587,75
SA HLM VTB-55	Réhabilitation thermique de 16 logements, 10 rue Louis Lavigne à Verdun	06/12/2011	43 767,60
OPH de la Meuse	Réhabilitation de 219 logements " Champ Claudine" à Verdun	21/06/2011	588 315,45
OPH de la Meuse	Réhabilitation thermique de 202 logements sociaux à Etain, Commercy (rue Morelle) et Verdun (places Demathieu et Guérin)	27/09/2011	184 582,81
OPH de la Meuse	Réhabilitation thermique de 24 logements, route de Varenne à Clermont-en-Argonne	06/12/2011	131 010,00
OPH de la Meuse	Réhabilitation thermique de 50 logements, rue D'arthis à Commercy	06/12/2011	219 397,41

Maître d'ouvrage	Opération	Programmé le	Montant FEDER programmé
OPH de la Meuse	Réhabilitation thermique de 18 logements, 8 rue de l'Isle d'Envie à Damvillers	06/12/2011	52 404,37
SA HLM VTB-55	Réhabilitation thermique de 18 logements, 1 rue Emile Zola à Verdun	06/12/2011	57 740,00
OPH de la Meuse	Réhabilitation thermique de 14 logements sociaux situés à DIEUE sur MEUSE ("La Clouère")	06/12/2011	50 922,00
OPH de la Meuse	Réhabilitation thermique de 6 logements sociaux situés à Pagny-sur-Meuse ("La petite Livière")	06/12/2011	59 673,53
OPH de la Meuse	Réhabilitation thermique de 66 logements sociaux situés à Vaucouleurs (Quartier Saint-Thiébaud)	06/12/2011	261 173,77
Total	24		9 306 438,51

E/ Participation remboursée ou réutilisée

Sans objet.

F/ Analyse qualitative

La mise en œuvre de la programmation s'est déroulée avec le souci constant du respect des règles communautaires et nationales, tout en s'appuyant sur un *modus operandi* visant à assurer la plus grande efficience dans l'allocation des fonds.

A cet égard, la répartition des rôles entre l'Autorité de gestion et les services instructeurs a fait l'objet d'un guide des procédures destiné à clarifier les circuits et harmoniser l'instruction des dossiers.

En parallèle, une réorganisation des services instructeurs a été engagée en début de période de programmation et a conduit au transfert des instructeurs de la préfecture de Moselle, vers le SGAR. Cela a permis de renforcer et de mutualiser les compétences techniques de l'équipe FEDER du SGAR, qui s'est vue attribuer l'instruction des dossiers de recherche et/ou d'envergure régionale.

Comme précisé dans la partie 9 relative à la communication, un effort continu d'information au profit des services instructeurs et porteurs de projet a été conduit par l'Autorité de gestion, tout au long de l'exercice, de façon à favoriser le dépôt de projets de qualité. A l'appui de chaque projet devaient figurer, entre autres, des indicateurs qualitatifs permettant d'en appréhender la pertinence au regard de certaines thématiques : respect de l'environnement, caractère innovant, prise en compte des technologies de l'information et de la communication.

L'avis des services techniques compétents – et de l'organisme payeur, pour les aspects liés à la soutenabilité financière, a systématiquement été recherché lors de la phase d'instruction des projets, qui ont été ensuite discutés en Comité de programmation. Les données liées à la consultation du Comité de programmation ont été fiabilisées dans le système d'information PRESAGE.

Durant la phase de réalisation des projets, l'Autorité de gestion a été amenée à conduire des contrôles « qualité-gestion », dont le but était de vérifier la conformité de la gestion des projets aux règles énoncées ci-dessus. Ces contrôles étaient déterminés par un échantillonnage annuel.

Un audit réalisé par la CICC en 2011 a conclu à la remise en cause de certaines pratiques et au rappel de certaines règles. Ainsi, la CICC a insisté sur la nécessaire séparation des budgets d'assistance technique du PO FEDER 2007-2013 et du programme INTERREG IV A Grande Région 2007-2013, et sur le respect des procédures de mise en concurrence.

Faisant suite à cet audit, une refonte complète de la gestion de l'assistance technique a été effectuée par l'Autorité de gestion, permettant de garantir la traçabilité et l'affectation des fonds engagés.

Enfin, plusieurs plans de reprise – ou opérations de vérification - ont été appliqués par l'Autorité de gestion à l'initiative de l'Autorité d'audit ou des autorités centrales (Ministère de l'intérieur, Commissariat général à l'égalité des territoires) :

- plan de reprise NTIC
- plan de reprise recettes
- plan de reprise actions collectives
- vérification de la pérennité des opérations (2015)
- vérification des opérations de rénovation énergétique (2015-2016)

Le cas échéant, l'ensemble des corrections à apporter à l'issue de ces procédures ont été mises en application.

Il est utile de préciser à ce stade que ces travaux de reprise ont considérablement mobilisé les instructeurs du SGAR, et ont contribué au ralentissement de la programmation, en fin d'exercice.

2/ Information sur la conformité au droit communautaire

A/ Mesures prises pour assurer le respect des règles de concurrence

La circulaire du Premier ministre du 8 février 1999 a mis en place un dispositif de contrôle des règles communautaires relatives aux aides publiques placé sous la responsabilité des préfets.

Ce dispositif repose d'une part sur le contrôle de légalité des interventions économiques des collectivités locales et d'autre part sur une déclaration, demandée systématiquement au chef d'entreprise lors du dépôt de son dossier de demande de subvention, sur les aides publiques dont il a bénéficié au cours des trois dernières années et sur les aides qu'il demande pour son programme d'investissement en cours (cette vérification concerne le cumul des aides d'Etat/aides ad hoc et des aides de minimis d'origine locale, régionale, nationale et communautaire).

Le contrôle des règles de cumul est alors effectué par chaque service instructeur de l'aide.

La Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) assure un suivi systématique et complet du respect des règles de concurrence au moment de l'instruction du dossier, soit pour les opérations qu'elle gère directement en tant que service instructeur, soit en tant que service technique consulté.

La réglementation communautaire et nationale des aides publiques aux entreprises pour la période 2007-2013 a beaucoup évolué. Depuis le 1^{er} janvier 2007 des modifications sont intervenues pour chaque catégorie d'aides, et il est à noter que l'actualisation de plusieurs régimes cadres est intervenue tardivement, rendant ainsi difficile l'instruction de certains dossiers notamment en ce qui concerne l'ingénierie financière.

Par ailleurs, les services instructeurs ont pu bénéficier en octobre 2012, d'une formation spécifique sur la réglementation communautaire et nationale en matière d'aides d'Etat.

B/ Mesures prises pour assurer le respect des règles de passation des marchés publics

En annexe au document attributif de subvention FEDER, sont précisées les règles applicables en matière de marchés publics et les obligations du maître d'ouvrage.

De plus, lors de l'instruction, chaque service instructeur est tenu de transmettre une fiche navette de contrôle de légalité aux services compétents concernés afin de s'assurer de l'effectivité de ce contrôle. Si les marchés ne sont pas transmissibles au service en charge du contrôle de légalité, c'est l'instructeur lui-même qui se doit de contrôler la régularité de la procédure de passation du ou des marchés passés pour la réalisation de l'opération cofinancée.

S'agissant de maîtres d'ouvrage publics, un premier contrôle de régularité de passation des marchés publics est effectué par le comptable public dans son rôle de payeur, mais aussi de conseil par sa présence lors des commissions d'appel d'offres notamment. La DIRECCTE est aussi associée au contrôle des règles de passation des marchés publics sur certains dossiers.

Les services instructeurs ont bénéficié des nombreuses formations organisées chaque année par l'Administration, relatives à l'évolution de la réglementation des marchés publics.

Par ailleurs, les services instructeurs se réservent la possibilité de saisir pour expertise les services du contrôle de légalité, lorsqu'une interrogation subsiste sur une pièce de marché (acte d'engagement par exemple).

Les instructeurs utilisent les grilles de contrôle transmises par la CICC.

Un contrôle complet peut également être assuré dans le cadre des contrôles par sondage. Il est à noter que sur les dossiers à fort enjeu, comportant notamment un volet marché public complexe, des contrôles conjoints sont organisés avec la Direction Régionale des Finances Publiques.

L'Administration centrale du ministère de l'intérieur a d'ailleurs relevé l'importance de la problématique du respect des règles de la commande publique en intégrant dans la stratégie de contrôle de légalité des marchés publics transmissibles les opérations cofinancées par du FEDER (circulaire du 25 janvier 2012).

C/ Mesures prises pour assurer le respect de la cohésion sociale et de l'emploi

Ces mesures sont en adéquation avec la stratégie européenne pour l'emploi qui fait partie intégrante de la stratégie de Lisbonne.

Elle se traduit notamment par l'élaboration de lignes directrices pour l'emploi applicables par tous les Etats membres, la définition par ceux-ci de plans nationaux pour l'emploi en conformité avec ces lignes, et la formulation de recommandations adressées par le Conseil aux Etats membres. Les mesures du programme opérationnel ont été élaborées dans ce but afin de pouvoir couvrir tous les secteurs susceptibles de participer à ces créations d'emploi.

Cela se traduit notamment dans l'axe A par un fort soutien à la création d'entreprises, à l'investissement dans les PME, à l'innovation et au transfert de technologies.

Cette préoccupation s'exprime également à travers les autres priorités du PO, avec pour objectif la création d'emplois durables et le soutien à l'emploi en favorisant le développement de la formation et de la requalification professionnelle.

D/ Mesures prises pour assurer le respect de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

Cette thématique constitue une valeur fondamentale et une priorité essentielle de la construction communautaire et du modèle social européen.

L'Europe s'est dotée d'un dispositif juridique considérable afin de promouvoir l'égalité des chances. La promotion de l'égalité des chances est une priorité transversale de l'ensemble du PO FEDER 2007-2013.

Cet aspect est intégré dans les critères de sélection des actions 4 et 5 de la mesure 3 de l'axe A, et fait partie des objectifs de l'action 2 de la mesure 3 de l'axe B et de la mesure 1 de l'axe C.

Afin de garantir une prise en compte constante de l'aspect « égalité des chances » au sein du PO, la Délégation aux Droits des Femmes et à l'Egalité (DRDFE) est étroitement associée au déroulement du programme. Elle rend des avis techniques, qui peuvent conduire à l'ajournement, voire au refus de dossiers à la programmation, s'ils ont un impact négatif pressenti pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

La DRDFE est sollicitée pour avis sur la plus grande partie des dossiers, et siège aux comités techniques de programmation ainsi qu'aux comités de suivi.

E/ Mesures prises pour assurer le respect du développement durable

La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) est régulièrement sollicitée au comité de programmation.

L'évaluation stratégique environnementale (E.S.E.) a analysé la dimension environnementale du PO Lorraine et a notamment proposé la mise en place de critères de conditionnalité environnementale pour les actions ayant une incidence négative significative sur l'environnement. Ils sont essentiellement destinés à guider le choix des opérations à retenir, pour les axes ou mesures dont les incidences ne peuvent être atténuées.

Les partenaires lorrains ont validé en mai 2008 les principes de la mise en œuvre de ces critères d'éco-conditionnalité selon les modalités suivantes :

- approche strictement environnementale,
- critères qui ne constituent pas des conditions d'éligibilité,
- vocation pédagogique afin de contribuer à la prise en compte de l'environnement, par des porteurs de projets,
- outil éventuel d'appréciation et de hiérarchisation des projets.

Une grille d'analyse des critères environnementaux pour les porteurs de projets et un Guide d'évaluation des réponses pour les services instructeurs ont été rédigés.

Cette grille a été utilisée pour tous les projets dont la nature était susceptible de porter atteinte à l'environnement, essentiellement les investissements matériels (construction, rénovation; aménagement,...)

Elle permettait d'informer les porteurs de projets sur les améliorations à apporter pour rendre leurs projets plus favorables à l'environnement.

Après une phase test d'utilisation de la grille (septembre à décembre 2008) le dispositif a été généralisé à l'ensemble des projets du P.O à compter de janvier 2009, avec un appui aux services instructeurs par le Service d'études du SGAR et le Conseil régional pour le renseignement des grilles.

En outre, l'avis de la DREAL a été sollicité pour évaluer l'impact environnemental de la révision à mi-parcours du PO.

La mesure de l'indice de neutralité carbone du Programme opérationnel Lorraine :

- Principes de la mesure

En 2006, l'État a demandé aux Préfets de régions que les CPER et PO 2007-2013 s'inscrivent dans une perspective de neutralité carbone. A cet effet, la DATAR s'est dotée d'un outil logiciel d'évaluation de la neutralité carbone, «NECATER» (NEutralité CARbone des TERritoires). Interfacé avec PRESAGE, il permet de mesurer ex-ante le bilan carbone des programmes, sur la base des maquettes financières. Puis l'analyse de l'impact s'affine au cours de la réalisation du programme, au fur et à mesure que des indicateurs sont saisis dans les dossiers, leur valeur s'agrégeant dans NECATER. Une note de la DATAR présente l'outil NECATER ainsi qu'une analyse globale des résultats de la neutralité carbone des PO et CPER à mi-parcours¹

- Modalités du calcul de l'Indicateur de Neutralité carbone (IC)

Cet indice de neutralité carbone de mesure de la performance carbone est construit de la manière suivante :

IC =	Solde global du programme	X 100
	Flux carbone d'un programme	

Le flux carbone d'un programme représente la masse d'émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) du programme, qu'elles soient positives ou négatives = total des émissions négatives + total des émissions positives.

L'indice de neutralité carbone varie ainsi entre les valeurs extrêmes :

- 100 : le programme n'est alors constitué que de projets émetteurs de gaz à effet de serre
+ 100 : le programme n'est alors constitué que de projets compensateurs de gaz à effet de serre.

On parle de neutralité carbone lorsque cet indice est compris entre – 15 et + 15. S'il est inférieur à – 15, le programme est compensateur de GES, s'il est supérieur à + 15, il est émetteur de GES.

Pour le PO Lorraine la valeur de l'Indice de Neutralité carbone est la suivante :

¹ Note téléchargeable sur le site Europe en France à l'adresse :
<http://www.europe-en-france.gouv.fr/content/download/13622/107000/file/Necater.pdf>

	En kt eq CO2
Total émissions positives	+ 695
Total émissions négatives	- 586
Solde des émissions	+ 109
Indice de neutralité carbone (IC)	8,47

L'indice de neutralité carbone (IC) du PO Lorraine, est égal à 8,47. Bien que légèrement émetteur, le programme est considéré comme neutre pour l'évaluation carbone situant la région dans la moyenne française. Dans la note DATAR précitée, la Neutralité carbone des PO régionaux varie en effet de – 62 à + 62 avec une moyenne nationale de + 6.

3/ Problèmes importants rencontrés et mesures prises pour y faire face

Le programme a été confronté à plusieurs difficultés rencontrées au cours de sa mise en œuvre, dues à des facteurs extérieurs mais également à des contraintes issues de décisions de niveau communautaire ou national.

Une conjoncture difficile

La crise économique et financière de 2008 a eu des répercussions importantes sur le tissu économique local et l'investissement public, dont les effets perdurent. Le contexte économique dégradé observé en Lorraine a pu contrarier les projets d'investissement ou la participation à des projets de recherche et innovation des PME-PMI potentiellement bénéficiaires des crédits européens.

De même, les collectivités locales ont parfois dû retarder ou annuler leurs projets d'investissements.

On a pu également observer des difficultés à mobiliser les contreparties financières nationales nécessaires au financement européen des projets dans un contexte de réduction des ressources des financeurs publics (collectivités locales, organismes publics,...) et de fin des programmes pluri-annuels de financement (CPER,...). C'est pourquoi, lors de la révision de la maquette intervenue à mi-parcours, il a été décidé d'augmenter le taux moyen d'intervention.

Une programmation ralentie par la mise en œuvre de plans de reprises nationaux et par les conséquences des taux d'erreur nationaux élevés constatés au cours des années précédentes.

Un déficit d'information depuis le début de la programmation quant à l'application de certaines réglementations (aides publiques aux entreprises, ingénierie financière, marchés publics,...) a engendré des difficultés tout au long de la mise en œuvre du programme, dans la mesure où les questions soulevées sont souvent de nature à influencer sur le montant maximum de subvention qu'il est possible d'attribuer. Par ailleurs, ces difficultés ne sont pas sans lien avec les nombreux constats d'irrégularité faits chaque année. Le taux d'erreur national excessif constaté au cours des années précédentes a d'ailleurs entraîné deux suspensions de paiement successives.

Un audit réalisé par la CICC en 2011, qui a conclu à l'irrégularité de dépenses d'assistance technique, a obligé l'autorité de gestion à un travail considérable de reprise, ce qui a eu pour effet de ralentir la programmation des dossiers.

L'Autorité de gestion a dû également faire face à la mise en œuvre de plans de reprise nationaux successifs (relatifs à la prise en compte des recettes – Art.55, validé en juin 2014, aux projets financés dans le cadre du régime d'aide « actions collectives », finalisé fin 2014, et aux nouvelles technologies de l'information et de la communication).

La mise en œuvre de ces procédures s'est révélée particulièrement chronophage pour les équipes concernées qui ne pouvaient plus se consacrer à plein temps à l'animation du programme, à l'instruction et au suivi des dossiers programmés.

Des difficultés dans la gestion du personnel:

La complexité des fonds européens nécessite une certaine stabilité des équipes qui composent la Direction des Affaires Européennes. Cette stabilité n'a cependant pas toujours été possible en raison de la rotation des agents contractuels de l'assistance technique.

L'effectif de la DAE a progressivement diminué ces dernières années, entraînant des problèmes d'organisation.

L'absence d'un directeur à plein temps en 2014 et 2015 a été préjudiciable au bon fonctionnement du service.

Le transfert d'autorité de gestion à la Région pour le PO FEDER 2014-2020 a généré des difficultés supplémentaires. La majorité des agents contractuels ont en effet quitté le service pour rejoindre la Région au début du deuxième semestre 2014.

Afin de pallier ces difficultés, une nouvelle organisation a été mise en place de façon à permettre à ces agents de continuer le suivi et la gestion de leurs dossiers du PO FEDER 2007-2013.

Du côté des services de l'autorité de gestion, il a été fait appel aux services de deux agents contractuels, rémunérés sur les crédits de l'assistance technique, pour faciliter l'instruction des dernières demandes de subvention et le paiement du FEDER aux bénéficiaires.

4/ Changement du contexte de la mise en œuvre du programme opérationnel

A/ Un contexte socio-économique difficile

La période 2007–2013 couverte par le présent PO, correspond globalement à celle de la crise financière, puis économique et sociale qui a touché l'ensemble du monde développé et qui n'est pas encore terminée. La France et la Lorraine en ont bien évidemment aussi subi les conséquences négatives.

De fait de ses spécificités, notamment industrielles, la région Lorraine a été particulièrement touchée. Ce sont ces éléments du contexte socioéconomique qui sont présentés ci-après mais aussi les mesures structurelles que les décideurs publics ont mis en place dans différents domaines pour permettre à la Lorraine de faire face à ces défis et ainsi valoriser les apports des fonds européens.

1 Une démographie atone

Après avoir attiré des migrants de toute l'Europe, la région connaît depuis plusieurs décennies un déficit migratoire. L'excédent naturel, supérieur au déficit migratoire, permet toutefois à la population de progresser, quoique à un rythme très faible (0,13 % par an, contre 0,54 % pour la France métropolitaine, entre 2006 et 2013) et de manière inégale selon les territoires : la Moselle et la Meurthe-et-Moselle concentrent l'essentiel de la croissance, alors que la Meuse et les Vosges perdent des habitants sur l'ensemble de la période.

Au 1er janvier 2013, la Lorraine comptait 2 345 197 habitants. Depuis 1999, elle a gagné 34 821 habitants. La Lorraine représente 3,58 % de la population française (3,95 % en 1999). Elle occupe le 11ème rang des régions françaises les plus peuplées de métropole (10ème en 1999). Dans ce classement on notera que :

- 3 régions progressent : Alsace, Auvergne, Languedoc-Roussillon,

- 4 régions régressent : Centre, Champagne-Ardenne, Lorraine, Haute-Normandie.

Le taux de croissance démographique de la Lorraine est l'un des plus faibles du pays. La Lorraine se situe à la 20ème place sur les 22 régions de métropole, juste devant le Nord-Pas-de-Calais et la Champagne-Ardenne, seule région à afficher un taux légèrement négatif. L'excédent naturel, supérieur au déficit migratoire, a cependant permis à la population de progresser. Mais la Lorraine est la 5ème région de province qui perd le plus d'habitants du fait des migrations.

De plus la Lorraine connaît un vieillissement plus accéléré que la moyenne nationale des régions, notamment en raison du déficit migratoire lié à la conjugaison de plusieurs facteurs : exode rural, crise de l'industrie sidérurgique et minière (années 70), départ des jeunes vers des régions plus attractives en termes d'emploi et baisse de la fécondité. La part des moins de 25 ans, légèrement inférieure à la moyenne métropolitaine, diminue ainsi plus rapidement.

2 Un tissu industriel fragilisé

Fin 2011, la Lorraine comptait 846 400 emplois salariés et non-salariés, soit 3,2 % de l'emploi de France métropolitaine. L'industrie occupe encore une place plus importante dans la région qu'en moyenne nationale. En effet, 15,7 % des emplois lorrains relèvent du secteur industriel, soit 2,8 points de plus qu'en France métropolitaine. Le tertiaire représente 75,7 % de l'emploi en Lorraine, contre 78,1 % en France métropolitaine. Les services marchands, moins développés dans la région, représentent 40,3 % de l'emploi lorrain, pour une part nationale de 47,7 %. En revanche, les services non marchands (administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale) sont plus présents en Lorraine, avec 35,4 % de l'emploi total, contre 30,4 % en France métropolitaine

Pilier historique de l'économie lorraine, l'industrie a vu ses effectifs amputés de 22 600 emplois salariés entre 2007 et 2012, ce qui représente 60% des suppressions d'emplois sur cette même période.

La crise économique a fait durement ressentir ses effets sur des entreprises fortement soumises à la concurrence étrangère, et dont les centres de décision sont souvent extérieurs à la région. La fermeture des sites d'Arcelor Mittal de Gandrange et de Florange, l'échec de l'implantation de l'avionneur Sky Aircraft témoignent aussi des difficultés actuelles que rencontre la Lorraine.

3 Une situation sociale fragile

Ce contexte économique lorrain, marqué depuis plusieurs années par de fortes mutations économiques, issues de crises successives et aiguës (exploitations minières, sidérurgie, textile) n'est pas sans conséquence sur le tissu social.

Les indicateurs sociaux illustrent cette fragilité : fin 2013 le taux de chômage est supérieur à la moyenne nationale (10,6%, contre 9,7 % en France, et jusqu'à 13,6 % dans la zone d'emploi de Forbach et 14,3 % dans celle de Saint-Dié-des-Vosges), tout comme le taux de pauvreté (14,6%, soit un Lorrain sur 7). 135 000 Lorrains bénéficient de la CMU.

Par rapport aux autres régions françaises, le taux de chômage de la Lorraine est au 7ème rang des plus élevés. La Lorraine figure aussi parmi les régions ayant la plus forte proportion de demandeurs d'emploi très éloignés de l'emploi. Elle se place en deuxième position (16.5%) derrière la région Nord-Pas-de-Calais (18.7%), alors que le niveau national est de 13.8%.

4 L'impact d'importantes restructurations militaires

A ces difficultés économiques sont venues s'ajouter dans la période couverte par le PO, les conséquences de décisions nationales de restructurations militaires.

En 2008, le premier ministre a annoncé un vaste plan de restructuration du ministère de la défense avec comme objectif chiffré de supprimer 54 900 postes entre 2008 et 2015. Ces mesures ont eu un très lourd impact en Lorraine : les effectifs civils et militaires sont passés de 24 000 à moins de 17 000 entre 2008 et 2015, soit une chute des effectifs de 30 %. Si la Moselle est la plus affectée en valeur absolue, avec plus de 5 300 postes supprimés, c'est la Meuse qui a connu la plus forte baisse d'effectifs (- 45%). De très importantes friches découlent des dissolutions d'unités, dont la plus emblématique est sans doute celle de la base aérienne de Metz.

5 Un phénomène frontalier toujours aussi impactant

La situation géographique de la Lorraine, qui dispose de frontières avec la Belgique, le Luxembourg et l'Allemagne, constitue un atout majeur, lui permettant de bénéficier de la dynamique transfrontalière de la Grande Région. Cette proximité est génératrice d'emplois pour les travailleurs lorrains et permet d'atténuer les difficultés économiques des territoires frontaliers. Le flux des travailleurs transfrontaliers illustre l'importance de ces liens : on décompte 120 000 travailleurs frontaliers lorrains, dont 83 000 au Luxembourg. Malgré un léger tassement constaté en 2008, la crise n'a que peu affecté cette dynamique, notamment vers le Luxembourg.

Enfin les investissements étrangers, en particulier allemands et dans une moindre mesure luxembourgeois, sont très importants pour la Lorraine : en 2014, ils ont représenté 36 % des investissements industriels qui se sont élevés à 1,07 milliard d'euros. Les entreprises allemandes emploient 4,7 % des salariés lorrains des secteurs marchands non agricoles et 11,2 % des salariés de l'industrie. 65 % de leurs établissements et 75 % de leurs effectifs sont concentrés en Moselle. Et à l'intérieur de la Moselle, les seules zones d'emploi de Forbach et Sarreguemines rassemblent 36 % des implantations d'entreprises allemandes et 43 % des emplois.

Cette situation constitue une opportunité incontestable, en ce qu'elle permet à la région de bénéficier d'un apport de richesse grâce à ses voisins plus prospères. Mais elle est aussi la marque d'une dépendance croissante et révèle, en creux, les difficultés économiques de la Lorraine.

B/ Les politiques régionales

Face à ces difficultés économiques récurrentes, renforcées par les effets de la crise actuelle, les pouvoirs publics ont cherché à renforcer par des mesures structurelles.

1 La création d'une Université de Lorraine

En Lorraine, une phase essentielle a été franchie en matière de structuration de site avec la création de l'Université de Lorraine, le 1er janvier 2012 qui réunit en un seul établissement l'Institut national polytechnique de Lorraine, l'Université Henri Poincaré-Nancy 1, l'Université Nancy 2 et l'Université Paul Verlaine-Metz. La démarche de rapprochement initiée lors du précédent quadriennal (2008-2012), dans le cadre d'un PRES (pôle de recherche et d'enseignement supérieur) a permis de réaliser cette fusion.

L'Université de Lorraine est aujourd'hui une université pluridisciplinaire parmi les plus importantes en France, en nombre d'étudiants (plus de 53 000 étudiants dont près de 20% d'étudiants étrangers,) et de personnels (plus de 6 700 personnes). Avec un budget global annuel de 588 millions d'euros et plus de 830 000 m² de surface bâtie utilisée répartis sur 53 sites en lorraine, l'Université de Lorraine propose une offre de formation sur l'ensemble des disciplines associées à une activité de recherche reconnue internationalement (plus de 80 équipes de recherche). Des chiffres imposants qui font de cette nouvelle université un espace riche et multiple que ce soit dans l'offre de formation pluridisciplinaire et la recherche comme dans l'offre culturelle et scientifique. L'université de Lorraine figure au classement de Shanghai.

Le potentiel de l'enseignement supérieur et de la recherche en Lorraine regroupe aussi, en plus de l'Université de Lorraine, 16 écoles d'ingénieurs, (dont 10 écoles internes à l'université) et de nombreux laboratoires de recherche, dont plusieurs de renommée internationale.

Le potentiel scientifique de l'université et des organismes présents en Lorraine a contribué à la reconversion régionale, induite par les premières restructurations industrielles. Les activités de la recherche publique lorraine sont structurées en secteurs scientifiques reconnus dans plusieurs grands domaines, dont certains ont été valorisés par les résultats aux appels à projets « investissement d'avenir ». Par ailleurs, la situation géographique favorise les coopérations transfrontalières dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la recherche et du transfert technologique et conduit à renforcer les coopérations déjà nombreuses.

Ainsi, le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche lorrain a connu de profondes évolutions qui a généré une dynamique importante sur les différents sites, permettant à l'Université de Lorraine de multiplier les partenariats avec son environnement économique et social (contrats de recherche, dépôts de brevets....).

2 Un dispositif d'innovation conforté

Depuis mai 2010, la Lorraine compte trois pôles de compétitivité labellisés chargés de promouvoir, dans une logique de création de richesse et de développement de l'emploi, les collaborations entre les secteurs de l'industrie, de la recherche et de l'enseignement.

Ces pôles ont tous un caractère interrégional, associant une des régions qui ont depuis fusionné pour créer la nouvelle région Grand Est. De plus la fusion, au 1er janvier 2015, le pôle Fibres a fusionné avec le pôle alsacien Energivie (solutions pour le bâtiment à énergie positive).

Pôles de compétitivité	Périmètre régional	Thématique	Année de première labélisation
Fibres	Alsace Lorraine	Matériaux de demain imaginés à partir des fibres et de la chimie verte	2005
Hydréos	Alsace Lorraine	Gestion des eaux continentales	2010
Matérialia	Champagne- Ardenne Lorraine	Matériaux structurants, néo-métallurgie, procédés propres et durables, pour des secteurs tels que l'énergie, l'automobile, l'aéronautique et le médical	2005

3 Un projet frontalier structurant : l'opération d'intérêt national (OIN) d'Alzette-Belval

Ces dix dernières années, Belval et la vallée de l'Alzette sont devenus des secteurs à forts enjeux locaux : au centre d'un triangle Longwy-Thionville-Luxembourg globalement très marqué par les flux quotidiens du travail frontalier, l'ensemble de la zone se situe dans le périmètre d'attraction du bassin d'emploi frontalier de Luxembourg.

Dès les années 90, le gouvernement grand-ducal, dans un souci d'aménagement équilibré et harmonieux de ses territoires, a conçu le projet de redessiner son armature urbaine pour délester Luxembourg-Ville, pôle principal et quasi exclusif où se concentre infrastructures, emplois et fonctions métropolitaines. C'est sur les friches industrielles du site frontalier de Belval que le Grand-Duché a choisi de rééquilibrer ces polarités et d'aménager le sud du pays en lien avec le développement croissant du marché de l'emploi frontalier.

Ce projet consiste à créer un nouveau quartier urbain avec notamment la relocalisation et/ou la création de 20 000 nouveaux emplois, l'accueil de nouveaux habitants, de nouveaux équipements publics, d'université(s) etc...

Côté français, les enjeux sont aussi forts que multiples : mobilité et qualité de vie pour les travailleurs transfrontaliers, développement territorial et emploi, respect de la biodiversité et développement économique équilibré. Eu égard à ces enjeux et aux attentes de la population, mais aussi pour prévenir et réduire la fracture territoriale induite par l'effet frontière, le gouvernement français a consacré le secteur frontalier d'Alzette-Belval en une OIN (Opération d'Intérêt National) par un décret d'avril 2011. Un établissement public administratif (EPA) a été créé pour aménager la partie française. Un GECT a vu le jour en mars 2013 pour compléter le dispositif.

L'opération d'aménagement proposée vise à reconquérir près d'une centaine d'hectares de friches sidérurgiques et minières pour permettre, à terme, la création d'une véritable agglomération transfrontalière. En 2009, l'État a retenu le projet Ecocité de Belval au titre de l'appel à projets Ecocités. Il sera un territoire d'innovation et d'expérimentation pour des opérations d'aménagement et des modes de gestion urbaine intégrant les besoins des populations existantes et à venir et respectueux du cadre paysager et bâti.

4 Des dispositifs de reconversion des friches militaires

Face aux restructurations de sites militaires lorrains cités plus haut, le gouvernement, en liaison avec les autorités régionales, a mis en place deux types de dispositifs de reconversion pour en atténuer l'impact, notamment sur l'emploi :

- le CRSD (Contrat de redynamisation de site de défense) doté de financements conséquents auxquels s'ajoutent des dispositifs très favorables aux territoires (défiscalisations, cessions à l'euro symbolique),
- le PLR (Plan local de redynamisation) plus légèrement doté.

Ainsi en 2011, les dossiers des restructurations militaires se sont concrétisés avec la signature des CRSD de Commercy (juillet 2011) et DIEUZE (8 décembre 2011) ainsi que les PLR de Moselle (31 janvier 2011), de Meurthe et Moselle (13 octobre 2011) et Verdun (16 décembre 2011). Ces documents mettent en place les éléments du redéveloppement économique de ces territoires.

Ce dispositif d'accompagnement économique des territoires, s'est traduit par une dotation globale pour la Lorraine de 102 M d'€. Emblématique de cette reconversion est la réussite de l'implantation de l'usine SAFRAN à Commercy avec, à l'horizon 2018, l'embauche de 400 personnes.

5/ Modification importantes au sens de l'article 57 du règlement (CE) n°1083/2006

Néant

6/ Complémentarité avec d'autres instruments et Partenariat

A/ Complémentarité

Le PO FEDER 2007/2013 intervient sur une zone éligible aux programmes de la politique régionale comme aux programmes sectoriels.

Sa mise en œuvre se fait donc en complémentarité avec les autres programmes de l'Union européenne.

Cette complémentarité est notamment vérifiable à plusieurs niveaux, l'objectif étant qu'un même projet ne puisse être financé par deux programmes différents et surtout qu'il soit financé par le programme le mieux adapté :

- le Comité de Suivi et le Comité Technique Régional de programmation du programme sont des comités pluri-fonds permettant ainsi de vérifier la mise en œuvre d'une stratégie concertée entre les deux fonds de la politique de cohésion (FEDER et FSE) ainsi que le FEADER et le FEP. Cela permet aussi de s'assurer qu'un même projet n'est pas cofinancé par deux Fonds différents.
- par ailleurs, concernant le versant lorrain, l'Unité INTERREG de la Préfecture de la Région Lorraine fait partie intégrante de la Direction des Affaires Européennes, ce qui permet de confronter éventuellement les projets ou les demandes des opérateurs à la fois sur le programme INTERREG IV A, les PO FEDER et FSE ainsi que sur le Document Régional de Développement Rural – FEADER le cas échéant

- enfin, dans le cadre du programme européen d'appui et de coordination technique (Europ'Act), le Conseil Régional de Lorraine, conjointement avec les régions Alsace et Champagne-Ardenne, a déposé un projet visant à renforcer la connaissance des institutions et des porteurs de projets sur l'ensemble des politiques européennes (régionales, transfrontalières, sectorielles) afin de développer des complémentarités d'actions. Ce projet baptisé « Eurosnergies » vise à renforcer la synergie entre les Fonds structurels européens et les programmes sectoriels européens au service des stratégies de développement des opérateurs des trois régions (faciliter la connaissance par les porteurs de projets des opportunités offertes par les programmes européens dans leur ensemble, afin de démontrer la complémentarité des Fonds européens ; développer des passerelles entre les cellules d'accompagnement afin d'optimiser les actions d'aide aux opérateurs dans le montage de projets ; créer un réseau des chargés de mission en charge de l'accompagnement de projets ou la gestion des Fonds européens afin d'accroître leurs pratiques professionnelles et réaliser des échanges de savoir-faire et de bonnes pratiques).

De plus, le SGAR assure au niveau régional la cohérence des interventions des fonds européens avec les autres politiques nationales ou régionales.

Le Contrat de projet Etat-Région, qui repose sur un diagnostic commun avec le programme opérationnel en est d'ailleurs l'illustration.

Les contrats de redynamisation de sites de défense (CRSD) annoncés en juillet 2008 pour accompagner les sites les plus touchés par les restructurations militaires concernent particulièrement la Lorraine. Cette dernière est en effet très fortement touchée par les changements des implantations militaires : 5 unités sont transférées et 9 autres sont supprimées. La Direction des Affaires Européennes a été associée à la détermination des plans de financement des opérations inscrites au sein de ces contrats au nombre de trois (Metz, Bitche et Dieuze).

Le PACTE Lorraine, signé en septembre 2013 par l'Etat et la Région, est un dispositif destiné à relancer l'investissement et la croissance en Lorraine, au travers de trois axes d'intervention, dont certaines thématiques recoupent celles du PO FEDER :

- faire de la Lorraine le cœur de la Vallée européenne des matériaux et de l'énergie,
- dynamiser les filières d'excellence et d'Avenir
- promouvoir les dispositifs innovants en matière d'attractivité de nos territoires

Certains dossiers ont pu bénéficier d'un cofinancement PACTE-FEDER, grâce à un travail mutualisé d'ingénierie de projet, par les services concernés du SGAR.

B/ Partenariat

Conformément à l'article 11 du règlement communautaire n°1083 du 11 juillet 2006 du Conseil de l'Union européenne portant dispositions générales sur le FEDER, le FSE et le Fonds de Cohésion, une large concertation a été menée dans la phase d'élaboration du programme opérationnel.

Dans le cadre de la poursuite de ce partenariat, le Préfet de Région veille, en sa qualité de représentant de l'Etat, à associer chacun des partenaires aux différents stades de la programmation.

Les comités de programmation et de suivi sont co-présidés par le Préfet de Région et le Président du Conseil Régional.

De plus, la composition de ces comités a été élargie afin que la société civile y soit mieux représentée et puisse participer à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des PO FEDER et FSE, ainsi qu'au Document régional de développement rural (DRDR).

Dès l'adoption du PO FEDER 2007-2013 par la Commission européenne, des réunions publiques ont été organisées afin de présenter le contenu du programme et sa mise en œuvre aux acteurs du territoire.

Des réunions thématiques ont également eu lieu au profit des entreprises, en partenariat avec les chambres de commerce et les pôles de compétitivité de la région.

Enfin, des réunions d'information plus ciblées ont permis de toucher des acteurs locaux moins familiarisés avec les programmes européens, en particulier le monde universitaire.

Ces différentes réunions ont été animées par une Cellule d'appui aux porteurs de projets, composée d'agents de la Direction des Affaires Européennes.

PARTIE 3 : Mise en œuvre par axe prioritaire

1/ Réalisation des objectifs et analyse des progrès accomplis

A/ Axe A : Développer l'innovation, la recherche, la compétitivité et les technologies de l'information et de la communication.

I. ETAT D'AVANCEMENT FINANCIER.

EN EUROS

MAQUETTE		PROGRAMME		PAYE	
Coût total	Participation communautaire	Coût total	Participation communautaire	Coût total²	Participation communautaire
482 307 000	156 750 000	684 250 560.01	145 014 280.13	670 689 360 .81	125 707 235.02

DESCRIPTIF DE L'AXE :

PROGRAMMATION :

Au 4 avril 2016, 931 opérations ont été programmées au titre de l'axe A pour un montant de 145 014 280.13 euros de FEDER soit 92.51 % de la dotation financière allouée à cet axe. Le taux moyen d'intervention du FEDER est de 21.19 %, ce qui se situe en très deçà du taux d'intervention maximum inscrit à la maquette financière qui, pour mémoire, est de 32.50 %.

PAIEMENTS :

A cette même date, déduction faite des corrections forfaitaires appliquées au programme, les dépenses présentées par le bénéficiaires à l'Autorité de gestion et transmises par l'Autorité de certification à la Commission européenne s'élèvent à 668 039 080.17 euros. La participation communautaire correspondante est donc de 156 750 000 euros de FEDER (montant plafonné à la dotation FEDER inscrite à la maquette financière pour l'axe). Les remboursements effectués aux bénéficiaires s'élèvent à 125 707 235.02 euros, certains dossiers étant encore en attente de versement du solde de la subvention.

² Ne tient pas compte des corrections forfaitaires appliquées au programme

II. INDICATEURS DE L'AXE A

Les indicateurs d'axe dans le P.O. :

Les indicateurs d'axe dans le P.O.

Ces indicateurs traduisent les objectifs quantifiés des priorités du programme. Ce sont principalement des indicateurs de réalisation de suivi de la mise en œuvre du programme, des indicateurs de résultats qui mesurent l'effet direct du programme et de quelques indicateurs d'impact pour la mesure des effets plus lointains ou indirects.

Ils proviennent d'une consolidation d'indicateurs d'actions du programme (à partir du système de suivi PRESAGE) ou de données externes (INPI, IFEN,...).

La **quantification des indicateurs** des axes a été réalisée selon deux modalités :

- une estimation des objectifs par les services de l'Etat (Directions régionales, Instituts, Agences) dans leurs domaines de compétence,
- l'utilisation d'outils de mesure à partir des montants financiers de la maquette prévisionnelle pour les créations d'emploi³ et le CO2⁴ énergie.






Pour cette évaluation une fourchette de valeurs (min – maxi) a été indiquée si nécessaire. **Les valeurs de référence** proviennent essentiellement des indicateurs du DOCUP 2000-2006.

Modalité de collecte des données

La mesure des indicateurs d'axes du P.O. Lorraine a été réalisée selon les modalités suivantes :

- pour une majorité d'entre eux, à partir d'une extraction de l'application PRESAGE (ou de l'Infocentre) sur les dossiers programmés en comité technique de programmation (CTP) de 2007 à 2016,
- pour quelques uns, à partir de fournisseurs de données (INSEE, INPI, CDT des Vosges, DREAL,...).

Les valeurs sont présentées avec une illustration de l'état de l'indicateur comme suit :

Couleur	Signification
	Valeur conforme à l'objectif (prorata de 4/7 ^{ième} atteint ou même dépassé)
	Valeur dont l'évolution prévisible permet d'espérer atteindre l'objectif
	Valeur non significative compte tenu de l'absence de programmation à la fin 2010
	Indicateur à surveiller par une analyse car très faible et/ou trop différent de l'objectif
	Indicateur non disponible ou supprimé

³ à partir du ratio Dépenses totales / emploi créé pour les fonds européens », décrit dans le document « Synthèse des résultats de l'évaluation finale des DOCUP 2000-2006 (DIAC – ASCA – EDATER – SEGESA)

⁴ à partir de l'outil de mesure de la neutralité Carbone (NECATER) créé par la DIAC

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
Nombre de projets collaboratifs soutenus :													
A 2.1.	Nombre de projets collaboratifs soutenus -Pôle Fibres	Réalisation	0	25-40	25-40	0	2	2	1	6	7	6	6
A 2.2.	Nombre de projets collaboratifs soutenus - Pôle Matéria (ex-MIPI)	Réalisation	0	35-55	35-55	5	10	30	35	29	32	35	35

Commentaire : Le nombre de projets Pôle Fibres reste stable, cependant il demeure en deçà des objectifs, très ambitieux.

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
Nombre d'entreprises régionales participant aux projets :													
A 2.3.	Pôle Fibres	Résultat	0	20-30	80-120	0	6	4	4	15	16	15	15
A 2.4.	Pôle Matéria (ex-MIPI)	Résultat	0	30-50	100-150	20	36	80	81	85	88	89	89

Commentaire : Comme pour le nombre de projets, le nombre d'entreprises participantes est élevé pour le pôle Matéria et demeure plus faible pour le pôle Fibres, malgré une augmentation notable depuis 2011.

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
A 2.5.	Nombre de nouveaux pôles ou réseaux soutenus	Résultat	2		04-05	1	5	6	9	10	10	12	10

Commentaire :

Le nombre de nouveaux pôles ou réseaux soutenus est en légère diminution. Cependant l'objectif cible est largement atteint.

	Intitulé	Résultat-	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
A 3.1	<i>Demandes de brevets en Lorraine</i>	Impact	153 (183) 218		200 - 250	175	supprimé	supprimé	supprimé	supprimé	supprimé	supprimé	supprimé
A 3.1 bis	Résidence déposants	Impact				148	147	143	112	114	127	ND	ND
	Résidence inventeurs	Impact				182	179	177	147	147	171	ND	ND
A 3.2	<i>Demandes de brevets : Lorraine / France en %</i>	Impact	1,07 (1,27) 1,55		1,25 - 1,75	1,02	supprimé	supprimé	supprimé	supprimé	supprimé	supprimé	supprimé
A 3.2 bis	Résidence déposants	Impact				1,15	1,15	ND	ND	ND	ND	ND	ND
	Résidence inventeurs	Impact				1,41	1,36	ND	ND	ND	ND	ND	ND

Commentaire : La nature des indicateurs ayant changé en 2009, il n'est pas possible de comparer les valeurs avec les objectifs mais seulement d'évaluer la tendance dans le temps. Le nombre de brevets tant «déposants» que «résidents» est en baisse constante depuis 2008, mais la tendance s'est aggravée entre 2010 et 2011. Ils se sont stabilisé en 2012 et sont de nouveau à la hausse en 2013.

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
A 4.1.	Nombre de PME - PMI bénéficiant d'un soutien en ingénierie financière	Résultat	357	10-30	50 - 100	935	835	835	835	904	984	1024	1024

Commentaire : Par le financement de divers fonds, notamment le réseau lorrain des PFIL (Plate Forme d'Initiative Locale) et le Fonds Régional de Garantie Lorraine, le PO soutient un grand nombre d'entreprises à leur démarrage (prêt d'honneur, garantie de prêts bancaires). Après plusieurs années de stagnation, le nombre d'entreprises soutenues connaît une hausse manifeste depuis 2012.

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
A 4.2.	Investissements matériels et immatériels : Nombre de PMI - PME soutenues	Résultat	356		700 - 800	0	72	130	172	200	287	298	286

Commentaire : Le nombre de dossiers et de PME-PMI soutenues est stable depuis 2013, mais reste en deçà de la valeur référence.

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
A 4.3.	Nombre de création d'entreprises soutenues	Résultat	1 051		2 800 – 3 500	1	56	72	71	72	7045	7045	7045
A 4.4.	Nombre de transmission d'entreprises soutenues	Résultat	0		300 - 400	0	2	17	17	17	17	16	16
A 4.5.	Nombre de reprises d'entreprises soutenues	Résultat	0		400	0	26	58	64	76	95	96	95

Commentaire : Les valeurs des indicateurs sont très faibles (16 et 95) par rapport aux valeurs cibles. Seul le nombre de créations d'entreprises soutenues augmente fortement en 2013 (de 72 à 7045) pour largement dépasser sa cible (2 800 – 3 500). Ce nombre reste identique en fin de programmation.

Cette augmentation est due au projet ACCES (Accompagnement et Coordination pour la Création d'Entreprises) mené par le Conseil régional de Lorraine, qui vise à structurer une chaîne régionale d'appui à la création – reprise d'entreprises, dont font partie les principaux acteurs lorrains (pépinières, plateformes d'initiative locale, Lorraine active,...).

Par ailleurs, l'aide à la création, la transmission et la reprise d'entreprises passe essentiellement par le soutien aux fonds d'ingénierie financière (cf. indicateur A 4.1) pour lequel le nombre d'entreprises aidées est bien supérieur à l'objectif (1024 pour un objectif de 50 à 100).

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
A 4.6.	Nombre total d'emplois créés ou sauvegardés	Impact	14 627		6 890 - 8 612	548	930	2 537	2871	3255	4111	4389	4309

Commentaire : On observe une augmentation croissante du nombre total d'emplois créés ou sauvegardés depuis le début du programme. Cependant cela ne permet pas d'atteindre l'objectif cible (6890 - 8612). Le ralentissement de l'activité économique suite à la crise financière de 2008, et la difficulté pour les entreprises à trouver des sources de financement, expliquent en grande partie cet écart.

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
A 4.7.	Nombre d'aides accordées pour le recrutement d'emplois salariés de haute compétence	Réalisation	0	100-150	250 - 400	0	0	8	24	24	58	61	60

Commentaire : Les aides accordées aux PME et PMI concernent essentiellement les investissements matériels, ce qui explique la faible valeur de cet indicateur. Après une forte augmentation en 2013, celui-ci se stabilise en période de fin de gestion, cependant cela ne permet pas d'atteindre l'objectif cible.

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
A 5.1.	Utilisation des TIC par les PME PMI : Nombre d'entreprises aidées	Résultat	0		60 - 100	0	0	0	550	550	550	550	550

Commentaire : Pas d'évolution de cet indicateur depuis 2011 mais l'objectif initial est largement dépassé.

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
A 5.2.	Nombre de plates formes créées ou soutenues	Réalisation	0		5	0	0	0	0	0	0	0	0

Commentaire : Pas de dossiers programmés correspondants.

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
A 5.3.	Nombre de zones d'activités raccordées au Haut débit	Résultat	0		25 - 50	17	28	31	43	57	58	58	58

Commentaire : Indicateur en progression constante depuis le début du programme; l'objectif initial est atteint.

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
A 5.5.	Nombre d'e-formation nouvelles	Résultat	0		208	1	1	1	1	1	1	1	11
A 5.6.	Nombre de diplômes ou certificats délivrés	Impact	0		2 050	0	0	0	0	0	0	0	0

Commentaire : Les dossiers financés concernant essentiellement des infrastructures, il est difficile d'en mesurer l'impact sur le nombre d'e-formation ou de diplômes délivrés. De plus, il est difficile dans les faits voire impossible de suivre cet indicateur dans le temps.

L'indicateur A.5.6 s'est avéré non-pertinent, pour les raisons évoquées ci-dessus.

III. EXEMPLE DE PROJET FINANCE AU TITRE DE L'AXE

Projet : « Projet pilote de recherche METAFENSCH : programme d'équipement technique de la plateforme de recherche et de développement METAFENSCH »

Bénéficiaire : Institut de Métallurgie du Val de Fensch - METAFENSCH

Coût total éligible : 1 361 427,41 €.

Financement FEDER : 571 935,65 €.

Objet :

Metafensch est une plateforme de recherche et de développement industriel dans le domaine de la métallurgie située dans la vallée de la Fensch. Elle a pour mission de définir et réaliser des projets de recherche collaborative dans le domaine de la métallurgie avec un focus particulier sur l'économie circulaire.

MetaFensch est équipée d'une halle d'essais qui permettra d'accueillir des installations pilotes de recherche, d'une taille intermédiaire entre les dispositifs de laboratoire et les procédés industriels. Ces outils pilotes permettent de fondre diverses matières premières et couler le métal liquide correspondant sous plusieurs formes afin de mettre au point de nouveaux procédés (moins énergivores ou pouvant intégrer plus de produits recyclés, par exemple) et/ou produits.

Ces pilotes constituent un matériel de taille importante occupant au sol une surface de plusieurs dizaines de mètres carrés et se développant sur plusieurs étages (hauteur pouvant dépasser 10m). Ces équipements qui peuvent élaborer plusieurs dizaines de kilogrammes de métal liquide ou solide mettent en œuvre, entre autres, les techniques suivantes :

- ✓ Manipulations de charges de plusieurs tonnes par pont ou engin motorisé
- ✓ Chauffage électrique d'une puissance de plusieurs centaines de kW voire supérieure au MW
- ✓ Refroidissement par eau en circulation
- ✓ Atmosphères contrôlées d'argon, hélium
- ✓ Utilisation d'air comprimé, vide

Ils sont non seulement constitués de leur réacteur principal mais aussi des auxiliaires de pilotage, de pompage et de mise sous vide, d'alimentation électrique, de refroidissement, alimentation, stockage et conditionnement des atmosphères ainsi que de pilotage de l'installation (internes ou externes à la halle).

Le projet financé par le PO FEDER 2007-2013 concerne l'équipement de la plateforme METAFENSCH, soit l'acquisition des matériels correspondants et la mise en place de ces installations pilotes de recherche (y compris des aménagements spécifiques) dans le domaine de l'économie circulaire. En particulier, il concerne les éléments suivants :

- L'équipement d'un laboratoire d'analyses chimiques et de caractérisation physique des matières premières et échantillons produits par les installations pilotes
- La fourniture de la puissance électrique nécessaire à l'alimentation des installations pilotes
- Le système de refroidissement et le local technique nécessaire pour arbitrer ses composants





B / Axe B : Promouvoir le développement durable et la lutte contre l'effet de serre.

I. ETAT D'AVANCEMENT FINANCIER.

EN EUROS

MAQUETTE		PROGRAMME		PAYE	
Coût total	Participation communautaire	Coût total	Participation communautaire	Coût total⁵	Participation communautaire
175 250 000	70 100 000	361 824 273.90	63 192 661.25	357 843 815.12	56 074 396.61

1) PROGRAMMATION :

Au 4 avril 2016, 410 opérations ont été programmées au titre de l'axe B pour un montant de 63 192 661.25 euros de FEDER soit 90.15 % de la dotation financière allouée à cet axe. Le taux moyen d'intervention du FEDER est de 17.47 %, ce qui se situe très en deçà du taux d'intervention maximum inscrit à la maquette financière qui, pour mémoire, est de 40 %.

Une fiche action de cet axe, la fiche action B11 concentre, en nombre de dossiers et en montants, la majorité des demandes de financement pour cet axe.

Afin de contribuer à la réalisation d'un maximum de projets, les subventions sont accordées à un taux inférieur au taux maquette mais néanmoins suffisant pour constituer un véritable effet levier.

Le taux d'intervention peut également être limité par les taux d'aide maximum autorisés (autofinancement minimum obligatoire, réglementation en matière d'aides d'Etat).

2) PAIEMENTS :

A cette même date, déduction faite des corrections forfaitaires appliquées au programme, les dépenses présentées par le bénéficiaires à l'autorité de gestion et transmises par l'autorité de certification à la Commission européenne s'élèvent à 356 677 449.35 euros. La participation communautaire correspondante est donc de 70 100 000 euros de FEDER (montant plafonné à la dotation FEDER inscrite à la maquette financière pour l'axe).

Les remboursements effectués aux bénéficiaires s'élèvent à 56 074 396.61 euros, certains dossiers étant encore en attente de versement du solde de la subvention.

⁵ Ne tient pas compte des corrections forfaitaires appliquées au programme

II. INDICATEURS DE L'AXE B

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
B 1.1	Nombre de plans climats territoriaux	Réalisation	0	05-10	15 - 20	1	2	3	9	11	16	16	16

Commentaire : En Lorraine la mise en place des plans climats territoriaux est en augmentation constante depuis 2008. L'objectif de cet indicateur est atteint.

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
B 1.2.	Nombre d'opérations en matière d'énergies renouvelables	Réalisation	22		100 - 150	17	39	41	55	95	102	101	101

Commentaire : L'objectif 2013 est atteint.

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
B 1.3.	Nombre d'opérations concernant l'efficacité énergétique dans les bâtiments	Réalisation	0		10-15	4	13	18	31	68	112	113	112

Commentaire : Forte progression de cet indicateur en 2013, correspondant à une orientation plus forte de l'action sur le changement climatique dans ce domaine (cf. indicateur précédent). Cet indicateur est resté stable en fin de programmation.

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 /2016
B 1.4.	Quantité de CO ₂ évitée (en K Tonnes)	Impact	0	30-40	80			NECATER	NECATER	NECATER	NECATER	NECATER	NECATER

Commentaire : Cet indicateur n'est plus suivi en tant que tel. En effet, la mesure de la neutralité carbone est réalisée par l'outil NECATER de la DATAR. Pour le PO lorrain cette neutralité est atteinte globalement.

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
B 2.1.	Nombre de projets ZNIEFF de 2 ^{ème} génération validés	Résultat	80		700	0	178	253	256	777	777	777	777

Commentaire : Le nombre de projets ZNIEFF financés a fortement augmenté en 2012 et dépasse à présent la cible initiale. Il est resté en 2015 équivalent aux années antérieures.

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
B 3.1.	Nombre de projets s'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre d'un PPRI	Réalisation	0		20 - 30	0	0	0	ND	0	0	0	0
B 3.2.	Nombre de communes couvertes par un PPRI	Résultat	270	100-150	400	0	0	0	ND	304	315	403	403

Commentaire : L'indicateur B.3.1 s'est avéré non pertinent et, de ce fait, n'a pas été renseigné par les services instructeurs. Le nombre de communes couvertes par un PPRI enregistre une forte augmentation en 2014, ce qui lui permet d'atteindre les objectifs cibles.

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
B 3.3.	Sites pollués : surface foncière réhabilitée (Ha)	Résultat	0		120	0	0	2,73	ND	ND	ND	ND	ND

Commentaire : Aucun dossier n'a été programmé sur cette action.

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
B 4.1.	Développer le fret fluvial : linéaire de fibre optique pour le projet "Moselle intelligente (Km)	Réalisation	0		154	0	0	150	150	150	191	191	57

Commentaire : Des restrictions budgétaires fortes ont conduit VNF à revoir son projet et à n'envisager jusqu'à cette année 2016 que la réalisation d'une liaison très haut débit de Neuves-Maisons à Frouard, soit 57 km. En 2015, 32 km ont d'ores et déjà été réalisés. Les 25 km restants le seront de 2017 à 2020, le planning précis dépendant du conseil départemental de Meurthe-et-Moselle et de prestataires qui réalisent l'opération de pose du réseau de fibres optiques.

III. EXEMPLE DE PROJET FINANCE AU TITRE DE L'AXE

Projet : Aménagements pour l'accueil du public au domaine de Lindre

Bénéficiaire : Conseil Général de la Moselle

Coût total éligible : 620 757,70€.

Financement FEDER : 186 227,31€.

Objet :

Le domaine du Lindre, propriété du Conseil Général de la Moselle depuis 1976, est classé en zone NATURA 2000 depuis 2003.

Le projet global du Conseil départemental, élaboré d'après une étude de faisabilité EVULGO, consiste à réhabiliter l'ensemble des bâtiments dédiés à l'administration, à l'activité piscicole et à l'accueil du public, à aménager le site et les bâtiments pour la mise en œuvre de programme de sensibilisation et d'éducation à l'environnement et au développement durable, pour moderniser l'activité piscicole et pour créer une structure de recherche et développement en matière de biodiversité et d'éducation à l'environnement. L'intervention du FEDER a permis de financer l'équipement en matériel pédagogique des bâtiments accueillant du public et des aménagements extérieurs, pour un coût total de 620 757.70 € HT.

C/ Axe C : Soutenir la politique de la ville**I. ETAT D'AVANCEMENT FINANCIER.****EN EUROS**

MAQUETTE		PROGRAMME		PAYE	
Coût total	Participation communautaire	Coût total	Participation communautaire	Coût total⁶	Participation communautaire
53 333 333	24 000 000	61 426 883.23	21 508 646.59	60 841 914.27	17 705 705.30

1) PROGRAMMATION :

Au 4 avril 2016, 69 opérations ont été programmées au titre de l'axe C pour un montant de 21 508 646.59 euros de FEDER soit 89.62 % de la dotation financière allouée à cet axe. Le taux moyen d'intervention du FEDER est de 35.02 %, ce qui se situe en deçà du taux d'intervention maximum inscrit à la maquette financière qui, pour mémoire, est de 45 %.

La totalité des dossiers de demande de subvention FEDER relatifs aux opérations sélectionnées lors de l'appel à projets ont été déposés en septembre 2011. La programmation s'est achevée au premier semestre 2014.

Les opérations sélectionnées dans le cadre du second appel à projets lancé en 2012 ont été programmées en 2014.

2) PAIEMENTS :

A cette même date, déduction faite des corrections forfaitaires appliquées au programme, les dépenses présentées par le bénéficiaires à l'autorité de gestion et transmises par l'autorité de certification à la Commission européenne s'élèvent à 60 718 143.95 euros. La participation communautaire correspondante est donc de 24 000 000 euros de FEDER (montant plafonné à la dotation FEDER inscrite à la maquette financière pour l'axe).

Les remboursements effectués aux bénéficiaires s'élèvent à 17 705 705.30 euros, certains dossiers étant encore en attente de versement du solde de la subvention.

⁶ Ne tient pas compte des corrections forfaitaires appliquées au programme

II. INDICATEURS DE L'AXE C

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
C.1.1.	Nombre de projet d'aménagement réalisés (économique, urbain ou services à la population)	Réalisation	0		42	0	11	11	15	19	24	12	11

Commentaire : On observe en période de fin de programmation une diminution du nombre de projets d'aménagement réalisés. Cela résulte de la conséquence de déprogrammations intervenues au cours de la période. La différence entre la cible de l'indicateur et sa réalisation effective résulte principalement d'un problème de définition et d'une confusion avec l'indicateur C.1.2 mentionné ci-dessous.

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
C.1.2.	Nombre d'équipements publics créés	Résultat	0		7	0	4	11	14	21	23	39	40

Commentaire : On constate une augmentation continue du nombre d'équipements publics créés depuis le début de la programmation. Le nombre de réalisations, bien supérieur aux objectifs fixés, s'explique par la difficulté à distinguer les projets d'aménagement des équipements publics (voir commentaire de l'indicateur C1.1 ci-dessus).

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
C.2.1.	Nombre de projets de traitements des friches urbaines	Réalisation	15		7	0	0	0	0	0	0	0	0
C.2.2.	Surfaces foncières affectées à un nouvel usage (Ha)	Résultat	9,26		20	0	0	0	0	0	0	0	0

Commentaire : Aucun dossier n'a été programmé au titre de la mesure C2.

III. EXEMPLE DE PROJET FINANCE AU TITRE DE L'AXE

Projet : Construction d'un centre d'hébergement et de réinsertion sociale de 24 places à Sarreguemines

Bénéficiaire : Sarreguemines Confluences Habitat

Coût total éligible : 1 874 009,36 €.

Subvention FEDER : 606 991,63 €.

Objet :

Le Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (C. H. R. S.) situé à Sarreguemines s'inscrit dans une logique d'accueil, d'écoute, d'hébergement et d'accompagnement social en vue d'insertion ou de réinsertion d'un public en difficultés. Les problématiques des personnes hébergées sont diverses : carences affectives, toxicomanie, endettement, problèmes de santé mentale, perte d'emploi, violences familiales et conjugales, expulsions locatives, public issu de la demande d'asile etc. Les possibilités d'insertion professionnelle restent difficiles à concrétiser surtout pour les publics jeunes, éloignés de l'emploi par manque de qualification, inexpérience, voire certaines habitudes de vie en décalage avec les exigences du monde du travail.

Le C.H.R.S. de Sarreguemines offre une capacité d'accueil de 79 places : 55 places d'accueil en insertion pour tout public et 24 places d'accueil en urgence, destinées à l'accueil d'hommes et femmes seul(e)s ou avec enfant(s).

Il convient de préciser que le C.H.R.S. de Sarreguemines est le seul établissement habilité de l'Est mosellan à accueillir tout type de public.

Les missions auprès des personnes en difficultés consistent en :

- l'accueil, l'orientation, la participation active à la veille sociale,
- l'hébergement,
- l'insertion par l'accompagnement social.

Cet accompagnement social est adapté individuellement à chaque situation. Il se caractérise notamment par l'aide à l'ouverture des droits, l'insertion professionnelle, la recherche de logement, la santé, le soutien dans la vie quotidienne, l'aide à la gestion administrative et budgétaire, l'accès aux loisirs et à la culture, le lien social.

L'accueil d'urgence consiste essentiellement en une mise à l'abri de courte durée. La durée de prise en charge peut être de 2 mois, renouvelable si besoin.

L'objectif principal est d'amener les personnes à trouver ou retrouver une situation socio-économique stable et pérenne. Ce retour vers l'autonomie va passer par différentes étapes en fonction de l'analyse de la situation. Pour cela, chaque usager est accompagné dans l'élaboration de son projet individuel par un travailleur social référent, tout au long de son parcours.

D/ Axe D : Soutenir des enjeux majeurs pour le développement de la Lorraine.**I. ETAT D'AVANCEMENT FINANCIER.****EN EUROS**

MAQUETTE		PROGRAMME		PAYE	
Coût total	Participation communautaire	Coût total	Participation communautaire	Coût total⁷	Participation communautaire
122 971 096	55 996 415	224 599 410.30	50 817 881.13	224 159 516.96	48 285 594.33

1) PROGRAMMATION :

Au 4 avril 2016, 185 opérations ont été programmées au titre de l'axe D pour un montant de 50 817 881.13 euros de FEDER soit 90.75 % de la dotation financière allouée à cet axe. Le taux moyen d'intervention du FEDER est de 22.63 %, ce qui se situe en deçà du taux maximum d'intervention inscrit à la maquette financière qui, pour mémoire, est de 45.54 %.

Le service gestionnaire a en effet décidé de baisser les taux d'intervention, afin de pouvoir satisfaire un plus grand nombre de demandes. Les fonds européens attribués conservent toutefois un réel effet levier.

2) PAIEMENTS :

A cette même date, déduction faite des corrections forfaitaires appliquées au programme, les dépenses présentées par le bénéficiaires à l'autorité de gestion et transmises par l'autorité de certification à la Commission européenne s'élèvent à 223 642 080.07 euros. La participation communautaire correspondante est donc de 55 996 415 euros de FEDER (montant plafonné à la dotation FEDER inscrite à la maquette financière pour l'axe). Les remboursements effectués aux bénéficiaires s'élèvent à 48 285 594.33 euros, certains dossiers étant encore en attente de versement du solde de la subvention.

⁷ Ne tient pas compte des corrections forfaitaires appliquées au programme

II INDICATEURS DE L'AXE D

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
D 1.1.	Linéaire total de cours d'eau restaurés	Résultat	210		450	15	15	15	17	17	17	9	9

Commentaire : Cet indicateur est en baisse sur la phase de fin de programmation. Il résulte de la conséquence de nombreuses déprogrammations.

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
D 1.2.	Nombre de cours d'eau restaurés	Résultat	6		15	2	2	2	3	3	9	10	10

Commentaire : Cet indicateur reste stable, mais les objectifs ne sont pas atteints.

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
D 1.3.	Surfaces de friches industrielles traitées (Ha)	Résultat	284	80-120	300	0	0	34,5	ND	ND	ND	ND	ND

Commentaire : Indicateur non disponible.

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
D 2.1.	Nombre de pôles d'échanges aménagés autour des gares	Résultat	0		10	0	0	3	10	10	11	11	11

Commentaire : L'objectif initial a été atteint.

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
D 2.2.	Nombre d'équipements publics créés	Résultat	0		05-10	4	17	23	29	35	46	46	45

Commentaire : Nombreux dossiers de création de services publics en relation avec l'arrivée du TGV. L'indicateur est en progression constante depuis 2008 et s'est stabilisé en fin de programmation.

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
D 3.1.	Existence d'une équipe d'animation	Réalisation	0		1	1	1	1	1	1	1	1	1

Commentaire : Une équipe d'animation fonctionne dans le cadre du G.E.C.T. de l'agglomération transfrontalière.

III. EXEMPLE DE PROJET FINANCE AU TITRE DE L'AXE

Projet : Aménagement de la salle d'expositions temporaires (dite "salle noire")

Bénéficiaire : Syndicat Mixte du Musée de la Mine

Coût total éligible : 154 024,92 €

Financement FEDER : 69 311,21 €

Objet :

Les travaux programmés consistent à réaliser l'isolation et le chauffage de la salle d'exposition temporaire, et mettre en place une sorte de préau permettant d'accéder, de cette salle, et par l'extérieur, à la cafétéria du musée.

Cette salle pourra être utilisée toute l'année, que ce soit pour des expositions temporaires ou de l'évènementiel.

Plus concrètement, la nature des travaux envisagés consiste à :

- Remplacer les fenêtres extérieures vétustes (d'origine) afin de garantir une meilleure isolation (23 châssis)
- Réaliser un faux-plafond acoustique de 200 m²
- Alimenter la salle en chauffage (réseau de soufflage) et ventilation. Pour ce poste, il est également nécessaire de créer une dalle sur toiture visant à accueillir la centrale d'air
- Alimenter la centrale d'air en électricité (nécessite la pose d'une armoire spécifique)
- Installer une toiture de Sas pour permettre l'accès hors intempéries à la cafétéria avec un éclairage extérieur.

E/ Axe E : Programme interrégional Massif des Vosges.**I. ETAT D'AVANCEMENT FINANCIER.****EN EUROS**

MAQUETTE		PROGRAMME		PAYE	
Coût total	Participation communautaire	Coût total	Participation communautaire	Coût total⁸	Participation communautaire
28 230 000	10 870 000	67 180 452.16	10 464 195.14	64 465 812.97	9 283 880.33

1) PROGRAMMATION :

Au 4 avril 2016, 110 opérations ont été programmées au titre de l'axe E pour un montant de 10 464 195.14 euros de FEDER soit 96.27 % de la dotation financière allouée à cet axe. Le taux moyen d'intervention du FEDER est de 15.58 %, ce qui se situe en deçà du taux maximum d'intervention inscrit à la maquette financière qui, pour mémoire, est de 38.51%.

Ce faible taux d'intervention est dû au grand nombre d'acteurs intervenant dans le financement des projets du Massif des Vosges (cf convention interrégionale).

2) PAIEMENTS :

A cette même date, déduction faite des corrections forfaitaires appliquées au programme, les dépenses présentées par le bénéficiaires à l'autorité de gestion et transmises par l'autorité de certification à la Commission européenne s'élèvent à 64 390 745.19 euros. La participation communautaire correspondante est donc de 10 870 000 euros de FEDER (montant plafonné à la dotation FEDER inscrite à la maquette financière pour l'axe). Les remboursements effectués aux bénéficiaires s'élèvent à 9 283 880.33 euros, certains dossiers étant encore en attente de versement du solde de la subvention.

⁸ Ne tient pas compte des corrections forfaitaires appliquées au programme

II INDICATEURS DE L'AXE E

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
E 1.1.	Évolution du nombre de nuitées (plein air)	Résultat	478 809		+ 1 à 5 % / an	401 271	415 639	466 154	436 569	ND	ND	ND	ND	ND
	Évolution du nombre de nuitées (hôtels)	Résultat	609 789		+ 1 à 5 % / an	603 474	601 533	629 240	615 880	ND	ND	ND	ND	ND

Intitulé	Type	Cible 2013	2007 / 2008	2008 / 2009	2009 / 2010	2007 / 2010 (moyenne annuelle)	2010 / 2011	2011 / 2012	2012 / 2013	2013 / 2014	2014 / 2015	2015 / 2016
Évolution du nombre de nuitées (plein air)	Résultat	+ 1 à 5 %/an	+ 3,58 %	+ 12,15 %	+ 2,93 %	+ 6,22 %	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Évolution du nombre de nuitées (hôtels)	Résultat	+ 1 à 5 %/an	- 0,32 %	+ 4,61 %	+ 0,69 %	+ 1,66 %	ND	ND	ND	ND	ND	ND

Commentaire : Les évolutions sur 3 ans respectent les objectifs fixés, notamment pour le plein air. Les nuitées en hôtels montrent une progression plus irrégulière, notamment en 2010. Aucune donnée disponible depuis l'année 2011.

III. EXEMPLE DE PROJET FINANCE AU TITRE DE L'AXE

Projet : Réseau de gîtes en montagne - Restructuration et extension du Cercle Saint-Thiébaud à Thann

Bénéficiaire : Commune de Thann

Coût total éligible : 323 822,54 €

Financement FEDER : 41 351,99€

Objet :

Les vallées du Sud Alsace, bordées par les sommets les plus élevés du massif vosgien, comptent parmi les plus beaux et plus attractifs paysages de montagne (cascades, lacs de montagne, route des crêtes, patrimoine historique et naturel...).

Ce territoire dispose de nombreux refuges, fermes auberges ainsi que d'un vaste réseau de sentiers, qui ne sont pas tous accessibles en voiture.

En effet, le massif du Rossberg, qui se trouve entre la vallée de la Thur et de la Doller est le seul massif des Vosges inaccessible aux véhicules.

Thur Doller est par conséquent un territoire particulièrement propice à la randonnée que ce soit la randonnée pédestre, à VTT ou même à cheval.

Cependant, les visiteurs peinent souvent à trouver des hébergements de qualité, adaptés à ces usages.

Partant de ce constat, le Syndicat Mixte du Pays Thur Doller s'est donné pour objectif ces prochaines années de donner une nouvelle impulsion à la randonnée, par le développement d'une pratique plus commerciale de randonnée de montagne en proposant un réseau cohérent de gîtes d'étapes avec un hébergement de qualité, des prestations collectives, le tout inscrit dans une charte de qualité.

Ce projet rentre dans la stratégie de développement touristique que le Syndicat Mixte a validé en 2006 pour devenir « une destination alsacienne de séjours actifs et de découvertes toute l'année, aux sommets des Vosges ».

L'objectif est de faire du Pays Thur Doller une destination de séjour, des « vallées vertes de vacances », où l'on passe plusieurs jours, en hiver ou en été pour des activités sportives et de loisirs variées dans un cadre agréable de moyenne montagne vosgienne.

Le Syndicat Mixte du Pays Thur Doller souhaite, avec ses partenaires, se positionner, pour répondre à la demande d'un public non expérimenté, amateur, et souhaitant découvrir à la fois la randonnée et le territoire par l'itinérance en moyenne montagne.

Cette stratégie est déclinée dans les axes suivants :

- Projet structurant du territoire et cohérent à l'échelle du massif ;
- Sauvegarde d'un patrimoine architectural de montagne ;
- Création d'un produit éco-touristique axé sur les déplacements doux et sur la mise en valeur du territoire et de son milieu naturel ;
- Structuration de l'offre de randonnée : réorganiser l'offre de randonnée sur sa notoriété, ses produits accompagnés et son accessibilité ;
- Promotion des itinéraires : donner une visibilité claire aux itinéraires définis par une promotion adaptée ;
- Développement et modernisation des hébergements : animer un réseau de prestataires afin de mieux faire correspondre les produits par rapport aux attentes des clientèles et aussi de permettre des travaux de restructuration aux hébergeurs qui le souhaitent ;
- Professionnalisation des acteurs : animer des groupes d'acteurs du territoire et extérieurs au territoire afin de mieux faire connaître la réalité du produit et créer une dynamique touristique ;
- Mettre en évidence les fortes potentialités de développement de la randonnée itinérante, qui reste un produit d'appel majeur pour le massif vosgien.

L'intervention du FEDER a permis de financer 7 projets à maîtrise d'ouvrage publique.

F/ Axe F : Assistance technique.**I. ETAT D'AVANCEMENT FINANCIER.****EN EUROS**

MAQUETTE		PROGRAMME		PAYE	
Coût total	Participation communautaire	Coût total	Participation communautaire	Coût total⁹	Participation communautaire
23 380 000	11 690 000	13 925 658.15	5 010 985.92	13 925 658.15	4 778 964.33

1) PROGRAMMATION :

Au 4 avril 2016, l'axe F été programmées à hauteur de 5 010 985.92 euros de FEDER soit 42.87 % de la dotation financière allouée à cet axe.

Le taux moyen d'intervention du FEDER est de 35.98 %, ce qui se situe en deçà du taux maximum d'intervention inscrit à la maquette financière qui, pour mémoire, est de 50 %.

Les dépenses afférentes à cette programmation concernent pour la majorité des dépenses de salaires et surtout de communication du programme sur laquelle un fort accent a été mis en début de période

2) PAIEMENTS :

A cette même date, déduction faite des corrections forfaitaires appliquées au programme, les dépenses d'assistance technique transmises par l'autorité de certification à la Commission européenne s'élèvent à 13 910 982.74 euros. La participation communautaire correspondante est donc de 6 955 491.37 euros de FEDER.

⁹ Ne tient pas compte des corrections forfaitaires appliquées au programme

II INDICATEURS DE L'AXE F

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
F 1.1.	Nombre de réunions d'information	Réalisation	0	20	50	58	128	217	281	299	314	314	314

Commentaire : Le nombre de réunions d'information au profit des porteurs de projet a progressé de façon constante tout au cours de la période de programmation. Il s'agit pour l'essentiel de rencontres de porteurs individuels.

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
F 1.2.	Nombre d'agents formés / nombre d'agents concernés par les formations relatives aux fonds européens	Résultat	100%		100%	50%	80%	80%	80%	90%	100%	100%	100%

Commentaire : Valeur conforme à l'objectif.

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
F 2.1.	Nombre de campagnes de communication	Réalisation	6	100+	200 *	70	116	117	122	124	124	124	124

Commentaire : Valeur conforme à l'objectif.

	Intitulé	Type	Référence	Cible 2010	Cible 2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015/2016
F.2.2.	Nombre d'appels à projets organisés	Résultat	6		02 - 10	1	3	4	4	5	5	5	5

Commentaire : Les cibles de l'indicateur ont été modifiées puisqu'elles prennent en compte l'ensemble des parutions d'information, à savoir, la presse écrite (Est Républicain, Républicain lorrain, La semaine, Journal des entreprises) et la télévision (FR3 et RTL 9). Anciennes valeurs : Cible 2010 : 3, cible 2013 : 7.

2/ Problèmes importants rencontrés et mesures prises pour y faire face.

A l'usage, un certain nombre d'indicateurs se sont révélés non pertinents, et trop éloignés des enjeux réels des projets. L'absence de méthodologie retenue à l'époque pour déterminer les cibles explique en grande partie les nombreux écarts avec les réalisations.

De plus, l'ambiguïté du libellé de certains indicateurs a engendré des confusions chez les porteurs de projet, qui n'ont pas toujours mesuré l'importance de fournir des données fiables à l'appui de leur demande de concours FEDER. Les instructeurs, quant à eux, n'avaient pas toujours la possibilité de vérifier la pertinence des chiffres fournis, du fait du caractère très technique de certains dossiers.

Enfin, le nombre important des indicateurs n'a pas contribué à leur appropriation par les acteurs concernés.

PARTIE 4 : Dispositions prises par l'Autorité de gestion et le comité de suivi pour assurer la qualité et l'efficacité de la mise en œuvre du programme

1/ Initiatives prises par l'Autorité de gestion et sujets abordés par les comités.

A/ Les initiatives prises par l'Autorité de gestion.

Tout au long de la période de réalisation du programme, l'Autorité de gestion a axé ses efforts sur l'animation du programme avec les actions suivantes :

- réunions d'information et de suivi des dossiers auprès des bénéficiaires du programme ;
- Organisation de séminaires et réunions d'information à destination des porteurs de projets
- Réalisation de campagnes de communication (interventions media, affiches etc)
- association du partenariat régional à la mise en œuvre du programme lors des comités de suivi
- Formation continue des services instructeurs

B/ Les comités de suivi.

Les comités de suivi ont permis d'associer le partenariat régional aux grandes orientations du programme et à ses réalisations.

A cet égard, les membres du comité de suivi ont notamment validé des modifications du programme, comme l'introduction d'une nouvelle mesure sur le soutien à l'efficacité énergétique dans les logements sociaux, dite mesure B14, ou l'introduction de nouvelles actions et la modification de la maquette financière, lors de la révision à mi-parcours fin 2010.

Lors des comités de suivi ont également été approuvées des dispositions du document de mise en œuvre visant à modifier les taux d'intervention de certaines actions, ou à élargir les conditions d'éligibilité. On peut notamment citer la réévaluation du taux d'intervention à 20% pour les infrastructures de recherche, laquelle a permis de finaliser le grand projet « Institut Jean Lamour ».

Les comités de suivi étaient, en règle générale, suivis d'une réunion technique par fonds (FEDER, FSE et FEADER).

Des consultations écrites ont été organisées ponctuellement, notamment pour la validation des rapports annuels d'exécution.

C/ Les comités de programmation

Le comité technique régional de programmation émet, avant programmation par l'autorité de gestion ou les organismes intermédiaires bénéficiaires de subvention globale, un avis sur les projets présentés et assure le suivi du programme dans un souci de transparence, de partenariat et de coordination des fonds. Il procède à l'examen et à la sélection des dossiers en vue de leur programmation. Il rend ses avis selon la règle du consensus. Les décisions de programmation et d'attribution des subventions sont prises par le Préfet de région, autorité de gestion du programme.

Toutefois, afin d'assurer le bon fonctionnement de ce comité et conformément à la circulaire du Premier ministre n° 5210/SG du 13 avril 2007 relative au dispositif de gestion des programmes cofinancés par le FEDER, le FSE, le FEP et le FEADER pour la période 2007-2013, il est mis en place des formations réduites adaptées à chaque fonds, celles-ci assurent la programmation des projets.

Les formations réduites prennent la forme de 3 sous-comités :

- **un sous-comité FEDER**
- **un sous-comité FEADER**
- **un sous-comité FSE**

En ce qui concerne les dossiers relevant de la subvention globale du Conseil Régional de Lorraine, la programmation de l'aide régionale et de l'aide communautaire est rendue effective par le vote de la Commission permanente ou de l'assemblée régionale réunie en séance plénière.

Le comité technique régional de programmation (sous-comité FEDER) rend son avis sur tous les dossiers pour lesquels il a été saisi.

Son avis n'est que consultatif.

Le comité technique régional de programmation (sous-comité FEDER) est informé des dossiers programmés par le Conseil Régional.

Compte-tenu de la réorganisation des services de l'Autorité de gestion dans le cadre du transfert des fonds européens au conseil régional, et de la fin progressive de la programmation, les membres du sous-comité FEDER ont été amenés à être consultés sous forme écrite en 2015 et en 2016.

Les comités de programmation relatifs à la subvention globale sont présentés en **partie 5** du présent rapport.

2/ Action de suivi et d'évaluation.

A/ Les principes de bonne gestion

Afin de garantir une utilisation optimale des crédits européens, l'Autorité de gestion a mis en œuvre des actions suivant les principes suivants :

- optimiser l'efficacité économique de l'intervention des crédits communautaires
- assurer la programmation et la consommation régulière des crédits européens afin d'éviter des réductions d'enveloppe par la règle du « dégagement d'office »
- maintenir et renforcer la rigueur de la gestion en vue d'éviter des corrections financières

Les principes de bonne gestion mis en œuvre depuis le début de la période de programmation étaient les suivants :

- information
- animation et aide au montage des projets
- délais d'instruction raisonnables,
- programmation régulière de dossiers complets dont la réalisation peut intervenir dans un délai bref,
- surveillance, en continu, des équilibres entre les différents types de financement prévus à la maquette et du versement effectif des cofinancements,
- fluidité des remontées de dépenses, des opérations de contrôle de service fait et des tâches relatives à la certification des dépenses afin d'accélérer leurs déclarations à la Commission européenne,
- solde régulier des opérations afin de récupérer les crédits non utilisés en vue de leur reprogrammation,
- qualité et conduite régulière des contrôles des opérations,
- mise en œuvre rapide des suites financières et systémiques,
- modifications sans tarder des programmes opérationnels si elles s'avèrent nécessaires pour améliorer la consommation et la qualité des fonds.

Ainsi pour assurer la traçabilité de la piste d'audit, l'ensemble des pièces de procédure (en particulier demande du porteur de projet, rapport d'instruction, avis du comité de programmation, acte attributif des concours publics, certificat de contrôle de service fait) et des pièces comptables et justificatives des dépenses relatives à chaque opération est regroupé dans un dossier unique détenu par l'Autorité de gestion ou le délégataire de la gestion.

L'Autorité de gestion a veillé également à la mise en œuvre rigoureuse des recommandations régulièrement émises par l'autorité d'audit (CICC) par les différents services instructeurs et gestionnaire de subvention globale.

Des visites sur place ont permis de s'assurer du respect des obligations de publicité, du caractère fonctionnel des opérations et ont permis des échanges fructueux avec les bénéficiaires visant à finaliser au mieux leurs projets. Le nombre et la nature de ces visites étaient fixés sur la base d'un échantillonnage et/ou d'un seuil d'intervention FEDER.

B/ Les actions de contrôle (ANNEXE 1)

Les exigences des règlements communautaires en matière de contrôle doivent être partagées et appliquées par tous les services, partenaires ou organismes concernés par la gestion des fonds structurels européens. Le respect strict des nouvelles obligations communautaires conditionne la crédibilité des autorités françaises et permet d'éviter des versements au budget de l'Union européenne, dont l'éventualité a été accrue par l'institution de corrections financières forfaitaires ou extrapolées.

L'objectif des contrôles est de contribuer, avec les systèmes de gestion, à donner une « assurance suffisante » que les demandes de concours communautaires correspondent à des dépenses « exactes », « régulières » et « éligibles » (article 58 du règlement CE 1083/2006).

Le système repose sur :

- le contrôle du service fait ou contrôle de 1^{er} niveau
- les contrôles des opérations,
- les contrôles qualité gestion relevant de la fonction de l'autorité de gestion et des gestionnaires de subvention globale,
- les contrôles qualité certification relevant de la fonction autorité de certification,
- l'examen du système de gestion et de contrôle par l'Autorité d'audit (Commission interministérielle de Coordination des Contrôles),
- les contrôles effectués par les instances communautaires (Cour des Comptes Européennes, Commission européenne...).

La règle de la séparation des fonctions a conduit à confier les contrôles des opérations, les vérifications effectuées par l'Autorité de certification et les audits de système à des personnes différentes de celles qui sont intervenues dans la gestion.

C/ Les actions d'évaluation

Le plan d'évaluation commun au PO FEDER 2007-2013 et au Contrat de projets Etat-Région (CPER) a été validé par le comité de suivi du PO le 15 janvier 2009, puis par le comité régional de programmation, de suivi et d'évaluation du CPER, le 10 juillet 2009.

L'Instance technique d'évaluation commune au PO et au CPER a programmé les actions suivantes :

- 2010-2011 : participation de la Lorraine à l'évaluation nationale sur l'enseignement supérieur et la recherche
- 2010-2011 : évaluation de la communication liée au programme (évaluation interne)
- 2010-2011 : évaluation de la lutte contre le changement climatique
- 2011-2012 : évaluation relative aux Pôles de recherche scientifiques et technologiques (PRST)
- 2012-2013 : évaluation de la politique de l'après-mines
- 2013-2014 : évaluation ex-ante et évaluation stratégique environnementale pour le PO FEDER/FSE 2014-2020 et pour l'axe consacré au Massif des Vosges

Ces évaluations ont été menées conjointement par l'autorité de gestion et le conseil régional, avec l'appui des services techniques compétents.

En parallèle, la cellule évaluation a assuré un suivi en continu de l'avancement du programme sur la base des indicateurs prévus.

PARTIE 5 : Grands projets

Un grand projet, au sens de l'article 39 du règlement 1083-2006, a été mis en œuvre en Lorraine durant la période de programmation 2007-2013.

Il s'agit du grand projet « Institut Jean Lamour », qui se décompose en deux volets : la construction de l'institut et l'acquisition d'un équipement scientifique pour le dépôt et l'analyse sous ultravide de nanomatériaux, dit « tube »..

Ce projet de grande envergure pour la région Lorraine a été préalablement notifié à la Commission Européenne pour consolidation juridique.

La contribution financière du Fonds européen de développement régional (FEDER) au grand projet « Construction du nouveau bâtiment de l'Institut Jean Lamour à Nancy, » d'un montant de 28 188 564 EUR, a été approuvée par la Commission Européenne dans sa décision du 06 mars 2013. (CCI 2012FR162PR003). Une modification de cette décision, destinée à prendre en compte l'Université de Lorraine comme nouveau bénéficiaire, a été validée par la Commission Européenne le 30 novembre 2015.

Le premier volet a fait l'objet d'une programmation au Comité de programmation (CTP) du 11 décembre 2012.

Le montant de la subvention communautaire s'élève à 20 124 255,10 EUR pour une assiette éligible de l'opération de 61 920 785,10 EUR HT.

S'agissant du 2^{ème} volet, le financement de la première tranche du programme d'équipements scientifiques a été programmé lors du CTP du 10 décembre 2013 ; le montant de subvention s'élève à 1 310 000,00 € pour un coût total éligible de 4 034 000,00 €. La 2^{ème} tranche d'équipements scientifiques a fait l'objet de deux dossiers FEDER : le premier a été programmé le 17 juin 2014, avec un montant FEDER programmé de 3 181 000 €, sur une assiette éligible de 9 788 000 €. Un autre dossier concernant plus particulièrement les travaux d'interface bâtiment/équipements de recherche a quant à lui été programmé en octobre 2015 pour un montant de subvention de 692 092 € et un coût total éligible de 2 129 515 €.

Au final, le coût total du grand projet est de 77 872 300 €, et l'enveloppe FEDER allouée de 25 307 347 €.

Depuis la pose de la première pierre, qui a eu lieu le 15 mars 2012 en présence du Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, le bâtiment a été réceptionné et une deuxième tranche de travaux d'interface a débuté début septembre 2016. Elle devrait s'achever fin juillet 2017.

Le projet comporte 3 dimensions :

- Projet de construction dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par la Région Lorraine ;
- Programme d'équipements porté par le CNRS et l'Université de Lorraine ;
- Dimension valorisation et innovation en cours de définition et dont les actions seront gérées par l'IJL (Université de Lorraine+CNRS) à travers le CC-VIT (Centre de Compétences Valorisation, Innovation et Transfert).

Présentation du projet :

Le projet concerne la structuration d'un laboratoire de recherche dénommé « Institut Jean Lamour », regroupant 5 unités mixtes de recherche (UMR) préalablement existantes.

L'institut Jean Lamour (IJL) a fusionné 5 UMR au 1^{er} janvier 2009, et une 6^{ème} a rejoint l'IJL en janvier 2013. C'est aujourd'hui une nouvelle UMR qui associe l'Université de Lorraine au CNRS. Forte de : 550 membres environ, dont 170 chercheurs et enseignants-chercheurs, cette UMR est organisée autour de quatre départements scientifiques (Physique de la Matière et des Matériaux, Chimie et Physique des Solides et des Surfaces, Science et Ingénierie des Matériaux, Métallurgie, Nanomatériaux, Electronique et Vivant).

Cet institut, actuellement éclaté sur plusieurs sites, est installé dans un nouvel immeuble sur le campus ARTEM à Nancy.

Le programme de l'institut est assez complexe et précis puisqu'il a fallu prendre en considération les différentes spécificités de chacun des laboratoires, de chacune de zones de recherche aussi bien en termes de hauteurs libre des sous dalles, de luminosité, de sensibilité des vibrations que des contraintes liées aux bruits.

Les finalités scientifiques sur le long terme se traduisent par les 6 priorités définies par le laboratoire pour la période 2013-2017 :

- Plasmas chauds et froids - Fusion Thermonucléaire
- Matériaux artificiels nanostructurés
- Interfaces avancées pour l'énergie
- Métallurgie
- Théorie, Modélisations et Simulations
- Matériaux et vivant

Les compétences techniques de l'institut, portées par les centres de compétences (CC) couvrent une vaste gamme de méthodes et techniques allant de la diffraction des rayons X, des microscopies et sondes électroniques, de la calorimétrie, aux ateliers de conception et de fabrication mécanique, électronique et automatique d'une part, aux salles blanches destinées aux micro- et nanodispositifs d'autre part.

Une place éminente sera réservée au sein du Centre de Compétence-Valorisation-Innovation-Transfert à l'accueil d'équipes de chercheurs industriels et de membres d'autres communautés universitaires pour développer en commun des projets d'intérêt industriel ou sociétal, accélérant ainsi notablement le cycle qui va de la découverte de base au produit commercial.

Les industries concernées sont souvent des grands groupes internationaux, dont certains sont implantés en Lorraine (Saint Gobain, Arcelor-Mittal) ou irriguent la sous-traitance lorraine (automobile, aéronautique, transport ferroviaire, etc.).

Au total, l'institut réalise 13% de son chiffre d'affaires annuel avec ces groupes et leurs sous-traitants, dans le cadre de collaborations de recherche directes comme dans celui de projets européens ou nationaux.

Ainsi, les secteurs dans lesquels l'institut affiche ses capacités les plus marquées sont les sciences et l'ingénierie des surfaces, les nanomatériaux innovants, la métallurgie, la physique des plasmas et les matériaux pour la santé.

Enfin, l'ensemble de la recherche de l'IJL est coordonné avec l'enseignement que dispensent ses enseignants-chercheurs via, d'une part un grand nombre de doctorants et stagiaires présents dans ses murs et, d'autre part, une implication de premier rang dans les formations des écoles d'ingénieurs et des facultés des universités lorraines.

L'attractivité du nouvel institut permettra de contribuer à relancer l'intérêt des jeunes pour les sciences en Lorraine et à Nancy.

Calendrier :

- Fin de la phase de construction et réception du bâtiment : août 2015
 - Installation du tube : 2015
 - Finalisation des travaux d'interface bâtiment – équipement de recherche : novembre 2015
- NB : la phase 2 des travaux d'interface est quant à elle cofinancée par le PO FEDER-FSE 2014-2020 et doit s'achever en juillet 2017.*

Vue aérienne du bâtiment



Entrée du bâtiment



Equipement « tube »



Partie 6 Liste des projets non opérationnels

Néant

PARTIE 7 : Subvention globale

Le Conseil Régional de Lorraine a bénéficié d'une délégation de gestion partielle du PO FEDER 2007-2013 sous forme d'une subvention globale par le biais d'une convention signée au mois de mars 2008. Cette convention prévoyait la délégation de gestion de 10 actions pour un montant total de 92,99 M€ FEDER :

Action A-32 : Intégrer la recherche publique au développement régional.

Action A-42 : Soutien aux dispositifs d'ingénierie financière pour la création, le développement et la transmission des PME-PMI.

Action A-43 : Soutenir les investissements matériels et immatériels des PME-PMI.

Action A-44 : Favoriser la création-transmission-reprise d'entreprises.

Action B-11 : Efficacité énergétique et énergies renouvelables

Action D-12 : Poursuivre le traitement des zones urbanisées de l'Après-Mines et des anciennes vallées textiles des Vosges.

Action D-13 : Poursuivre la résorption des contraintes liées à l'arrêt de l'activité minière, sidérurgique et textile.

Action D-21 : Faciliter l'accès au TGV (études et travaux spécifiques d'accessibilité).

Action D-22 : Développement d'un tourisme durable : promouvoir la Lorraine dans un but touristique et culturel.

Action D-23 : Développer les services à la personne.

Il était en outre prévu que OSEO-Innovation bénéficie également d'une subvention globale pour la gestion de l'action A-33 « Amener les industries régionales majeures vers l'innovation et accompagner les PME qui innovent » mais, suite au désistement de l'établissement public, la gestion de cette action a été confiée au Conseil régional.

Ainsi, à la fin de l'année 2008, le périmètre de la subvention globale portait sur 11 actions pour un montant total de 102,99 M€.

Si ce périmètre est resté inchangé jusqu'à la fin de la programmation, la dotation totale, en revanche, a évolué au gré des différentes modifications apportées au programme pour être finalement portée, depuis 2013, à 104,99 M€.

Conformément à l'article 7.1 de la convention relative à la désignation du Conseil Régional de Lorraine en qualité d'organisme intermédiaire gestionnaire de subventions globales pour la mise en œuvre du PO FEDER 2007-2013, il doit être transmis à l'Autorité de gestion, avant le 30 avril de chaque année, un rapport annuel d'exécution relatif à chacune des années de réalisation concernées par la subvention globale, selon le contenu type fixé à l'article 67 (CE) n° 1083/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 et au règlement d'application (CE) n°1828/2006 de la Commission du 8 décembre 2006.

Le rapport complet sur l'état d'avancement de la mise en œuvre stratégique, physique et financière des dispositifs de la subvention globale est mis en annexe du présent rapport. (ANNEXE 2)

L'organisme intermédiaire présente le contenu de son rapport annuel au comité de suivi.

L'organisme intermédiaire précise également, pour l'année écoulée, les faits marquants de la gestion de la subvention globale, les difficultés rencontrées et les mesures prises pour y remédier, les résultats quantitatifs et qualitatifs des contrôles qu'il a opérés, ainsi que les suites apportées à ces contrôles et aux audits externes.

PARTIE 8 : Assistance technique

Les dépenses liées à la mise en œuvre, du programme Objectif Compétitivité Régionale et Emploi PO FEDER 2007-2013 font l'objet d'un axe spécifique du PO, l'axe F - assistance technique, décliné en 2 mesures consacrées respectivement au fonctionnement et aux actions de communication.

Les crédits d'assistance technique ont vocation à financer le pilotage du programme, son évaluation ainsi que les actions de communications menées par l'autorité de gestion tout au long de la période de programmation.

Les dépenses financées par l'assistance technique concernent :

- les dépenses liées à la préparation, la gestion, la sélection, l'appréciation, le suivi, l'évaluation interne, le contrôle et l'animation du programme
- les dépenses exposées pour les réunions des comités et sous-comités de suivi et de programmation concernant la mise en œuvre. Ces dépenses peuvent aussi comporter les coûts liés aux interventions d'experts et d'autres participants à ces comités, y compris de participants provenant de pays tiers, si le président de ces comités juge leur présence essentielle à la mise en œuvre effective de l'aide
- les dépenses liées aux audits
- les dépenses liées aux rémunérations et aux frais de déplacements, y compris les contributions de sécurité sociale, pour les personnels employés temporairement pour l'exécution des tâches visées aux 3 tirets ci-dessus ; la période de détachement ou d'emploi ne dépasse pas la durée de réalisation de la mesure d'assistance technique.
- la formation des agents impliqués dans le processus d'instruction, d'évaluation, de contrôle et d'animation
- les dépenses d'animation et de communication (autres que celles financées dans le cadre du programme national), afin d'assurer le respect des règles de communication approuvées au sein du règlement d'application, telles que : les parutions dans la presse, les campagnes de communication télévisuelles, radiophoniques ou via d'autres supports, l'édition de plaquettes et documents ou supports d'information sur le programme, appels à projets, l'organisation de réunions d'information et de séminaires, toute action de communication plus généraliste visant au renforcement de la notoriété de la politique régionale.

La mission d'audit menée par la CICC en 2011 a conclu à l'irrégularité de nombreuses dépenses d'assistance techniques, celles-ci ayant été engagées sans respect préalable des règles de la commande publique. De manière prudentielle, l'ensemble des dépenses alors présentées à la Commission européenne ont été retirées des appels de fonds, afin de ne réintroduire *in fine* que les dépenses engagées dans le respect des règles de mise en concurrence.

Par conséquent, il en résulte un faible taux de consommation de l'enveloppe allouée à l'assistance technique, l'Etat membre ayant pris à sa charge les dépenses pour lesquelles le caractère irrégulier a été confirmé.

Ainsi, sur une dotation initiale de 11 690 000 € de FEDER, seulement 5 010 985,92 € ont été mobilisés.

A ces dépenses supportées par les crédits d'assistance techniques, s'ajoutent des contreparties publiques nationales, constituées essentiellement de dépenses de personnel, pour un montant de 8 914 672.23 euros.

Au total, hors corrections forfaitaires appliquées au programme, les dépenses certifiées au titre de l'assistance technique (FEDER + contreparties nationales) s'élèvent à 13 925 658.15 et se répartissent comme suit :

Dépenses de personnel	12 873 795,27
Fonctionnement général	225 357,54
Locaux	347 259,65
Véhicules	56 426,16
Evaluation / études	138 342,13
Formation	11 232,80
Communication / séminaires et réunions	273 244,60

La plupart des dépenses irrégulières dénoncées par la CICC en 2011 concernaient des dépenses de communication, d'où le faible montant de crédits FEDER affecté sur ce poste de dépenses.

Pour autant, de nombreuses actions de communication ont été menées tout au long du programme par l'autorité de gestion, mais celle-ci se retrouvent finalement supportées par l'Etat membre compte tenu de leur caractère irrégulier.

PARTIE 9 : EVALUATION DES ACTIONS DE COMMUNICATION ET DE PUBLICITE

Afin de mettre en œuvre de manière structurée des actions de communication et de publicité à destination du grand public et des bénéficiaires des fonds, le PO FEDER 2007-2013 est doté d'un plan de communication conforme aux exigences réglementaires. Celui-ci a été approuvé, indépendamment du PO, le 23 juin 2008.

I. Cadre et organisation générale de la communication

Les actions de communication et de publicité prévues par le plan de communication ont pour objectif de mettre en valeur l'intervention des crédits européens et d'assurer la transparence quant à leur utilisation.

Ainsi, le plan de communication définit de manière détaillée les modalités de mise en œuvre des actions de communication et de publicité notamment à travers :

- la définition d'objectifs et de groupes cibles,
- l'élaboration d'une stratégie (partenariats, mise en place d'une cellule d'appui aux porteurs de projets, élaboration d'une charte graphique régionale...),
- la description des actions générales à mettre en place (types d'actions, supports, moyens de diffusion...),
- la description des actions spécifiques visant au respect de la transparence quant à l'utilisation des fonds,
- la planification des actions ponctuelles de grande envergure.

De plus, le plan de communication prévoit la mise en place des moyens humains et financiers nécessaires à sa mise en œuvre, ainsi que ses modalités de suivi et d'évaluation.

L'exécution du plan de communication s'inscrit dans un calendrier indicatif préalablement établi.

Le tableau synthétique ci-dessous met en rapport les différentes actions inscrites au plan de communication et les groupes cibles visés par celles-ci.

**Tableau synthétique mettant en rapport les actions
à mener en fonction du groupe cible visé**

Actions	Public visé				
	Bénéficiaires potentiels	Bénéficiaires	Relais d'information	Personnels responsables de la mise en œuvre du P.O	Grand public
Diffusion des documents de programmation	X		X	X	
Site Internet	X	X	X		X
Affiches	X				X
Autocollants		X			
Plaquettes d'informations générales	X		X		X
Plaquettes d'informations thématiques	X		X		
Guide des procédures simplifié	X		X		
Vade-mecum	X	X	X	X	X
Publications dans la presse régionale	X	X			X
Communiqués de presse	X	X			X
Reportages audiovisuels	X	X			X
Objets publicitaires	X				X
Réunions d'information	X	X	X	X	
Cellule Régionale d'appui	X	X	X		
Publication de la liste des bénéficiaires	X	X	X		X
Obligations des bénéficiaires		X			
Plaquettes sur la valeur ajoutée de l'action de l'UE	X	X			X

II. Bilan des actions 2007-2010

1. Nature des actions

Le démarrage du programme a nécessité un effort particulier en matière de communication envers les bénéficiaires potentiels, le grand public mais aussi les services responsables de la mise en œuvre du PO, qui s'est traduit par les actions suivantes :

- la diffusion des documents de programmation, de plaquettes d'information générale ou thématique
- la création d'un site internet régional
- la publication ou diffusion d'articles de presse et d'émissions de télévision
- l'organisation d'événements (séminaires, forum etc)
- la réalisation et diffusion d'affiches, d'autocollants et d'objets promotionnels

Le bilan chiffré de ces actions figure dans le tableau ci-dessous.

Rapport final d'exécution – PO Lorraine

Bilan des actions de communication (2007 - 2010)							
Actions / outils	Cibles *	Indicateurs		Date / période			
		Réalisations	Résultats	2007	2008	2009	2010
Site internet	Bénéficiaires Bénéficiaires potentiels Grand public Relais d'information	Création du site internet régional : http://www.europe-en-lorraine.eu				09/05/2009	
Actions à destination des journalistes	Grand public Bénéficiaires Bénéficiaires potentiels		Taux de transformation : Nombre de citations dans la presse / nombre d'actions presse	1/2	1/3	4/6	2/2
		Nombre de citations spontanées dans la presse		3	13	2	8
Publicité achetée dans les médias	Grand public Bénéficiaires Bénéficiaires potentiels	Nombre de pages achetées pour les actions en support papier (nombre de parutions)		33 (16)	60 (35)	35 (28)	42 (22)
		Nombre d'actions publicitaires achetées (reportages et émissions TV)		0	12	5	17
Organisation d'évènement	Relais d'information Services gestionnaires du programme Médias		Taux de participation : Nombre de participants / Nombre d'invitations	900 / 2 000			
	Bénéficiaires Bénéficiaires potentiels Relais d'information Services gestionnaires	Nombre de personnes présentes (nombre de réunions)		2 128 (34)	807 (28)	780 (15)	31 (2)
Participation à des événements	Bénéficiaires Bénéficiaires potentiels Grand public	Nombre de personnes présentes (nombre d'évènements)				350 (2)	50 (1)
Objets promotionnels	Grand public Bénéficiaires Bénéficiaires potentiels Relais d'information Services gestionnaires du programme	Taux de distribution: Nombre d'objets distribués / nombre d'objets produits				200 / 200	Agendas (depuis 2010)
					210 / 300		Parapluies
					1 000 / 1 000		Bloc-notes
					4 125 / 5 000		Post-it et stylos
					1 000 / 1 000		Règles
					1 000 / 1 000		Pochettes (dossier presse)
					N.D / 3 000		Essuie-lunettes
					N.D / 10 000		Autocollants
Plaquettes d'information	Bénéficiaires Bénéficiaires potentiels Grand public Relais d'information	Nombre de copies produites			50 000		Petites plaquettes d'information
		Nombre de copies produites			15 000		Grandes plaquettes d'information
		Nombre de copies produites				10 000	Cartes postales promotionnelles du site internet régional (depuis 2009)
Guide du bénéficiaire	Bénéficiaires Bénéficiaires potentiels	Nombre de copies produites			25 000		
* en gras cibles principales							

2. Evaluation à mi-parcours et recommandations

En application des recommandations de l'ex DATAR, une évaluation de la communication a été réalisée en 2010. Ce bilan évaluatif présenté couvrait la période 2007-2010 et proposait des recommandations pour orienter les actions de communication entre 2011 et 2013.

Cette évaluation a été réalisée au moyen des dispositifs suivants :

- la chargée de communication et le responsable évaluation de la DAE ont défini le cadre et les modalités de cette évaluation,
- un groupe de travail d'étudiants de l'Université de NANCY 2¹⁰ a réalisé un bilan sur certains aspects de la communication des Fonds européens (FEDER et FSE) : analyse de la lisibilité du site Internet FEDER et de la communication dans les médias,
- une étudiante du groupe précité a consacré une partie de son stage de fin d'études (un mois environ) à la réalisation :
 - d'un bilan des actions 2007-2010,
 - d'une étude des médias utilisés pour la communication du PO,
 - d'une enquête auprès des porteurs de projets.

Les principales conclusions figurant dans le rapport étaient les suivantes.

Les actions mises en œuvre de 2007 à 2010 sont cohérentes avec le plan de communication du PO FEDER 2007-2013. Importantes en début de programme (2007 et 2008), elles se sont logiquement stabilisées une fois le programme lancé. Elles ont privilégié certains types d'actions, publicité dans les médias notamment, en mobilisant une part importante de l'assistance technique.

Elles sont dans la continuité des points forts des actions de communication du programme précédent (DOCUP 2000-2006), telles que décrits dans le DOMO (couverture presse, plaquettes, réunions d'information,...). Mais elles en illustrent aussi les insuffisances, déjà pointées dans ce document (site internet insuffisant, pas de mesure des effets des actions, communication partenariale peu développée).

Ces éléments rendent difficiles une appréciation précise des actions menées. Les recommandations qui suivent ont pour objectif de pallier ces difficultés pour la période 2011-2013.

Recommandations pour la période 2011-2013

Quelques recommandations générales sur l'évolution de la communication :

- avant chaque action, définir systématiquement un ou plusieurs indicateurs, facilement exploitables de manière à en mesurer les résultats et l'impact,
- définir précisément le public cible des actions en évitant de confondre, sauf exception, l'objectif de notoriété (cible grand public) et celui de promotion des aides (cible porteurs de projets potentiels),
- mieux relier les actions de communication avec le déroulement du programme et l'avancée de la programmation,
- intégrer les actions de communication dans des opérations de promotion de l'Europe (par exemple à l'occasion des événements de la semaine de l'Europe).
- Multiplier les actions inter-fonds.

¹⁰ Master 2 : «Collectivités territoriales et Union européenne»

Sur les différents outils de communication, une série de recommandations sont proposées :

a) Le site internet

La refonte du site régional en cours doit apporter :

- une meilleure visibilité du référencement : différentes requêtes, testées sur plusieurs moteurs de recherche, ont mis en évidence des lacunes en matière de référencement,
- une présentation mieux structurée et plus pédagogique des informations, avec des liens vers d'autres sites sur l'Europe, des lexiques des termes-clés, la liste des services à contacter, Fonds,
- une mise en lumière de l'Union Européenne par une information générale sur le rôle de l'Europe en Lorraine destinée à un public large, des contenus ludiques : minis-jeux «tester vos connaissances sur l'Europe», publicités «j'avance avec l'Europe», etc.
- la promotion des aides du FEDER par le biais d'une information spécifique auprès des bénéficiaires et bénéficiaires potentiels avec des contenus explicatifs et attractifs (documents téléchargeables), des liste des bénéficiaires, des vidéos de témoignages, un questionnaire de satisfaction, etc

b) Les actions à destination de la presse

Elles viseront à renforcer les liens avec les journalistes en s'appuyant sur l'action du service de communication de la Préfecture de région (communiqué et dossier presse, conférence de presse) avec une diversification des actions : invitation à des inaugurations de projet d'envergure ou emblématique, à des événements thématiques, organisation de voyages de presse ou de journées d'information, etc.

c) Les relais dans les médias

Une recherche active de supports pour la promotion des Fonds, est à mettre en place en direction :

- du secteur public : bulletins des services déconcentrés de l'Etat, des collectivités locales, des établissements publics, etc.
- du secteur professionnel : lettres des organismes consulaires (Chambre de Commerce et d'Industrie), des fédérations professionnelles, etc.
- du secteur associatif : lettres d'informations aux organismes d'insertion, des associations de protection de la nature, etc.

L'achat éventuel de publicités doit être limité et orienté vers la presse spécialisée, pour mieux cibler les publics avec un message précis concernant les axes ou mesures dont la programmation est insuffisante. Le format de ces parutions doit permettre une lisibilité forte.

d) L'organisation d'événements

Le type d'évènement et le message véhiculé dépendent des objectifs de communication, des publics visés avec une importante communication en amont, pendant et après celui-ci, par le biais d'outils adaptés aux destinataires. L'association à des événements organisés par d'autres organismes doit être recherchée, notamment à destination du grand public (par exemple : participation à des événements de grande couverture médiatique lors de la semaine de l'Europe, autour du 09 mai).

e) Les réunions d'information

Continuer à organiser régulièrement des réunions d'information à destination des bénéficiaires potentiels. Ces actions seront ciblées sur les bénéficiaires potentiels des actions du PO, sur des thématiques sélectionnées en fonction de l'avancement de la programmation (dynamiser les mesures sous-programmées).

f) Les objets promotionnels

L'agenda édité pour 2011 doit être reconduit en liaison avec les autres fonds car il constitue un objet utile avec une visibilité continue et permet la présentation d'un grand nombre d'exemples de projets. Il n'est par contre plus nécessaire de produire d'autres objets promotionnels qui contribuent peu à la promotion des fonds, même s'ils participent à la visibilité à l'Europe.

En conclusion générale, la communication à mettre en place pour la fin du programme doit viser l'efficience, c'est à dire un impact maximum pour un coût minimum, non seulement en termes de budget, mais aussi de moyens humains. Elle doit systématiser la définition d'indicateurs pour en apprécier la portée et être réalisée de façon partenariale tant en interne (services gestionnaires, autres fonds) qu'en externe (partenaires du programme, structures à vocation européenne).

III. Bilan des actions 2011-2015

1. La prise en compte des recommandations de l'évaluation

A la suite du rapport, certaines actions de communication ont été réorientées de manière à en améliorer l'efficience :

- Site internet : la refonte du site internet www.europe-en-lorraine.eu a pu être achevée en fin d'année avec une mise en ligne au 1er décembre 2012
- Médias : des dossiers de presse ont été élaborés à l'occasion de chaque comité de suivi
- Organisation d'évènements :

Le 9 mai 2011 a été organisée la « Soirée de l'Europe » : cet évènement réunissant porteurs de projets et acteurs du programme a été animé conjointement avec les gestionnaires d'autres fonds européens (FSE et FEADER) afin d'augmenter la visibilité de ces fonds.

- Campagne d'affichage :

Une campagne d'affichage régionale inter-fonds (FEDER-FEADER-FSE) à destination du grand public a été organisée du 18 septembre au 4 octobre 2012. Cette campagne a été financée par le FSE.

- les réunions d'information au profit des bénéficiaires ont continué.
- l'édition de l'agenda a été reconduite en 2012 en liaison avec les autres fonds (FSE et FEADER).

La perspective de la fin de programmation et les réorganisations au sein du SGAR (départ de la chargée de communication, transfert des fonds européens au conseil régional) n'ont pas permis de mettre en œuvre toutes les préconisations du rapport, et force est de constater que la couverture « médias » s'est révélée bien moins importante que durant la période 2007-2010.

Néanmoins, quelques actions d'envergure ont pu être menées sur le territoire régional jusqu'en 2013, et la communication « informelle » avec les bénéficiaires et les financeurs s'est poursuivie jusqu'à présent.

2. Focus sur deux actions réalisées en 2012 et 2013

► Organisation de la « Soirée de l'Europe », 2011

Au cours de cette soirée, des trophées ont été décernés à une sélection de projets particulièrement innovants ou structurants.

Le préfet de région, le vice-président du conseil régional et la députée européenne Nathalie GRIESBECK sont intervenus à cette occasion pour mettre en valeur l'action du FEDER sur le territoire lorrain.

Une évaluation de cet événement a été menée (questionnaire de satisfaction adressé aux participants), démontrant un bilan positif.



► Campagne d'affichage grand public « Fonds européens », 2012

Cette campagne a été initiée et pilotée par un groupe de travail réunissant les différents services compétents de l'Etat (Direction des Affaires Européennes, DIRECCTE, DRAAF, Service des Achats) et du Conseil Régional de Lorraine. Quatre affiches ont été élaborées suivant un concept original faisant référence à quelques figures historiques régionales (Jules Ferry, Stanislas Duc de Lorraine, Jeanne d'Arc, Emile Gallé).



L'affichage s'est déroulé du 18 septembre au 4 octobre 2012 sur le mobilier urbain des principales agglomérations de la région mais également en milieu rural, aux arrêts de transports en commun de certaines agglomérations (ex : Nancy) et dans les gares de la région.

1 371 affiches ont été imprimées pour l'occasion sous 4 formats différents. L'audience de la campagne estimée par les annonceurs s'élève à 660 000 personnes.

► Participation aux « Rencontres du Massif des Vosges », 2013

Organisées par le Commissariat à l'aménagement du Massif des Vosges, en partenariat avec les deux parcs naturels régionaux, elles se sont déroulées les 24 et 25 juin 2013 à Guebwiller dans le cadre d'exception de l'ancien couvent des Dominicains de Haute Alsace.

Ce séminaire de travail était destiné à mieux faire connaître le rôle du Commissariat au Massif des Vosges et promouvoir l'action du FEDER dédiée au développement du Massif (axe E du PO), tout en préparant les documents de programmation pour la période 2014-2020, autour du leitmotiv « Ensemble, préparons le Massif des Vosges de demain ».



Ces rencontres ont rassemblé près de 200 acteurs du Massif des Vosges (élus, institutionnels ou professionnels, acteurs associatifs) et ont permis de nouer des échanges fructueux.

Pour approfondir les thématiques à développer sur le territoire du massif, quatre tables rondes étaient organisées :

- l'attractivité du massif des Vosges ;
- l'économie montagnarde du massif ;
- l'ingénierie territoriale en montagne ;
- les sports et loisirs de nature (table ronde franco-allemande).



Ces rencontres ont également été l'occasion d'inaugurer l'exposition « Territoires du Massif des Vosges » et d'illustrer le soutien du FEDER aux projets de développement des territoires du massif.

Partie 10 : Instruments d'ingénierie financière

Le PO FEDER 2007-2013 prévoit la possibilité de financer des instruments d'ingénierie financière.

L'action A.42 du PO est exclusivement consacrée à ce type d'opération.

Tableau synthétique des opérations programmées :

Bénéficiaire	Opération/ IIF	Type d'instrument d'ingénierie financière	Coût total (€)	FEDER programmé (€)	Contributions FEDER et Contreparties nationales versées à l'IIF (€)
Réseau Lorrain des Plateformes d'Initiative Locale	Fonds régional complémentaire inter-associations de prêts d'Honneur (2007-2008)	Prêts	515 546,00	128 000,00	515 546,00
Association pour le développement économique de la Moselle	Renforcement du Fonds ADE Moselle	Prêts	2 000 000,00	500 000,00	2 000 000,00
Conseil Régional de Lorraine	Renforcement du Fonds régional de Garantie Lorraine	Garanties	6 031 288,00	2 166 500,00	6 031 288,00
Réseau Entreprendre lorraine	Consolidation du fonds de prêts	Prêts	446 000,00	59 000,00	446 000,00
Lorraine Initiative (RLPFIL)	Fonds de constitution du dispositif Lorraine transmission	Prêts	820 080,00	205 020,00	820 080,00
Conseil Régional de Lorraine	Participation à la création du Fonds Lorrain des Matériaux	Capital – Risque	18 400 000,00	4 600 000,00	17 440 000,00
Chambre de Commerce, d'industrie et de Services de Moselle	Abondement du fonds d'avances remboursables ALIZE Moselle	Prêts	1 048 582,00	225 695,00	1 048 582,00
Chambre de Commerce et d'Industrie de Meurthe-et-Moselle	ALIZE (Actions inter-entreprises en zones d'emplois) – Terre de Lorraine	Prêts	208 600,00	102 600,00	208 600,00
Chambre de Commerce et d'Industrie des Vosges	Abondement du fonds d'avances remboursables ALIZE Vosges	Prêts	500 000,00	112 500,00	500 000,00

Bénéficiaire	Opération/ IIF	Type d'instrument d'ingénierie financière	Coût total (€)	FEDER programmé (€)	Contributions FEDER et Contreparties nationales versées à l'IIF (€)
France Active Garantie (FAG)	Fonds de constitution du dispositif de garantie FAG Région-FEDER	Garantie	266 666,00	66 666,00	266 666,00
Conseil régional de Lorraine	Abondement du Fonds Régional de Garantie Lorraine	Garantie	1 000 000,00	500 000,00	500 000,00

- **Fonds régional complémentaire inter-associations de prêts d'Honneur (2007-2008) / Réseau Lorrain des Plateformes d'Initiative Locale**

Les plateformes d'initiatives locales sont des associations ayant pour vocation principale la délivrance de prêts d'honneur aux créateurs d'entreprises ou aux TPE en développement de moins de trois ans. Au nombre de 13 en Lorraine, elles sont fédérées au sein d'un réseau, le Réseau Lorrain des PFIL, également appelé Lorraine Initiative.

Afin de pérenniser l'activité d'octroi de prêts d'honneur, le RLPFIL a créé en 2005 le FRCI. Ce fonds a pour vocation l'octroi d'avances remboursables aux associations de prêts d'honneur (PFIL mais aussi Lorraine Entreprendre) de plus de trois ans. L'abondement des fonds de prêts locaux par le FRCI est au maximum de 25% de leurs besoins annuels, sous forme d'avances remboursables en 3 ans avec 6 mois à un an de différé de remboursement. Le FRCI est appelé à devenir pérenne grâce aux remboursements des associations de prêts d'honneur pour sa quatrième année de fonctionnement.

Il est alimenté principalement par le Conseil Régional de Lorraine, la Caisse des Dépôts et l'Etat.

- **Renforcement du fonds ADE Moselle / Association pour le Développement Economique de la Moselle**

L'association ADE Moselle gère une enveloppe financière, dotée de 1987 à 1996 par EDF dans le cadre de la procédure d'Après Chantier de la Centrale Nucléaire de Cattenom, destinée à accorder aux PME (au sens communautaire du terme) des avances remboursables (au taux de 1,5 % correspondant aux frais de gestion) d'une durée maximale de 5 ans, avec un différé maximal d'un an. Le montant de cette avance remboursable est compris entre 8 000 € et 100 000 €. Elle est consertie sans garantie et doit être adossée à un prêt bancaire.

Ces avances remboursables sont mobilisées en faveur des entreprises des secteurs industriel, artisanal et numérique ou relevant d'autres secteurs, au regard notamment du caractère innovant du projet présenté ou de son intérêt au plan de l'emploi. Les entreprises doivent être inscrites au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers du Département de la Moselle.

Afin de poursuivre son activité et de répondre, en 2009, à une demande croissante dans un contexte de tension sur le marché financier qui incitait les établissements bancaires à limiter

les prises de risque, l'association a mobilisé une nouvelle génération de fonds d'un montant total de 2 M€, dont 1 M€ issus du remboursement de la première génération d'avances et 500 000 € dotés par le Conseil Départemental de la Moselle. Ainsi, le bénéfice de ces avances remboursables a permis aux PME d'accéder au financement bancaire du fait d'un partage de risque susceptible de faciliter la prise de décision des établissements bancaires.

- **Renforcement du Fonds Régional de Garantie Lorraine / *Conseil Régional de Lorraine***

Le Conseil Régional de Lorraine a sollicité une subvention FEDER pour abonder le Fonds Régional de Garantie Lorraine (FRGL), géré par Oséo.

Il a été constitué le 11/09/2000 par convention entre le CRL et SOFARIS Régions, devenue Oséo garantie régions. Il a pour but d'intervenir en co-garantie avec les fonds nationaux de garantie dotés par l'Etat et gérés par Oséo, portant ainsi la quotité maximale garantie à 70% (35% Oséo garantie régions, 35% FRGL) des concours bancaires sollicités par les PME au sens communautaire, voire 80% (40/40).

Bénéficiant d'une garantie élargie, les banques, organismes financiers, sociétés de crédits-bails sont incités à accompagner plus de projets et notamment les plus risqués.

Il permet de garantir des prêts personnels aux créateurs et aux repreneurs, des dettes seniors (prêts souscrits par des sociétés créées spécifiquement aux fins de rachat d'une PME), des prêts et des crédits-bails à moyen et long terme, des interventions en fonds propres ou quasi fonds propres réalisées par des sociétés de capital investissement, des contrats de développement innovation et transmission ainsi que des crédits moyen ou long terme ou des opérations de cession bail destinées à renforcer la structure financière (RSF) des PME et plus particulièrement des scieries lorraines.

- **Consolidation du fonds de prêts / *Réseau Entreprendre Lorraine***

Réseau Entreprendre en Lorraine (REL) est une association de dirigeants d'entreprises, membre de la fédération "Réseau entreprendre", qui accompagne de nouveaux entrepreneurs porteurs de projets à potentiel de développement afin d'accélérer leur réussite.

- **Fonds de constitution du dispositif Lorraine transmission / *Lorraine Initiative***

L'objectif est de doter un fonds global destiné à favoriser la transmission/reprise d'entreprises en Lorraine, fonds cofinancé par la Caisse des Dépôts et Consignations et le Conseil Régional de Lorraine.

La finalité de ce dispositif est le financement des TPE Lorraine par l'octroi de prêts d'honneurs en renforcement de leurs fonds propres.

Ce fonds est géré par Lorraine Initiative, porteur du projet et Association de Prêts d'Honneur (APH).

- **Participation à la création du Fonds Lorrain des Matériaux / Conseil Régional de Lorraine**

Le Conseil Régional de Lorraine a sollicité une subvention FEDER pour abonder le Fonds Lorrain des Matériaux (FLM), SAS au capital de 18 400 000 €, créée conjointement par ARCELOR MITTAL, l'ETAT, la CDC Entreprises, le Conseil Régional de Lorraine et l'ILP/SADEPAR.

L'objet de ce fonds est de permettre le financement en fonds propres et quasi fonds propres des projets de PME issus (création start-up) ou bénéficiant de manière directe ou indirecte des ressources technologiques du centre de recherches ARCELOR MITTAL de Maizières-lès-Metz (ARSA) sur le modèle des expériences wallonnes et flamandes. Les objectifs qui lui sont assignés sont de valoriser en Lorraine la recherche de l'ARSA et de renforcer la filière matériaux.

L'opération porte sur un montant total de 18 400 000 €, répartis de la façon suivante :

-participations privées : 8 400 000 € (intégralement sous forme d'actions)

-participations publiques : 5 400 000 € (dont 4 900 000 sous forme d'actions et 500 000 sous forme de subvention)

-subvention FEDER : 4 600 000 (intégralement sous forme d'actions).

PROJET :

Création d'un fonds d'investissement à prédominance capital risque reposant sur un partenariat privé et public destiné à promouvoir des activités économiques innovantes portées par des PME et liées au cycle de vie des matériaux.

Afin de répondre à l'évolution des marchés, notamment en Europe occidentale, le groupe ARCELOR MITTAL a annoncé au début de l'année 2008 son souhait de restructurer ses activités en France en faisant évoluer son outil de production. Cette décision a eu pour impact direct la fermeture de l'aciérie électrique et du train à billettes de Gandrange entraînant la suppression de 575 emplois, et des risques importants portant sur la pérennité du site de Florange.

Au-delà des engagements légaux du groupe ARCELOR MITTAL se matérialisant dans la convention de revitalisation signée le 5 février 2009, les pouvoirs publics se sont fortement mobilisés pour obtenir des engagements à long terme du groupe ARCELOR MITTAL, de nature à garantir son implication sur le territoire lorrain. Ceux-ci se matérialisent notamment dans la constitution du Fonds Lorrain des Matériaux.

Le Fonds Lorrain des Matériaux (FLM) repose sur la volonté du Conseil Régional de Lorraine, de l'Etat et de la Caisse des Dépôts et Consignations de créer un outil de financement en capital risque dédié aux nouvelles technologies.

Dans un contexte de compétitivité mondiale accrue, l'essor économique de la Lorraine ne peut se faire que par une politique ambitieuse en faveur de l'innovation, porteuse de valeur ajoutée et de création d'emplois.

Dans le cadre des négociations qui ont été menées par les Pouvoirs Publics avec ARCELOR MITTAL, un accord a été trouvé afin que ce dernier participe à la création d'un fonds d'investissement en capital risque dédié aux technologies innovantes en lien avec le cycle de vie des matériaux et dote d'une manière générale les outils régionaux de financement de 10 millions d'euros.

Ainsi sur cette enveloppe globale, 8,4 millions d'euros sont affectés à la constitution du Fonds Lorrain des Matériaux, 1 million d'euros est affecté à l'augmentation de capital de l'ILP et 600 000 euros à celle de la SADEPAR. Dans un souci d'équilibre et notamment d'une

gestion réellement indépendante de ce Fonds, il a été convenu que les contreparties locales se montent au même niveau d'intervention soit 10 millions d'euros.

Le Fonds Lorrain des Matériaux prend la forme d'une SAS et bénéficie du statut fiscal d'une SCR (société de capital-risque) avec une durée de vie de 20 ans et la reconduction possible par période de 5 ans ou la liquidation anticipée.

Le capital en numéraire de la société est de 17 900 000€ avec des actions ouvrant droit au vote représentant un capital de 16 800 000€ et permettant ainsi de respecter la parité entre ARCELOR MITTAL et les contreparties locales.

L'Etat apporte par ailleurs une subvention à l'ingénierie des projets qui seront étudiés pour un montant de 500 000€.

L'objet du Fonds Lorrain des Matériaux est d'investir prioritairement en Lorraine dans des entreprises, nouvelles ou en croissance, dont l'activité est liée au cycle de vie des matériaux (produits, services ou technologies) à caractère innovant, à fort potentiel de croissance, notamment à l'international et créatrices d'emplois. Une priorité sera également donnée aux projets pouvant renforcer le positionnement de la Lorraine comme pôle de compétences dans le domaine des matériaux. Les investissements qui prendront la forme de prise de participation et de quasi-participation (obligations convertibles) ne dépassant pas 50% du capital seront d'un montant compris entre 500 000 et 2 000 000 € (au-delà un accord unanime du Conseil d'Administration sera nécessaire).

La gouvernance de ce Fonds a été élaborée dans le souci d'une réelle autonomie par rapport à ARCELOR MITTAL. Ainsi, le Conseil d'Administration, composé de 9 administrateurs, comportera 3 représentants d'ARCELOR MITTAL, 1 représentant de la Région Lorraine, 1 représentant de CDC Entreprises et 1 représentant de l'Institut Lorrain de Participation. Aux côtés de ces représentants, 3 administrateurs indépendants seront amenés à siéger : 1 administrateur représentant le monde industriel, 1 représentant le secteur du capital-risque et 1 représentant le secteur financier. Le Conseil d'Administration sera présidé par l'un des membres du Conseil, proposé par ARCELOR MITTAL et élu par le Conseil.

La gestion du Fonds est déléguée au GIE ILP-SADEPAR auquel le Fonds Lorrain des Matériaux adhère. Un directeur des investissements, spécifiquement recruté, assure la gestion du Fonds, la présélection et le montage des dossiers, l'animation du Comité d'Investissements, le suivi du processus de due diligence, la négociation des prises de participation, le suivi des participations et la gestion des sorties de participation.

Les coûts de gestion sont évalués à environ 359 K€/ an, soit 1,95% des fonds gérés. Ils se décomposent en 325 K de charges fixes directement affectées au GIE et à un prorata de 15% des frais de back et de middle office réaffectés au GIE pour un montant annuel de 34 K€.

- **Abondement du fonds d'avances remboursables ALIZE Moselle / *Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de la Moselle***

Le dispositif ALIZE (Actions Locales Inter-Entreprises en Zones d'Emplois) a été créé en 1997 par la DATAR et dans le cadre d'un appel à projets du FSE. Il vise à impliquer les grandes entreprises sur leur territoire en leur proposant d'accompagner les PME présentant des potentiels de développement, et permet aux entreprises de passer dans les meilleures conditions un cap de croissance et de se structurer aux plans technique, commercial, financier et managérial.

ALIZE constitue un véritable programme de solidarité inter-entreprises puisqu'il met à disposition des TPE et PME, après instruction des dossiers, des compétences humaines

gratuites, des avances remboursables, qui ont pour origine un fonds d'intervention privé-public doté par des partenaires locaux et nationaux.

Le budget du dispositif ALIZE Moselle a initialement été estimé à 1 742 000 € sur 3 ans, de 2012 à 2014, dont 1 068 292 €, soit 61,33% du total, sont consacrés aux dotations du fonds d'avances remboursables. Il est à noter que trois conventions de revitalisation accompagnent ce dispositif. Elles concernent Johnson Controls, Transgourmet et FM Logistic.

- **ALIZE (Actions inter-entreprises en zones d'emplois) – Terre de Lorraine /
Chambre de Commerce et d'Industrie de Meurthe-et-Moselle**

Projet : mise en place d'un dispositif ALIZE dans le Pays des Terres de Lorraine et dotation d'un fonds d'avances remboursables.

Le Territoire Terres de Lorraine est composé de 154 communes et 10 structures intercommunales. Il comprend environ 280 entreprises de 5 salariés et plus, qui exercent des activités dans le BTP, les industries et les services. Les entreprises locales peuvent bénéficier de prêts bonifiés accordés par SIDE Michelin. La gestion d'ALIZE Terres de Lorraine est confiée à la CCI 54, qui joue le rôle d'opérateur local de développement économique, et qui assure la gestion financière, administrative et technique, dans le cadre d'un programme d'envergure régionale associant les dispositifs ALIZE des 4 départements lorrains.

Le budget du dispositif ALIZE Terres de Lorraine était initialement estimé à 700 000 € sur 3 ans, dont 456 000 € consacrés à la constitution du fonds d'avances remboursables.

- **Abondement du fonds d'avances remboursables ALIZE Vosges / Chambre de
Commerce et d'Industrie des Vosges**

Il vise à impliquer les grandes entreprises sur leur territoire en leur proposant d'accompagner les PME présentant des potentiels de développement, et permet aux entreprises de passer dans les meilleures conditions un cap de croissance et de se structurer aux plans technique, commercial, financier et managérial.

ALIZE constitue un véritable programme de solidarité inter-entreprises puisqu'il met à disposition des TPE et PME, après instruction des dossiers, des compétences humaines gratuites, des avances remboursables, qui ont pour origine un fonds d'intervention privé-public doté par des partenaires locaux et nationaux.

Le budget du dispositif ALIZE Vosges a été initialement estimé à 696 k€ sur 3 ans, dont 500 k€, soit 71,84 % du total, sont consacrés au fonds d'avances remboursables. L'apport en compétences est valorisé à hauteur de 196 jours, soit un montant de 196 k€.

Les dotations du fonds d'avances remboursables se présentent comme suit :

Partenaires Publics : sous-total 355 k€

Conseil Régional de Lorraine : 70 k€

CDC Caisse des Dépôts et Consignations : 90 k€

Etat FNADT : 70 k€

Union Européenne : 125 k€

Partenaires privés : sous-total 145 k€

Honeywell Garrett : 60 k€

GOLDIS : 15 k€

LACTALIS : 50 k€

ORP (Répartiteur Pharmaceutique) : 20 k€

- **Fonds de constitution du dispositif de garantie FAG Région-FEDER / *France Active Garantie***

La Région Lorraine, Lorraine Active, la Caisse des Dépôts et France Active Garantie (FAG) constituent un fonds de garantie, destiné à couvrir le risque né des prêts garantis par FAG et dont la vocation est de favoriser l'insertion des personnes par la création d'activités économiques.

Ces prêts sont accordés par des établissements de crédit aux très petites entreprises créées par des personnes en difficulté, à des entreprises solidaires qui recrutent des personnes en difficulté, à des entreprises en création ou en développement s'implantant dans des zones urbaines sensibles.

Sont éligibles les prêts bancaires destinés au financement de l'équipement et du fonds de roulement et dont la durée est supérieure à 6 mois.

La gestion du fonds est confiée à FAG.

Ce fonds fonctionne selon les modalités d'un gage espèce, identifié sur les livres de FAG et selon les conditions prévues dans la convention.

- **Abondement du Fonds Régional de Garantie Lorraine / *Conseil Régional de Lorraine***

Le Conseil Régional de Lorraine a sollicité une subvention FEDER en vue de créer un nouveau volet spécifique au sein du Fonds Régional de Garantie Lorraine (FRGL) pour la mise en œuvre d'un prêt de consolidation.

En effet, le FRGL a été constitué le 11 septembre 2000 par convention signée entre le Conseil Régional de Lorraine et SOFARIS Régions, devenue OSEO Garantie Régions et depuis mai 2013, BpiFrance.

Il a pour but d'intervenir en co-garantie avec les fonds nationaux de garantie dotés par l'Etat et gérés par BpiFrance, portant ainsi la quotité maximale garantie à 70% (35% BpiFrance/ OSEO Garantie Régions, 35% FRGL) des concours bancaires sollicités par des PME au sens communautaire, voire 80% (40% BpiFrance/ OSEO Garantie Régions, 40% FRGL) pour les prêts personnels créateurs.

Le FRGL est actuellement doté de 19,6 M €. Depuis sa création, il a nettement monté en puissance. Ce fort développement résulte de la qualité du partenariat établi entre le Conseil Régional de Lorraine et BpiFrance, ainsi que du niveau élevé des dotations successives qui permettent désormais, par le jeu d'un effet levier, de garantir des projets de PME de grande ampleur.

Il s'agit d'un outil économe des deniers publics dont l'effet levier est conséquent et qui, dans un contexte d'évolution du marché financier et de l'activité bancaire, est ressenti comme un outil pertinent par les PME sollicitant des concours bancaires car il facilite la prise de décision des établissements bancaires sur la base d'un partage du risque final en cas d'échec.

L'objectif est d'inciter les investisseurs et les banquiers à intervenir.

Le Fonds Régional de Garantie Lorraine comporte actuellement deux volets :

- un volet "général" qui permet de garantir les opérations de crédits traditionnels qui peuvent être cofinancés par des ressources FEDER ;
- un volet "spécifique" doté de 800 000 € dédié à la mise en place de produits spécifiques (prêts participatifs d'amorçage, opérations en fonds propres et opérations garanties exclusivement par le Fonds Régional).

Afin de compléter la chaîne outils de financement à destination des PME lorraines, le CRL s'associe par convention à BpiFrance afin de mettre en place un prêt de consolidation. Conformément aux priorités économiques énoncées dans le rapport du budget primitif 2014, la mise en oeuvre de ce prêt de consolidation vise à compléter la chaîne de financement sur le segment de la consolidation. En effet, plusieurs constats macro-économiques régionaux montrent une dégradation des fonds propres des entreprises après 5 ans de crise et une diminution progressive de la part des financements des PME françaises par les banques.

La mise en place de ce nouvel outil a nécessité la création d'un volet spécifique au sein du FRGL lequel a été voté de la Commission permanente du CRL le 25 avril 2014, selon le budget prévisionnel.

D'une durée de 7 ans avec 2 ans de différé, ce prêt est destiné aux entreprises fragilisées notamment après un choc conjoncturel. Les bénéficiaires sont des PME au sens communautaire, créées depuis plus de 3 ans excepté celles créées pour la reprise d'entreprises et éligible à la garantie de BpiFrance Financement.

Ce prêt d'un montant compris entre 45 000 et 200 000 € est plafonné aux fonds propres ou quasi fonds propres et est obligatoirement associé à un financement extérieur, à raison de 1 pour 1 d'apports en capital des actionnaires et/ou des sociétés de capital-développement et/ou des apports en quasi fonds propres ou de concours bancaires d'une durée de 5 ans minimum.

Ce prêt permet de financer des programmes globaux de développement ou de reprise comportant un besoin en fonds de roulement, pour lequel il existe peu de solutions de crédits classiques acceptables.

Ce prêt de consolidation vient compléter la palette de financement en matière de consolidation et pourra intervenir notamment en complément d'une intervention du Fonds Lorrain de Consolidation, notamment dans les dossiers de reprise.

La décision d'accorder un prêt de consolidation au titre du FRGL est prise par BpiFrance Lorraine après un avis unanime du Directeur Régional de BpiFrance Lorraine ou de son représentant et du Conseil Régional de Lorraine.

Le Fonds Lorrain de Consolidation (FLC) a été créé le 18 novembre 2010. Il a pour vocation d'accompagner des PME, ayant fait la preuve de leur modèle économique, mais qui sont affectées par la crise (hors procédure collective) et/ou qui subissent un problème conjoncturel. Il peut également au cas par cas intervenir lors de reprises en plan de cession, aux côtés d'une entreprise du secteur d'activité. Celle-ci intervenant en actionnaire majoritaire.

Le FLC intervient en apports de fonds propres sous forme d'une prise de participation (actions) pouvant être couplée à un apport en quasi fonds propres (obligations convertibles, comptes courant,...). Les cibles sont des PME qui auront démontré la qualité de leur modèle économique et celle de leur dirigeant, dans tous les secteurs d'activité, hors procédure collectives, sauf l'accompagnement d'opérations de transmission dans le cadre de plans de cession. Le ticket d'entrée du FLC se situe entre 250 k€ et 1 M€.

ANNEXES

Annexe n°1 : Liste des grands projets achevés

Annexe n°2 : Rapport final d'exécution de la subvention globale du Conseil Régional de Lorraine